

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA LOI ET LA VIOLENCE :
LES CAS DE LA *LEX SALICA* ET DES *LEGES BURGUNDIONUM*
AUX V^E-VI^E SIÈCLES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
MARC-ANDRÉ BUJOLD

MAI 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction du mémoire est surtout une aventure solitaire. Malgré tout, bon nombre sont ceux qui m'ont accompagné tout au long de ce long parcours auxquels je tiens à témoigner des remerciements.

J'aimerais remercier profondément ma directrice de recherche, Piroska Nagy, d'avoir accepté de me guider. Ses commentaires, ses réflexions, ses encouragements ont toujours été d'une grande aide et sans eux, ce mémoire n'aurait jamais eu lieu. Merci également pour sa patience légendaire à mon endroit, ce ne fut pas toujours facile. Également, merci à Alain Dubreuil sans qui je ne serais jamais tombé amoureux des Mérovingiens.

Je profite de l'occasion pour remercier mes parents, Lisette Tremblay et Donald Bujold, qui ont toujours su m'encourager dans mes démarches. Votre support indéfectible et votre confiance ont permis de forger l'homme que je deviens et par le fait même, mes choix.

Merci à tous mes proches, amis ou famille, pour vos encouragements ainsi que vos défis. Alexandre, j'aurai terminé avant toi.

Finalement, mes remerciements les plus tendres envers Myriam Marceau, une femme extraordinaire avec qui je partage ma vie depuis presque 10 ans maintenant. Elle a vécu les hauts et les bas de ce long parcours, mais sans son support et son écoute inconditionnelle, ses sacrifices et son amour sans borne, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour.

Marc-André Bujold

*« Not All Those Who Wander
Are Lost »*

~J.R.R. Tolkien~

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	
LES FRANCS ET LA VIOLENCE.....	1
Problématiques de recherche	6
Méthodologie	6
Définitions	8
I. La violence	8
II. Les catégories de la violence.....	9
a. La violence physique.....	10
b. La violence matérielle	10
c. La violence verbale.....	10
d. La violence émotionnelle	11
e. La violence juridique.....	12
III. Qu'est-ce que la cruauté?.....	13
Présentation des sources	15
I. <i>Pactus legis salicae</i>	16
II. <i>Leges burgundionum – Liber Constitutionum et Lex romana</i>	20
CHAPITRE I	
BILAN HISTORIOGRAPHIQUE.....	23
1.1 La perception de la violence haut-médiévale.....	24
1.2 La violence comme système d'échange.....	28
1.3 La loi au haut Moyen Âge	33
CHAPITRE II	
LE ROI, LA LOI ET LA VIOLENCE.....	38
2.1 Les enjeux de la christianisation	40

2.1.1 La conversion : clé de voûte du pouvoir	41
2.1.2 L' <i>imitatio imperii</i>	44
2.1.3 Royauté et Église : confrontation ou coopération?	49
2.2 Consolidation du pouvoir royal par la loi	52
2.2.1 Limitation de la violence	52
2.2.2 Distinction de la parentèle régnante.....	54
CHAPITRE III	
LA VIOLENCE DANS LA LOI	82
3.1 La présence du concept de violence.....	84
3.2 Les peines violentes	87
3.2.1 Les épreuves judiciaires au sein de la loi.....	87
3.2.2 Les peines corporelles.....	97
3.2.3 La peine de mort	110
3.3 Le vol	121
3.3.1 Le vocabulaire associé au vol	121
3.3.2 Différenciation des peines.....	123
3.3.3 Les notions de suspicion et d'intention.....	126
3.3.4 Le vol et la guerre	128
3.4 L'honneur.....	133
3.4.1 L' <i>inimicitia</i>	133
3.4.2 Les insultes.....	137
3.4.3 L'adultère et le viol : une similitude conceptuelle chez les Germaniques	143
3.5 La vengeance.....	151
CONCLUSION GÉNÉRALE	158
BIBLIOGRAPHIE	162

RÉSUMÉ

Le roi Chilpéric I^{er} (561-584), par le titre CXV de la loi salique, place hors de sa protection quiconque refuse de payer la composition à laquelle il fut condamné après que ce dernier se soit sauvé en forêt. Ainsi, celui qui le retrouve peut le tuer sans aucune crainte¹. À lui seul, ce titre montre la dynamique entre d'une part le roi et la législation, et d'autre part, la législation et la violence. Le pouvoir royal, la loi et la violence ne peuvent pas être traités isolément : ils doivent être analysés conjointement.

Ce mémoire vise principalement à montrer les différenciations dans le traitement de la violence par la loi au sein de deux régions du *Regnum francorum* au tournant du V^e siècle et du VI^e siècle : la *Lex salica*, pour les Francs et les *Leges burgundionum* pour les Burgondes. La confession religieuse et la conversion, le niveau de romanisation, la culture germanique et le développement du pouvoir royal sont tous des facteurs qui produisent des distinctions dans la législation des deux peuples.

Quant aux particularités de cette violence, elles sont globalement similaires chez les Francs et les Burgondes. Évidemment, les deux peuples possèdent des divergences majeures dans leur manière de l'encadrer. L'étude du cadre législatif de la violence permet d'en évaluer les usages au sein du *Regnum francorum*, notamment en tant que système de communication et d'échanges.

Mots-clés : Francs, Burgondes, Loi, Antiquité tardive, Violence, Église.

¹ Titre CXV, *Pactus legis salicae*, Karl August ECKHARDT (éd.), *Monumenta Germaniae historica, Legum sectio I. Legum nationum germanicarum*, T4 pars 2, *Lex salica*, Hannoverae, 1969, p. 263.

INTRODUCTION

LES FRANCS ET LA VIOLENCE

La relation des Francs à la violence a fortement marqué l'imaginaire collectif surtout pour les V^e et VI^e siècles. Pour preuve, il est rare de discuter de la période mérovingienne sans toucher de près ou de loin à cette violence. Deux exemples illustrent parfaitement ce propos. Le premier est celui du fameux épisode du vase de Soissons rapporté par le chroniqueur Grégoire de Tours. Lors du partage du butin suite à une campagne militaire, un soldat refuse que Clovis s'approprie un vase en-dehors de ce que le sort lui ait décerné tout en fracassant sa francisque sur le vase. Le roi contient le ressentiment de cette insulte avant d'envoyer les restes du vase à l'évêque auquel il appartenait. L'année suivante lors du rassemblement de l'ost, le roi chevelu s'approche du même soldat et, sans avertissement, affaisse sa hache sur la tête de ce dernier. De cette manière, Clovis venge l'offense qui lui avait été faite une année plus tôt². Le second épisode, toujours selon les *Histoires* de Grégoire de Tours, est celui de la guerre civile fratricide qui oppose les fils de Clotaire I^{er} souvent nommé la « *faide* royale »³. Les deux rois mérovingiens Chilpéric I^{er} et Sigebert I^{er}, mais également les deux reines Frédégonde et Brunehaut évoluent dans une trame où meurtres, supercheries, vengeance et pouvoir polarisent deux régions mérovingiennes l'une contre l'autre⁴.

Évidemment, les études autour de la violence abondent et les thématiques traitées sont tout autant multiples. Il est donc difficile de trouver une approche originale. Pour ce mémoire, nous avons choisi d'analyser la violence dans sa dimension juridique en s'interrogeant de quelle manière les codes de lois barbares encadrent, traitent ou ignorent la violence. Si le cas de la loi salique fut partiellement

² Régine LE JAN, *Les Mérovingiens*, Paris, PUF, 2006, p. 12.

³ *Ibid.*, p. 18.

⁴ *Ibid.*, p. 18-20.

traité⁵, la confrontation de plusieurs codes de lois germaniques entre eux n'a fait jusqu'ici l'objet d'aucune étude. Ce mémoire analysera ainsi deux codes barbares du *Regnum francorum* lesquels seront présentés en détail plus loin : le *Pactus legis salicae*, et plus largement la *Lex salica* et les *Leges burgundionum* pour la Burgondie qui se déclinent en deux codes : le *Liber constitutionum* et la *Lex romana burgundionum*.

Avant d'aller plus loin, il est indispensable de dresser un portrait rapide du monde dans lequel les Francs et les Burgondes apparaissent. Ces derniers gravitent autour de l'Empire romain dès le III^e siècle alors que les frontières sont loin d'être imperméables. Les « Barbares⁶ » subissent une romanisation par les nombreux contacts alors que l'Empire, lui, subit une « barbarisation⁷ ». L'armée impériale est le moteur principal de cette romanisation par l'intégration des vaincus à travers un processus d'acculturation et d'assimilation⁸. Les aptitudes guerrières des peuples germaniques pallient au manque de recrues romaines de l'armée impériale. Cela a pour effet d'intensifier la barbarisation de l'armée romaine, déjà en cours⁹, par une augmentation du pourcentage de l'enrôlement barbare. Ce phénomène s'accompagne également par une militarisation des provinces due à l'installation des « barbares » et au support de ces derniers aux nombreux usurpateurs du IV^e-V^e siècle¹⁰. Ainsi, la principale fonction des Francs et des Burgondes durant la période romaine de leur

⁵ Patrick WORMALD, « *Lex Scripta and Verbum Regis : Legislation and Germanic Kingship, from Euric to Cnut* » dans *Early Medieval Kingship*, éd. Peter Hayes SAWYER et Ian WOOD, Leeds, University of Leeds, 1977, p. 105-138; Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms. 450-751*, New York, Longman, 1994, p. 102-118 et Jean-Pierre POLY, « La corde autour du cou. Les Francs, la France et la loi salique » dans *Genèse de l'État moderne en Méditerranée. Approches historique et anthropologique des pratiques et des représentations. Actes des tables rondes internationales tenues à Paris les 24, 25 et 26 septembre 1987 et les 18 et 19 mars 1988*, Rome, École française de Rome, 1993, p. 287-320.

⁶ Nous n'employons pas le terme de « barbare » dans un sens péjoratif. Il s'agit avant tout de reprendre la dénomination romaine de l'étranger, mais également de simplifier son utilisation aux populations germaniques qui s'installent dans l'Empire romain d'Occident.

⁷ Patrick GEARY, *Naissance de la France. Le monde mérovingien*, Paris, Flammarion, 2011, p. 17.

⁸ Voir Alessandro BARBERO, *Barbares. Immigrés, réfugiés et déportés dans l'Empire romain*, Paris, Tallandier, 2006.

⁹ Régine LE JAN, *Les Mérovingiens, op. cit.*, p. 6.

¹⁰ Patrick GEARY, *Naissance de la France, op. cit.*, p. 28-29.

histoire, mais surtout du point de vue romain est de faire la guerre. C'est leur talent de guerrier qui permet aux barbares de se forger une place dans l'Empire¹¹, de sorte que l'aristocratie germanique développe une spécialisation militaire qui devient rapidement la base d'une différenciation socio-économique importante du reste de la population locale¹².

Cette disposition a pour effet de renforcer un sentiment d'insécurité et de peur déjà bien présent auprès des populations locales¹³. Ajoutons à cela les difficultés d'assimilation des immigrants germaniques en plus de la pression croissante sur les frontières : il n'est pas surprenant de voir apparaître une vague de sentiments anti-barbares vers la fin du IV^e siècle qui perdure jusqu'au début du V^e siècle¹⁴.

En 476 survient la déposition du dernier empereur et la disparition du pouvoir central de l'Empire occidental. S'en suit une période instable où émergent plusieurs royaumes fondés par les différentes tribus germaniques. En Gaule du nord, autour de Soissons, les Francs, dirigés par Childéric puis Clovis dès 481, règnent en maître pour finalement étendre leur domination sur presque la totalité de l'ancienne province romaine. Les Burgondes, quant à eux, élargissent les frontières de leur royaume vers le sud du Rhône sous le commandement du roi Gundioc et éventuellement Gondbaud¹⁵.

La question migratoire des peuples germaniques est cruciale pour comprendre la dynamique de cette domination politique. Pour Peter Heather, il ne s'agit pas d'une migration aléatoire mais planifiée, puisque les migrants choisissent les lieux

¹¹ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France. 481-888*, Paris, Belin, 2010, p. 72.

¹² Guy HALSALL, « Violence and Society in the Early Medieval West : an introductory survey » dans Guy HALSALL (éd.), *Violence and Society in the Early Medieval West*, Rochester, Boydell Press, 1998, p. 5.

¹³ Régine LE JAN, *Les Mérovingiens*, op. cit., p. 6.

¹⁴ Peter BROWN, *Le monde de l'Antiquité tardive. De Marc Aurèle à Mahomet*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 104.

¹⁵ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian Code. Book of Constitutions or Law of Gundobad*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1996, p. 1-2.

d'installation¹⁶. P. Heather nomme ce modèle « transfert d'élites » par lequel le groupe de migrants s'approprie le territoire par une conquête militaire. Dans le cas des Francs, l'aristocratie gallo-romaine n'est pas totalement évincée. Les nouveaux occupants arrivent avec un bagage culturel différent et l'imposent aux Gallo-romains. Malgré tout, il ne s'agit pas d'une domination unilatérale, autant des Germaniques que des Gallo-romains, mais plutôt d'un véritable syncrétisme culturel qui s'opère. Ainsi, pour l'ancienne aristocratie, la seule option possible réside dans la négociation du statut le plus élevé possible dans cette nouvelle société. Il ne s'agit pas d'un remplacement des élites, mais de la restructuration complète des élites¹⁷. Cependant, l'aristocratie n'est pas l'unique strate sociale visée par ces négociations. L'ensemble de la population doit également redéfinir ses stratifications sociales dans une nouvelle conception ternaire (libre, semi-libre et esclave¹⁸) qui vient avec des responsabilités et des droits nouveaux¹⁹. Ainsi, le pouvoir politique et militaire passe à de nouvelles mains. Cependant, il ne faudrait pas croire que les Francs ou les Burgondes soient majoritaires. Il s'agit d'une minorité germanique au sein d'une communauté indigène gallo-romaine grandement majoritaire²⁰. Toutefois, c'est par la violence que les barbares peuvent s'accaparer les fonctions de domination (militaire et de sécurité) permettant d'exercer la violence. Ceci agit sur les populations locales comme un renforcement de leur sentiment d'insécurité qui les pousse à se placer sous protection germanique puisqu'ils détiennent les moyens pour le faire.

¹⁶ Peter HEATHER, *Empires and Barbarians. The Fall of Rome and the Birth of Europe*, New York, Oxford University Press, 2009, p. 327.

¹⁷ *Ibid.*, p. 328-332.

¹⁸ Il sera évidemment question d'esclaves dans ce mémoire. Les termes *servus* et *ancilla*, notamment, ont été sujet à des débats au sein de la communauté historienne. Les sources, de l'Antiquité au haut Moyen Âge, utilisent les mêmes termes pour nommer l'esclave ou le serf. Déjà à cette époque, plusieurs petits propriétaires terriens se plaçaient sous la dépendance d'un maître, mais il est difficile d'établir avec certitude à quel moment la signification du terme *servus* s'est modifiée. Dans notre cas, nous reprendrons simplement les termes présents dans les codes de lois en presumant qu'il s'agit d'esclaves. Voir Geneviève BÜHRER-THIERRY et Philippe MÉRIAUX, *La France avant la France...*, *op. cit.*, p. 107-108.

¹⁹ Peter HEATHER, *Empires and Barbarians...*, *op. cit.*, p. 328.

²⁰ Bruno DUMÉZIL, *Les racines chrétiennes de l'Europe. Conversion et liberté dans les royaumes barbares Ve-VIIIe siècle*, Paris, Fayard, 2005, p. 15.

Nous voici donc au cœur du sujet. Visiblement, la violence occupe une place prépondérante dans la société germanique. Bien que les victoires militaires aient un impact considérable sur la postérité des empereurs, les Romains mettent généralement la vie urbaine et la chose publique à l'avant-scène, alors qu'il en est tout autrement pour les Francs ou les Burgondes. La royauté est inextricablement liée à la guerre; le roi représente la fonction guerrière par excellence²¹. C'est autour de sa vaillance guerrière et de son aptitude à remporter des victoires militaires que son *comitatus*, c'est-à-dire le groupe de guerriers qui le suivront, se forme²². Cette pratique montre l'importance des liens personnels et de leur réciprocité. La parentèle devient une composante vitale pour la sécurité des individus. De plus, dans le monde germanique, être un « suivant » est considéré comme un honneur²³. Donc, dépourvues d'un système judiciaire sophistiqué, les sociétés germaniques règlent leurs conflits par l'intermédiaire d'un système vindicatoire. L'honneur et les affronts subis doivent être lavés par une vengeance privée²⁴. Verser du sang demeure toujours le meilleur moyen de retrouver son honneur.

C'est durant le règne de Clovis que les Francs se dotent d'un code de loi écrit, le *Pactus Legis Salicae*, communément appelé la loi salique. Les Burgondes font de même sous l'initiative de Gondebaud avec les *Leges burgundionum*. Ces législations visent simultanément plusieurs buts, qui seront examinés plus loin de manière approfondie. Pour le moment, il convient simplement d'établir que ces codes de lois visent avant tout à atténuer les conséquences du système vindicatoire²⁵. Pour la première fois, des rois germaniques tentent à travers eux d'encadrer l'usage de la violence dans leurs royaumes respectif. Non seulement cela montre que la royauté est

²¹ Guy HALSALL, *Warfare and Society in the Barbarian west. 450-900*, New York, Routledge, 2003, p. 2.

²² Nira PANCER, *Sans peur et sans vergogne. De l'honneur et des femmes aux premiers temps mérovingiens (VIe-VIIe siècles)*, Paris, Albin Michel, 2001, p. 79.

²³ Autour de la parentèle voir Gerd ALTHOFF, *Family, Friends and Followers. Political and Social Bonds in Early Medieval Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

²⁴ Nira PANCER, *Sans peur...*, *op. cit.*, p. 116.

²⁵ *Ibid.*, p. 118-119.

consciente de l'importance de la violence, mais aussi qu'elle a la volonté de la limiter. Par ce geste, la loi et la violence deviennent deux formes de régulation sociale étroitement liées, et c'est précisément cette interaction que l'on désire étudier dans ce mémoire.

Problématique de la recherche

La pluralité législative à l'intérieur du *Regnum francorum* ne peut échapper à un questionnement légitime. Cette pluralité implique-t-elle un rapport variable du pouvoir royal à la violence selon la région du royaume franc? L'encadrement de la violence diffère-t-elle d'un code de lois à un autre? Si oui, qu'est-ce qui explique et justifie une telle disparité?

Notre hypothèse de départ est qu'effectivement, l'encadrement de la violence diffère d'une région à l'autre. Certes, les Francs et les Burgondes sont tous deux des tribus germaniques, mais leur évolution dans des contextes culturels et sociaux différents devrait mener, selon nous, à une singularité dans l'encadrement juridique de la violence. L'exemple le plus probant est certainement le choix de la conversion des deux peuples : les Francs se convertissent au christianisme nicéen, alors que les Burgondes optent pour l'hérésie arienne. Comment nous y prendrons-nous pour explorer ces avenues?

Méthodologie

Le présent mémoire est structuré en trois chapitres. Le premier se concentrera sur l'élaboration de deux bilans historiographiques. D'abord, puisque l'on traite de la violence, il semble nécessaire de montrer l'évolution de son traitement dans l'historiographie. Il en est de même pour la loi au haut Moyen Âge. C'est également dans ce chapitre que les assises et les particularités de la violence du haut Moyen Âge seront traitées.

Ensuite, le second chapitre traitera de l'émergence des nouveaux royaumes du haut Moyen Âge et des conditions dans lesquelles les codes de lois germaniques sont

nés. Il sera notamment question de l'amalgame entre les cultures romaine et germanique, à travers l'*imitatio imperii*, mais également à travers le pouvoir germanique qui s'élabore par la collaboration des grands dans le processus décisionnaire. L'Église, par l'entremise de la conversion, jouent un rôle important dans ce processus. Ainsi, l'aristocratie est continuellement dans les coulisses du pouvoir et la famille royale tente par tous les moyens de se maintenir au-dessus de cette mêlée. Il sera question de montrer par quels mécanismes législatifs les rois tentent d'imposer leur pouvoir.

Enfin, le dernier chapitre optera pour une comparaison détaillée de la violence et de ses différents aspects entre la législation franque et les législations burgondes. L'objectif est de soulever les similitudes, mais surtout de montrer quelles sont les différences dans l'encadrement législatif de la violence des deux peuples. Cette approche permettra de mettre en évidence des caractéristiques potentiellement propres à un peuple ou à l'autre. Cependant, il convient avant tout d'établir quelques définitions.

C'est trois chapitres réunis décrivent l'importance de cette étude pour notre compréhension du sixième siècle à plusieurs niveaux. Elle permettra une compréhension approfondie du développement du pouvoir royal germanique : il sera tout autant question de continuité par rapport à l'Empire romain, mais également de l'émergence de nouvelles caractéristiques royales. Or, le pilier central de la présente étude réside dans l'analyse et la distinction des spécificités de la violence entre les Francs et les Burgondes. Cela nous permettra d'établir des traits distinctifs entre les deux peuples, fait qui n'est pas nécessairement évident à tout point de vue. Globalement, il sera également possible de poursuivre l'historiographie récente qui tend à montrer que la violence s'inscrit dans un paradigme de socialisation et non dans un cadre d'émotivité irrationnelle.

Il convient également de montrer quels outils seront employés pour atteindre ces objectifs. Tout au long du mémoire, l'emploi du vocabulaire dans les trois codes de lois demeurera la base de l'analyse par l'isolation de tous les termes touchant de

près ou de loin à la violence. Il sera alors possible d'élaborer une réflexion sur la correspondance ou la discordance de l'utilisation des différents termes. Ce répertoire permettra également de lier plusieurs termes entre eux afin de créer des catégories de violence qui seront illustrés plus avant. Finalement, s'en suivra immédiatement une série de définitions indispensables pour bien délimiter les balises du concept de la violence.

Définitions

I. La violence

Il n'existe aucune définition précise de la violence : il s'agit d'un concept extrêmement vaste aux limites floues et encore moins unanimes. Comme point de départ, prenons une définition générale du terme : « force exercée par une personne ou un groupe de personnes pour soumettre, contraindre quelqu'un ou pour obtenir quelque chose²⁶ », qui permet de préciser autant que possible les bornes de ce concept dans le cadre de ce mémoire.

La violence est avant tout une construction sociale et culturelle²⁷. C'est donc dire qu'elle est constamment en évolution. De surcroît, les normes régissant la violence sont également sujettes à modification selon les époques et les sociétés. Une première définition fournie par Daniel Baraz, très similaire à la définition générale, la qualifie comme l'application de la force physique contre un individu ou un groupe²⁸. Cette définition n'est pas satisfaisante puisqu'elle n'englobe pas les aspects verbaux et moraux de la violence en se concentrant uniquement sur la violence physique. Par exemple, les insultes ne sont pas physiques, pourtant, il s'agit de violence. D'ailleurs,

²⁶ « Violence », *Trésor de la Langue Française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv4/showps.exe?p=combi.htm:java=no>, page consultée 21 avril 2016.

²⁷ Daniel BARAZ, « Violence or Cruelty? An Intercultural Perspective » dans *A Great effusion of blood? Interpreting Medieval Violence* éd. Mark D. MEYERSON, Daniel THIERY et Oren FALK, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 164.

²⁸ *Ibid.*, p. 164.

la loi salique légifère sur plusieurs d'entre elles²⁹. Pour cette raison, la définition de Nira Pancer semble plus adéquate : la violence serait alors « globalement tout échange de type agonistique, provocateur ou compétitif, de l'agressivité verbale à la brutalité physique, qu'elle soit collective ou duelle, que du sang soit versé ou non, en passant par les dépenses exorbitantes ou l'ostentation verbale »³⁰. Cette conception est générale et englobante tout en présentant l'avantage de ne pas limiter le concept de violence à la seule utilisation de la force physique.

Cette définition laisse aussi sous-entendre plusieurs types de violence. Les actions violentes pourraient ainsi être regroupées afin de former des catégories plus homogènes dont les particularités pourraient être comparables d'une loi à l'autre. La section suivante s'efforcera de préciser les composantes de chacune de ces catégories.

II. Les catégories de la violence

L'étendue du concept nécessite obligatoirement une tentative de catégorisation des types de violence afin de faciliter les comparaisons ou même seulement l'analyse. Pour les besoins de ce mémoire, cinq catégories de violence ont été répertoriées : la violence physique, contre les objets, orale, émotionnelle et judiciaire. Il est important de comprendre que ces catégories sont loin d'être hermétiques l'une à l'autre qu'un cas de violence peut très bien en solliciter plusieurs à la fois.

Guy Halsall théorise, surtout lorsqu'il est question de *faide*, deux formes de violence : la violence tactique et la violence stratégique. La violence tactique vise directement la résolution d'un conflit : le meurtre ou la disparition d'un rival, l'accaparement des terres par la force, etc. En somme, cette forme de violence est caractérisée par une relation directe entre l'attaquant et la victime, ainsi que les violences subies. À l'inverse, la violence stratégique est surtout utilisée lorsque le groupe où l'individu n'est pas assez puissant pour s'attaquer à son opposant directement. Ainsi, le belligérant adopte plutôt une attitude publique chargée de

²⁹ Titre XXX, *Pactus legis salicae*, *op. cit.*, p. 118-119.

³⁰ Nira PANCER, *Sans peur...*, *op. cit.*, p. 103.

colère et de menaces, voire de s'attaquer directement à un troisième groupe plus faible. Dans tous les cas, cette forme de violence ne vise pas la fin du conflit, mais surtout à attirer l'attention sur la violence latente afin d'aboutir à une médiation soit par le pouvoir royal ou un groupe plus puissant. Pour G. Halsall, la majorité des cas de violence du haut Moyen Âge entre dans la forme de la violence tactique où l'élément stratégique réside dans la menace des actes³¹.

a. La violence physique

Évidemment, il s'agit de la catégorie la plus communément répandue. Daniel Baraz cite des catégories de violence physique : meurtre, viol, assaut³². À cette liste incomplète et insuffisante, il faut ajouter les blessures et la guerre. En somme, il s'agit des cas où un individu applique la force physique contre un autre individu ou un groupe.

b. La violence contre les objets

La violence contre les objets se définit simplement par l'application de la force physique contre un objet, de sorte que cette violence est dirigée vers le patrimoine, les richesses et les dotations physiques de l'individu ou du groupe ciblé. Ainsi, cette catégorie permet de considérer les vols, les incendies criminels et le pillage comme des actions violentes.

c. La violence verbale

Comme on l'a vu, la violence n'est pas simplement physique. La composante orale compte pour une large part de la violence mérovingienne, voire germanique. Cette catégorie se décline majoritairement sous la forme d'insultes. Celles-ci sont généralement portées contre un individu dont le sexe importe peu. L'on peut tout

³¹ Guy HALSALL, « Reflections on Early Medieval Violence : the Example of the "Blood Feud" », *Memoria y Civilizacion*, vol 2 (1999), p. 11-12.

³² Daniel BARAZ, « Violence or Cruelty?... », *op. cit.*, p. 164.

autant insulter une femme qu'un homme libre. L'injure est avant tout faite au statut de la personne et non pas à l'individu uniquement.

Au même titre, les menaces constituent une action violente. Puisque l'individu au haut Moyen Âge est presque toujours lié à différents groupes pour assurer sa survie et sa sécurité, la menace peut parfois se référer à un individu précis, mais affecte évidemment le groupe au complet. Il est donc primordial, pour les groupes du haut Moyen Âge, de cultiver l'avantage de la menace ou du moins, d'atténuer celui de ses adversaires³³.

Pour que cette catégorie prenne tout son sens, il faut comprendre que la société mérovingienne s'inscrit dans une dynamique de l'honneur. La violence orale s'attaque principalement à ce capital d'honneur qu'il faut à tout prix défendre. La survie de l'individu et/ou du groupe en dépend³⁴.

d. La violence émotionnelle

Bien qu'il ne soit pas aisé de traiter des émotions lorsqu'il est question du Moyen Âge, il apparaît tout de même essentiel d'inclure un segment d'analyse qui s'y rattache. Norbert Elias a fortement contribué à dépeindre une société médiévale où les individus n'ont aucune retenue quant à l'expression de leurs émotions, particulièrement celles entourant la violence. Or, Barbara Rosenwein montre brillamment que les émotions s'intègrent parfaitement dans un système d'échanges codifié et aisément compréhensible³⁵. Plus encore, ces émotions sont l'un des principaux facteurs de cohésion ou de désintégration des communautés. C'est ainsi que l'on peut parler de communauté émotionnelle au Moyen Âge.

³³ Cela fait référence au « *threat advantage* » dans l'étude sur la menace par William Ian MILLER, « Threat » dans *Feud, Violence and Practice. Essays in Medieval Studies in Honor of Stephen D. White* éd. Belle S. TUTEN et Tracey L. BILLADO, Farham, Ashgate, 2010, p. 14.

³⁴ Nira PANCER, *Sans peur...*, *op. cit.*, p. 111-114.

³⁵ Ce système est nommé « communauté émotionnelle » par Barbara ROSENWEIN, « Pouvoir et passion. Communautés émotionnelles en Francie au VIIe siècle », *Annales*, No 6, nov.-déc. (2003), p. 1279.

Dès lors, il n'est pas surprenant de voir certaines émotions, surtout celles environnant la violence, être accaparées par une communauté particulière. Par exemple, l'expression de la colère est directement liée à la démonstration du statut de l'aristocrate³⁶. Ainsi, la colère, la haine, la jalousie, la fureur, la crainte, la menace, le ressentiment, mais également l'esprit de faction sont considérés comme des émotions pouvant conduire à des actions violentes³⁷.

Le lien entre les émotions et la violence est indéniable. Toutefois, Barbara Rosenwein ajoute qu'elles sont toujours liées, directement ou indirectement, au pouvoir politique³⁸. D'ailleurs, il est difficilement possible de séparer les sentiments du politique³⁹. Que ce soit par sa retenue ou son expression, l'émotion demeure un facteur déterminant dans la compréhension de la violence durant l'époque mérovingienne.

L'analyse de cette catégorie devra être articulée judicieusement. Il ne s'agit pas de montrer combien les acteurs médiévaux étaient cruels ou avarés de violence. Il importe de montrer quels étaient les systèmes d'échange, de communication et d'honneur en place qui régissaient la démonstration publique de telle émotion par rapport à une autre.

e. La violence judiciaire

Enfin, la dernière catégorie de violence est celle qui émane des décisions judiciaires. Les sentences judiciaires violentes se déclinent sous trois sous-catégories : les épreuves judiciaires (eau bouillante, du sort et le duel judiciaire), la torture et les châtiments physiques (flagellation, fustigation et autres châtiments corporels).

³⁶ Barbara ROSENWEIN, « Controlling Paradigms » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 244.

³⁷ Barbara ROSENWEIN, « Pouvoir et passion... », *loc. cit.*, p. 1290.

³⁸ Barbara ROSENWEIN, « Writing without fear about early medieval emotions », *Early Medieval Europe*, 10 (2), 2001, p. 230.

³⁹ Josiane BARBIER, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, « Introduction » dans *Amour et désamour du prince. Du haut Moyen Âge à la Révolution française* dir. Josiane BARBIER, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, Paris, Kimé, 2011, p. 13.

La distinction majeure de cette catégorie de violence est marquée par l'instigateur. Elles sont toutes sanctionnées et appliquées par le pouvoir législatif sur un individu reconnu coupable suite à des procédures judiciaires. Il s'agit donc non pas du crime punissable, mais de la sentence relative à un crime. La nuance est primordiale pour la compréhension des rouages et mécanismes de la violence chez les Germaniques.

Surtout, l'importance de cette catégorie se mesure par la place qu'occupe la violence dans la société mérovingienne et germanique plus largement. Non seulement les actes perpétrés portent souvent une connotation violente, mais le système judiciaire s'accapare une légitimité suffisante pour imposer en retour des sanctions également violentes. Toutefois, l'étude de la violence ouvre la voie sur d'autres concepts cruciaux. L'un des plus proéminents est celui de la cruauté.

III. Qu'est-ce que la cruauté?

Il s'agit du dernier concept qui requiert une définition ici. Sans surprise, la cruauté a longtemps été associée, voire substituée par une historiographie conservatrice et vieillissante⁴⁰, à la violence médiévale. Or, cruauté et violence sont deux concepts qui peuvent effectivement être liés, mais qui doivent être traités indépendamment l'un de l'autre. La violence n'est pas obligatoirement cruelle et cette distinction est cruciale.

Par ailleurs, Daniel Baraz, dans son ouvrage *Medieval Cruelty*, s'efforce à montrer que les modèles anthropologiques de la cruauté du haut Moyen Âge ne correspondent nullement à cette vision dramatique du début du XXe siècle⁴¹. Le terme dramatique revêt une certaine importance. Comme Jody Enders le montre fort bien, la cruauté, principalement dans son expression tortionnaire, s'élabore dans une

⁴⁰ Notamment par Johan HUIZINGA, *The Autumn of the Middle Ages*, Chicago, Chicago University Press, 1996 et Norbert ELIAS, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

⁴¹ Sur l'évolution de la cruauté de l'Antiquité au haut Moyen Âge, voir Daniel BARAZ, *Medieval Cruelty*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

dynamique spectaculaire, voire de divertissement. Cette dimension est évidemment intégrée dans le langage juridique⁴².

Enfin, la cruauté ne possède pas de limites fixes puisqu'elle est une construction sociale et culturelle. Cependant, elle est un concept où la moralité est prise en compte au même titre que la violence⁴³. Or, s'ils émanent du même processus de construction, ces concepts ont une portée bien distincte et fort différente. D. Baraz ne manque pas de le souligner en insistant sur la signification politique de la violence et de la cruauté. D'un côté, la violence est la prérogative légitime du souverain, alors qu'au contraire, la cruauté est plutôt le signe d'un tyran illégitime⁴⁴. La ligne de partage entre les deux semble bien mince, surtout lorsque l'on pense qu'elle tient principalement à la perception de l'individu et de son contexte culturel. C'est-à-dire que celui qui perpètre la cruauté ne la considère probablement pas comme telle, alors que la victime, elle, la juge ainsi⁴⁵. Malheureusement, les références directes à la cruauté au sein des textes légaux sont particulièrement rares. En réalité, cela n'est pas très surprenant considérant que la violence légale n'est jamais perçue comme cruelle de l'intérieur du système⁴⁶.

De plus, les théoriciens de la cruauté durant l'Antiquité la relient à la sauvagerie, à la folie et à l'irrationalité des comportements. Un aspect de la cruauté serait dans l'assouvissement d'une émotion sans poursuite d'un but précis⁴⁷. En somme, la cruauté est souvent synonyme de barbarie, d'altérité, et appartient aux envahisseurs⁴⁸. Toutefois, à la faveur de l'émergence des royaumes germaniques, l'amalgame et la fusion des communautés culturelles viennent brouiller les données.

⁴² Jody ENDERS, *The Medieval Theater of Cruelty. Rhetoric, Memory, Violence*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, p. 3.

⁴³ Daniel BARAZ, « Violence or Cruelty?... », *op. cit.*, p. 165.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 165.

⁴⁵ Daniel BARAZ, *Medieval Cruelty*, *op. cit.*, p. 3.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 26-27.

⁴⁷ Andrew LINTOTT, « Cruelty in the Political Life of the Ancient World » dans *Crudelitas. The Politics of Cruelty in the Ancient and Medieval World* éd. Toivo VILJAMAA, Asko TIMONEN et Christian KRÖTZL, Krems, Medium Aevum Quotidianum, 1992, p. 9.

⁴⁸ Daniel BARAZ, *Medieval Cruelty*, *op. cit.*, p. 31-33.

Dès lors, il devient beaucoup plus difficile de diaboliser, voire d'exagérer la violence de ces peuples. Ainsi, dès le IV^e siècle, la cruauté semble reléguée à l'arrière-scène⁴⁹.

La cruauté est donc un concept qui s'adapte selon l'évolution des contextes sociaux, culturels et politiques. L'arrivée de nouveaux peuples brusque certainement les schèmes en place pour faire naître un nouveau paradigme. Le barbare ne peut désormais plus être considéré comme « l'autre », celui qui ne fait pas partie de notre société. L'opposition fait place à l'intégration, qu'elle soit volontaire ou violente. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la période du haut Moyen Âge soit caractérisée par le silence des sources concernant la cruauté.

Présentation des sources

Le haut Moyen Âge n'est pas réputé pour la grande quantité de ses sources écrites disponibles, d'autant plus que les témoignages contemporains, pensons notamment à Grégoire de Tours, ont souvent été critiqués quant à leur fiabilité⁵⁰. Quant aux codes de lois qui nous sont parvenus, ils posent d'autres problèmes, notamment à savoir leur réelle application. Ils ne peuvent être pris strictement comme une réflexion de la réalité, mais ils nous renseignent assurément sur une volonté législative à un moment précis de la royauté franque. La question réside justement à déterminer s'ils étaient destinés à la communication du plus grand nombre de personnes ou au contraire « visait à renforcer les intérêts d'une élite qui aurait été la seule à le maîtriser »⁵¹. À l'inverse, suivant l'argumentaire de Roger Wright et de Michel Banniard, il existerait plusieurs niveaux de langage dans un même texte dans le but d'en faciliter la

⁴⁹ *Ibid.*, p. 37-39.

⁵⁰ Voir notamment Martin HEINZELMANN, *Gregory of Tours. History and Society in the Sixth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001; Kathleen MITCHELL et Ian WOOD (éd.), *The World of Gregory of Tours*, Leiden, Brill, 2002; Walter GOFFART, *The Narrators of Barbarian History (A.D. 550-800) : Jordanes, Gregory of Tours, Bede and Paul the Deacon*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

⁵¹ Alice Rio, « Les formulaires et les pratiques de l'écrit dans les actes de la vie quotidienne (VI^e-X^e siècle) », *Médiévales*, 56, 2009.

compréhension⁵². Dans le cas des textes législatifs, il n'est pas impossible d'y voir un mélange de ces deux approches. La forme latine permet de renforcer les intérêts de la royauté, mais en y incluant des termes communs, comme le fameux glossaire de Malberg, cela permet une diffusion plus générale. Voici donc la présentation des trois codes retenus pour l'objet de ce mémoire.

I. *Pactus legis salicae*

Le *Pactus legis salicae* qui est également appelé loi salique est l'un des codes de lois germaniques le plus connu. La dénomination « *pactus* » renvoie aux 65 premiers titres originaux lors de sa mise à l'écrit⁵³. Il faut mentionner que la structure interne du code est très disparate. Les titres se succèdent sans aucun regroupement logique. La législation franque se voit, tout au long du VI^e siècle, ajouter des capitulaires par les différents rois. D'ailleurs, c'est durant cette période que la loi salique aurait été dotée de son prologue⁵⁴. Aujourd'hui, la loi salique est présentée sous cette forme : un court prologue en deux articles, un index des titres, les 65 premiers titres originaux, le *Capitulaire I* comprenant les titres LXVI à LXXVIII, le *Capitulaire II* émit conjointement par Clotaire I^{er} (511-561) et Childebert I^{er} (511-558) comprenant les titres LXXIX à LXLIII, le *Capitulaire III* comprenant les titres LXLIV à CV, le *Capitulaire IV* émit par Chilpéric I^{er} (561-584) comprenant les titres CVI à CXVI, le *Capitulaire V* comprenant les titres CXVII à CXXXIII, le *Capitulaire VI* émit par Childebert II (575-595) comprenant trois articles et, enfin, les *Septem causas*. Or, deux problèmes historiographiques majeurs entourent ce code dont l'un ne peut aller sans l'autre. Il s'agit avant tout de sa datation qui évidemment détermine l'auteur.

Quelle est donc la date de rédaction de la loi salique? Les historiens ne réussissent pas à s'entendre sur une date précise. Il est possible de dénombrer trois

⁵² *Ibid.*

⁵³ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, *op. cit.*, p. 74.

⁵⁴ Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian Franks*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1991, p. 52.

hypothèses sur le problème. La première est celle qui opte pour une datation aux alentours de 507. Cette hypothèse tient principalement de l'argument selon lequel le titre XLVII du *Pactus legis salicae* mentionne une région entre la Loire et la Charbonnière ne pouvant être incluse dans le *Regnum francorum* qu'après la bataille de Vouillé en 507, mais avant la destruction du royaume franc de Sigebert le Boiteux entre 507 et 511⁵⁵. Selon cette hypothèse, l'auteur devrait être vraisemblablement Clovis (481-511).

Or, la loi salique ne nomme aucun roi précisément, ne faisant mention que du premier roi des Francs. Pour Geneviève Bührer-Thierry, il est impensable, même des décennies plus tard, qu'un roi aussi prestigieux que Clovis ne soit pas nommé⁵⁶. Elle renvoie donc à une datation moyenne, c'est-à-dire quelque part au V^e siècle. Cette hypothèse très sécuritaire fait écho à Ian Wood qui accorde la loi salique soit à Mérovée soit à Childéric (456-†481), tous deux rois au V^e siècle⁵⁷. Lorsque l'on mentionne le nom de Mérovée, il convient d'être très prudent. Il tient davantage de la figure mythique, descendant de Clodion et d'une créature marine surnaturelle⁵⁸.

Il existe également une troisième hypothèse très contestée. Jean-Pierre Poly s'intéresse principalement au prologue dans lequel il fait mention de quatre noms : Wisogast, Arogast, Salegast et Widogast. Par la linguistique, Jean-Pierre Poly établit un lien entre ces quatre noms et des dénominations propres à l'armée romaine du IV^e siècle⁵⁹. La loi salique aurait été créée, selon lui, vers 350-353 sous la pression des officiers pour contrôler les soldats. Elle ne serait pas un code écrit, mais plutôt un règlement accepté par les troupes, une *lex data* au sens romain du terme⁶⁰. Comme Geneviève Bührer-Thierry le remarque, cette hypothèse est difficilement recevable puisque la loi salique montre explicitement « une époque où les Francs étaient

⁵⁵ Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms...*, *op. cit.*, p. 112.

⁵⁶ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France*, *op. cit.*, p. 75.

⁵⁷ Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms...*, *op. cit.*, p. 111.

⁵⁸ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, *op. cit.*, p. 55-58.

⁵⁹ Jean-Pierre POLY, « La corde autour du cou... », *loc. cit.*, p. 293-294.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 305-306.

parvenus à une situation éminente dans la société romaine, comme en témoigne la différence de *wergeld* due pour le meurtre d'un Franc (200 *solidi*) et celui d'un Romain (100 *solidi*)⁶¹». Puisque le propos principal de ce mémoire n'est pas de déterminer la date de rédaction de la loi salique, nous nous en tiendrons à l'hypothèse généralement acceptée, c'est-à-dire une rédaction sous l'ère de Clovis aux alentours de 507.

Issue d'une initiative royale, la première version de la loi salique compte 65 titres qui reprennent une large part de la coutume orale franque. Malgré tout, les portions qui demeurent orales sont connues par les hommes de loi locaux⁶². Par ailleurs, un tel projet ne put être élaboré sans l'aide de juristes romains puisque le code fut rédigé en latin. Malgré cela, aucune influence chrétienne n'est retracée dans ce code, ce qui en fait l'un des plus germaniques de son époque, à l'exception près des Anglo-saxons⁶³. Contrairement à ses homologues wisigothiques ou burgondes, Clovis n'élabore pas de section séparée pour la population romaine⁶⁴ qui est directement incluse dans le code. Le *Pactus legis salicae* légifère sur la région de la Neustrie⁶⁵.

La loi salique est d'abord une liste de compositions fixée à l'avance pour plusieurs types de dommage. Le but est fort simple, mettre un terme aux nombreuses *faides* familiales⁶⁶. L'idée du *wergeld* est loin d'être une innovation, déjà présente à l'époque de Tacite. Or, si elle était d'abord présentée en des termes de possibilité, à l'époque de Clovis, elle devient une obligation⁶⁷. La loi est désormais prise en charge strictement par le pouvoir royal et ses représentants. Cette idée est fortement teintée de romanité par l'instauration des tribunaux publics, les *mallus*. Le problème réside

⁶¹ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, *op. cit.*, p. 74-75.

⁶² Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms...*, *op. cit.*, 108-110.

⁶³ Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 29.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 29.

⁶⁵ Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms*, *op. cit.*, p. 114.

⁶⁶ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, *op. cit.*, p. 74.

⁶⁷ Jean-Pierre POLY, « La corde autour du cou », *loc. cit.*, p. 316.

dans la persistance de la légitimité de la vengeance. Dès lors, l'autorité royale et sa portée juridique demeurent relativement faibles⁶⁸.

Plusieurs éditions de la loi salique peuvent être recensées. La première édition française de la loi salique est celle de Jean-Marie Pardessus éditée en 1843⁶⁹. Elle ne comprend pas de texte canonique, mais se décline en une pléiade de textes successifs de la loi salique selon les familles des manuscrits. En 1850, Paul Johannes Merkel publie sa propre édition en se basant sur quatre familles de manuscrits, mais ajoute *die Ordnung der Merowingischen Kapitel*, comportant 105 titres⁷⁰. Dans les années 1880, Jan Hendrik Hessels et Hendrik Kern⁷¹ utilisent cinq familles de manuscrits, dont les plus anciens datant du VIII^e siècle, pour leur édition. Richard Behrend⁷² reprend, quant à lui en 1897, le travail de J.-M. Pardessus en regroupant les familles de manuscrits entre elles. Enfin, la version des *Monumenta Germaniae historica* de Karl August Eckhardt de 1962 a été retenue pour ce mémoire parce qu'elle est l'édition qui fait présentement autorité. Elle se base sur neuf familles de manuscrits (famille A, B, C, D, E, K, S, V et Herold) en plus d'intégrer le prologue, les capitulaires royaux I à VI et les *Septem causas* (un résumé des types de causes selon le montant de la composition)⁷³. Karl August Eckhardt publia une seconde édition au *MGH* en 1969⁷⁴. Toutefois, cette dernière ne s'appuie que sur trois familles de manuscrits. Également, la traduction de Katherine Fisher Drew⁷⁵ basée sur l'édition

⁶⁸ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, op. cit., p. 74.

⁶⁹ Jean-Marie PARDESSUS (éd.), *Loi salique, ou, Recueil contenant les anciennes rédactions de cette loi et le texte connu sous le nom de les emendata avec des notes et des dissertations*, Paris, Imprimerie royale, 1843, 829 p.

⁷⁰ Paul Johannes MERKEL (éd.), *Lex salica mit einer Vorrede von Jacob Grimm*, Berlin, 1850, 225 p.

⁷¹ Jan Hendrik HESSELS et Hendrik KERN (éd.), *Lex Salica : the Ten Texts with the Glosses, and the Lex Emendata*, Londres, J. Murray, 1880, p. 1 à 419.

⁷² Richard BEHREND (éd.), *Lex Salica*, Weimar, Hermann Böhlhaus Nachfolger, 1897, p. 1 à 183.

⁷³ Karl August ECKHARDT (éd.), *Pactus legis salicae, Monumenta Germaniae historica, Legum section I, Legum nationum germanicarum*, Hannoverae, Impensis Bibliopolii Hahniani, 1962, p. 2 à 273.

⁷⁴ Karl August ECKHARDT (éd.), *Lex salica, Monumenta Germaniae historica, Legum section I, Legum nationum germanicarum, t.4 pars 2*, Hannoverae, Impensis Bibliopolii Hahniani, 1969, p. 2 à 230.

⁷⁵ Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, op. cit., 256 p.

de Karl August Eckhardt de 1962 fut retenue puisqu'elle est la plus récente et qu'elle prend en compte la traduction précédente de Theodore Rivers⁷⁶.

II. *Leges burgundionum – Liber Constitutionum et Lex romana*

Contrairement au *Pactus legis salicae*, la loi burgonde est composée de deux corpus⁷⁷. Le premier, le *Liber Constitutionum*, est communément appelé la loi Gombette (*Lex gundobada*). Celle-ci s'adresse à la population germanique de la Burgondie, alors que la *Lex romana burgundionum*, la loi romaine burgonde, vise les populations romaines. Cette dualité est une distinction majeure par rapport à la loi salique qui ne se préoccupe pas de légiférer séparément selon l'ethnicité de l'individu. Sa structure diffère également de celle des Francs.

Tout comme chez les Francs, la datation demeure un problème. Il est difficile d'attribuer ces codes de loi à un roi précis. Au niveau de la structure, le *Liber constitutionum* est introduit par un prologue de 14 articles suivi d'un index des titres. La première compilation, celle des titres II à XLI, se situe quelque part entre 483 et 501⁷⁸. Si l'on se fie à cette datation, le roi Gondebaud (474-516) serait l'instigateur de la rédaction de ce code. Cela fait en sorte que le *Liber constitutionum* serait antérieur au *Pactus legis salicae*. D'ailleurs, la dénomination de « loi Gombette » provient du nom de Gondebaud⁷⁹. Tout comme les fils de Clovis, Sigismond (516-524) a sans nul doute fait des additions à la loi de son père pour la seconde partie des titres XLII à LXXXVIII. Enfin, les derniers titres, de LXXXIX à CV ainsi que les *Constitutiones Extravagantes*, sont probablement du fait du roi Gondemar (524-532)⁸⁰. La *Loi Gombette* nous est parvenue dans trois familles de manuscrits (A, B, C) pour un total de 105 titres qui ne suivent aucun regroupement logique.

⁷⁶ Theodore RIVERS, *Laws of the Salian and Ripuarian Franks*, New York, AMS Press, 1986, 250 p.

⁷⁷ Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 8.

⁷⁸ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian...*, *op. cit.*, p. 7-8.

⁷⁹ Patrick WORMALD, « *Lex Scripta and Verbum Regis...* », *op. cit.*, p. 107.

⁸⁰ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian...*, *op. cit.*, p. 7.

L'élaboration de la *Lex romana* montre avec certitude que les Burgondes avaient accès à des textes de lois romaines autres que le *Codex Theodosianus*, promulgué en 438, ou le Bréviaire d'Alaric lui-même édité vers 506⁸¹. La prédominance gallo-romaine dans la population de Burgondie peut largement expliquer cette conservation de la loi romaine⁸² dans une nouvelle forme moderne, utilitaire, concise et adaptée à la nouvelle réalité provinciale du *Codex Theodosianus*⁸³. D'ailleurs, dans la clause préliminaire du *Liber Constitutionum*, il est question d'égalité entre les Romains et les Burgondes, un statut juridique qui est unique à la loi burgonde⁸⁴. Elle aurait été commandée par Gondebaud et probablement compilée suite à la première rédaction de la loi Gombette. La *Lex romana* est aussi basée sur trois familles de manuscrits (A, B, C) : elle ne possède aucun prologue et débute directement par un index des 47 titres du code. Encore une fois, il n'y a aucun regroupement logique dans les titres.

Cette législation n'est donc pas le fait des Mérovingiens, mais son importance demeure capitale. La raison en est fort simple. Lorsqu'en 534 les fils de Clovis conquièrent définitivement la Burgondie, ils n'imposent aucune modification au niveau juridique. Les lois burgondes continuent à réguler l'activité judiciaire en Burgondie⁸⁵. Les modalités de cette conquête montrent que les Mérovingiens sont tolérants face aux traditions juridiques en vigueur dans différentes régions. Il s'agit également d'un argument favorable à la personnalité de la loi.

Contrairement à la *Lex salica*, les *Leges burgundionum* n'ont pas eu autant d'attention éditoriale. Pour ce mémoire, l'édition retenue est celle de Ludwig Rudolf von Salis⁸⁶ de la collection des *Monumenta Germaniae Historica*. Elle a l'avantage

⁸¹ Ian WOOD, « Le Bréviaire chez les Burgondes » dans dans *Le Bréviaire d'Alaric. Aux origines du Code civil* dir. de Michel ROUCHE et Bruno DUMÉZIL, Paris, PUPS, 2008, p. 152.

⁸² Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 9.

⁸³ Patrick AMORY, « The meaning and purpose of ethnic terminology in the Burgundian Laws », *Early Medieval Europe*, 2 (1), 1993, p. 17.

⁸⁴ Ian WOOD, « Le Bréviaire... », *loc. cit.*, p. 153.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 115.

⁸⁶ Ludwig Rudolf VON SALIS (éd.), *Leges Burgundionum, Monumenta Germaniae historica, Legum sectio I, Legum nationum germanicarum t.2 pars 1*, Hannoverae, Impensis Bibliopolii Hahniani, 1892, p. 29 à 167.

d'être la plus récente, mais surtout, elle prend en considération l'édition de Friedrich Bluhme de 1863⁸⁷. Dom Bouquet a également travaillé à une édition de la loi burgonde en 1869⁸⁸. Toutefois, l'appareil critique n'est pas aussi élaboré que celles des *Monumenta Germaniae historica*, ce qui nous a amené à le rejeter. Pour appuyer la recherche, il y a également une traduction française disponible qui se base sur les deux éditions des *Monumenta Germaniae historica*⁸⁹ par Nathalie Desgrugillers-Billard, ainsi qu'une traduction anglophone beaucoup plus critique, mais qui ne comprend pas la *Lex romana burgundionum* de Katherine Fischer Drew⁹⁰.

Voyons maintenant ce que les historiens avaient à dire au sujet de la violence et de la loi au haut Moyen Âge.

⁸⁷ Friedrich BLUHME (éd.), *Leges Burgundionum, Monumenta Germaniae historica, Legum t.3*, Hannoverae, Éditées par George Pertz, 1863, p. 525 à 624.

⁸⁸ Dom BOUQUET (éd.), *Lex burgundionum, Recueil des Historiens des Gaules et de la France, IV*, Paris, Delisle, 1869.

⁸⁹ Nathalie DESGRUGILLERS-BILLARD, *La loi burgonde : livre de loi de Gondebaud*, Paris, Paleo, 2011, p. 23 à 255.

⁹⁰ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian Code...*, *op.cit.*, 106 p.

CHAPITRE I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE

L'étude du haut Moyen Âge est particulièrement riche lorsqu'il s'agit d'une recherche portant sur la violence. Dans l'imaginaire collectif, les Barbares sont les responsables de la chute de l'Empire romain d'Occident, voire de la civilisation. Heureusement, les dernières décennies ont été plus que fécondes pour remettre en cause cette approche souvent critiquée. Ainsi, ce présent chapitre vise à discuter deux questions. D'abord, il est primordial d'étudier la perception de la violence altimédiévale. Cette première section exigera ensuite des précisions quant aux modalités de l'exercice et de l'application de la violence : la violence comme système d'échange. Enfin, puisque la loi au haut Moyen Âge est un sujet central de cette étude, elle mérite également que l'on s'y attarde.

1.1 La perception de la violence haut-médiévale

Depuis la Renaissance, le Moyen Âge était perçu comme une période de recul marquée par une absence totale de civilité. D'ailleurs, il suffisait de s'arrêter un instant sur la dénomination des deux périodes pour s'en apercevoir. « Renaissance » contraste grandement avec ce que les historiens anglo-saxons ont surnommé « *the Dark Ages* »⁹¹. La renaissance culturelle, suite à la redécouverte du savoir antique, sous-entend qu'il y eut une fin abrupte, une perte, voire un recul par rapport à l'Antiquité. Ce fondement était fortement présent dans l'œuvre considérable d'Edward Gibbon, en 1781, qui attribuait la chute de Rome, en partie, aux Barbares par un choc terrible et violent⁹². Elle fut d'ailleurs reprise par la suite par de nombreux historiens⁹³.

Ainsi, les « invasions barbares », décrites comme très violentes, étaient devenues la version officielle de la fin de l'Empire romain d'Occident. Évidemment, les Francs et les Burgondes, pour ne nommer que ceux-ci, n'échappaient pas à cette interprétation. Ce n'est pas la présence ou non de la violence au haut Moyen Âge qui oblige le débat historiographique. Peu importe le type de source dont on fait la lecture, la violence y est omniprésente. Par contre, l'interprétation de la violence diffère largement selon la perception et la rationalisation que les historiens en font.

L'historiographie du XIX^e et du XX^e siècle avait grandement contribué à véhiculer l'idée que l'ère de Clovis et de ses descendants en était une d'anarchie et de luttes sanglantes irrationnelles. Pour celle-ci, la période mérovingienne « figure parmi les plus hauts échelons de la hiérarchie de la barbarie⁹⁴. » Il y a avant tout une

⁹¹ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, op. cit., p. 555.

⁹² Edward GIBBON, *The History of the Decline and Fall of the Roman Empire*, Londres, Everyman's Library, 1993.

⁹³ À la suite de Edward GIBBON, notons Augustin THIERRY, *Récits des temps mérovingiens*, Paris, Critérion, 1990 et Édouard SALIN, *Civilisation mérovingienne d'après les sépultures, les textes et le laboratoire*, Paris, A. et J. Picard, 1949.

⁹⁴ Nira PANCER, *Sans peurs...*, op. cit., p. 11.

dichotomie frappante entre une Antiquité civilisée et un Moyen Âge barbare. Cela rappelle la *Civilisation des mœurs* de Norbert Elias où il faut attendre la chevalerie, voire l'époque moderne avant de retrouver la civilité⁹⁵. La *damnatio memoriae*, dont les Carolingiens frappent l'ancienne dynastie afin de légitimer l'accaparement du trône par Pépin le Bref en 751, a longtemps contribué à une perception péjorative des Mérovingiens⁹⁶. Ce n'est que dans les années 1970 qu'un lent changement de paradigme s'opère.

La volonté d'écrire une histoire culturelle des peuples, celle des minorités et des gens ordinaires a fait naître de nouvelles réflexions. Cela a eu pour conséquence de renouveler l'analyse de la périodisation traditionnelle. L'Antiquité tardive, dont Peter Brown est considéré comme le père, apparaît dans les années soixante-dix notamment à travers l'ouvrage *The World of Late Antiquity*⁹⁷. Les auteurs de cette nouvelle période s'attaquent surtout à l'idée de déclin et de crise qui opère une rupture complète entre l'Empire romain d'Occident et les royaumes barbares. Dès lors, il est davantage question d'une continuité qui permet l'émergence de nouveaux concepts comme l'assimilation, l'intégration, la construction de nouvelles identités ethniques, etc.⁹⁸. Ces nouveaux questionnements contrastent grandement avec les visées nationalistes des historiens du XIX^e siècle qui recherchent l'archétype d'une germanité romantique⁹⁹. L'importance de cette innovation réside dans l'insertion des paradigmes altimédiévaux à l'intérieur de modèles anthropologiques. Par cette opération, les historiens¹⁰⁰ sont désormais aptes à soustraire la violence de sa

⁹⁵ Norbert ELIAS, *La civilisation des mœurs*, op. cit., 342 p.

⁹⁶ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France...*, op. cit., p. 573.

⁹⁷ Peter BROWN, *The World of Late Antiquity : AD 150-750*, Londres, Thames and Hudson, 1971.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 12.

⁹⁹ Christophe CAMBY, *Wergeld ou uueregildus. Le rachat pécuniaire de l'offense entre continuités romaines et innovation germanique*, Genève, Librairie Droz, 2013, p. 9-10.

¹⁰⁰ Cette historiographie renouvelée s'ouvre avec Pierre RICÉ, *Éducation et culture dans l'Occident barbare VI^e-VIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1962; John M. WALLACE-HADRILL, *The Long-Haired Kings*, Toronto, University of Toronto Press, 1982; Patrick GEARY, *Before France and Germany. The Creation and Transformation of the Merovingian World*, Oxford, Oxford University Press, 1988;

qualification traditionnelle d'irrationalité pour l'expliciter en termes de structures sociales.

Cela n'implique pas nécessairement que, désormais, l'analyse de la violence soit un bloc monolithique où tous s'accordent sur ces principes. Au tournant des années 2000, plusieurs historiens, insatisfaits de l'argumentaire des accommodements pacifiques issus de l'école révisionniste, ont voulu redonner une place à la barbarie et à la violence lors de l'arrivée des peuples germaniques dans l'Empire romain¹⁰¹. De plus, de nouveaux champs historiques ont vu le jour, notamment l'histoire des émotions, ayant un impact direct sur la conceptualisation de la violence. La représentation par excellence de la violence de l'époque qui nous intéresse est certainement la *faide*. La psychologie et la sociobiologie sont souvent associées dans l'interprétation, mais également dans la formulation de modèles qui tendent à expliquer les mécanismes de la vengeance. Les tenants de ces modèles affirment que l'urgence émotionnelle de se venger (pulsion de rage) est comparable à celle de s'accoupler (pulsion sexuelle), qu'elle est universelle chez les hommes et profondément inscrite dans le cerveau humain et possiblement non-humain¹⁰². Cette représentation sous-tend une autre réflexion : qu'est-ce qui détermine la violence ? Visiblement, pour beaucoup d'auteurs, la physiologie et la psychologie suffisent pour tout expliquer. Or, les contextes moraux, culturels, religieux, légaux et politiques sont complètement évacués d'une telle analyse.

Michel ROUCHE, « Les royaumes barbares », *L'information historique*, 51, 1989, p. 26-36 et Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms 450-751*, New York, Longman, 1994.

¹⁰¹ Voir notamment l'article de Jeanne RUTENBERG et d'Arthur M. ECKSTEIN, « Review : The Return of the Fall of Rome », *The International History Review*, Vol. 29, No 1 (mar. 2007), p. 109-122. Il y est surtout question de deux ouvrages : Peter HEATHER, *Empires and Barbarians. The Fall of Rome and the Birth of Europe*, New York, Oxford University Press, 2009 et Bryan WARD-PERKINS, *The Fall of Rome and the End of Civilization*, New York, Oxford University Press, 2005. Peter HEATHER insiste sur la barbarie et la violence des assauts sur les frontières nordiques de l'Empire par les tribus germaniques. Quant à Bryan WARD-PERKINS, son étude porte davantage sur les destructions matérielles que les nombreux affrontements ont causé.

¹⁰² Cela reprend globalement les théories de Paul HYAMS, de Richard KAEUPER et de Daniel SMAIL qui simplifie la violence à une réaction biologique instinctive dans Stephen D. WHITE, « The Feelings in the Feud : the Emotional Turn in the Study of Medieval Vengeance » dans *Disputing Strategies in Medieval Scandinavia* éd. Kim ESMARK, Lars HERMANSON et al., Leiden, Brill, 2013, p. 307.

Face à cette tendance, plusieurs historiens optent plutôt pour des déterminants contextuels et culturels pour expliquer la violence. Toujours à travers la vengeance, William Miller souligne qu'elle est généralement morale, souvent judiciaire et toujours politique¹⁰³. Les sentiments jouent un rôle indéniable dans la violence, mais les termes utilisés (colère, haine, ennemi, etc.) ne sont pas nécessairement perçus comme désignant des sentiments ou des affects. Ils peuvent renvoyer à des institutions qui ont des implications légales entre la personne qui exprime la violence et la personne contre qui elle est exprimée¹⁰⁴. Globalement, cette conception implique une violence élaborée à l'intérieur d'un système d'échange et devient essentiellement un moyen de communication. Elle n'est certainement pas l'expression de l'anarchie, mais plutôt d'une structure, qui ordonne principalement les sociétés tribales sans État¹⁰⁵. Dès lors, la signification des actes violents s'intègre dans un système de normes acceptées et légitimes¹⁰⁶. Bien que le sujet déborde légèrement d'un contexte de bilan historiographique, il semble approprié de prendre le temps d'élaborer sur le système d'échange violent.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 289.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 290-291.

¹⁰⁵ Jeppe BÜCHERT NETTERSTRØM, « Introduction. The Study of Feud in Medieval and Early Modern History » dans *Feud in Medieval and Early Modern Europe* éd. Jeppe BÜCHERT NETTERSTRØM et Bjørn POULSEN, Aarhus, Aarhus University Press, 2007, p. 10.

¹⁰⁶ Guy HALSALL, « Violence and society in the early medieval west : an introductory survey » dans *Violence and Society in the Early Medieval West* éd. Guy Halsall, Rochester, Boydell Press, 1998, p. 11.

1.2 La violence comme système d'échange

Guy Halsall pose une question essentielle afin de mettre les approches désuètes en perspective : la période mérovingienne est-elle plus ou moins violente que les ères précédentes et suivantes¹⁰⁷? Le phénomène des usurpateurs qui ponctue les derniers siècles de l'Empire romain d'Occident est loin d'être une réalité pacifique. Non seulement les affrontements sont sanglants et violents, mais il nécessite la majorité du temps le soutien des tribus germaniques installés dans les provinces en échange de terres¹⁰⁸. Toutefois, si la réalité est violente, les motivations et les normes romaines qui régulent cette réalité diffèrent des comportements barbares. Il n'est pas question ici de répondre à l'interrogation de Guy Halsall. Il est par contre primordial de la poser afin de se libérer du carcan des historiographies traditionnelles afin d'obtenir le recul nécessaire pour traiter de la violence convenablement.

Toutes les transgressions chez les Mérovingiens sont « vécus non seulement comme des dommages matériels, mais comme des affronts violant l'entité et l'intégrité de l'individu et du groupe familial auquel il appartient »¹⁰⁹, de sorte que lorsqu'un Franc subit une transgression, physique ou morale, il est en droit d'obtenir un dédommagement. Cette compensation peut prendre la forme d'un *wergeld*, une composition pécuniaire ; mais le moyen le plus efficace, le plus prestigieux et sans contredit le plus honorable demeure la vengeance privée ou *faide*. Ce mécanisme de résolution de conflit révèle autre chose qu'une simple expression d'une violence déchaînée : il offre l'aperçu d'un système où l'honneur est une valeur centrale où toute atteinte à ce dernier exige une réponse adéquate.

Or, l'honneur n'est pas un capital également attribuable, ou qui affecterait uniformément toutes les strates hiérarchiques de la société germanique. Qu'est-ce qui distingue un jeune homme, un aristocrate, un homme libre ou un esclave dans la

¹⁰⁷ Guy HALSALL, « Violence and... », *loc. cit.*, p. 4.

¹⁰⁸ Ian WOOD, *The Merovingian Kingdoms. 450-751*, New York, Longman, 1994, p. 13.

¹⁰⁹ Nira PANCER, *Sans peurs et sans vergogne...*, *op. cit.*, p. 115.

société mérovingienne? Sa capacité à participer à un certain type de violence armée¹¹⁰. Plus encore, l'homme libre se démarque avant tout par son droit de porter les armes. Ainsi, le droit primordial du Mérovingien libre est celui de pouvoir exercer une vengeance. Dès lors, « le respect des autres et de soi-même passe inévitablement par la violence¹¹¹. » Cette dernière est donc créatrice du statut social. Son expression, par la guerre ou par la vengeance, montre la notoriété de celui qui l'utilise. Il importe de différencier un système vindicatif, caractérisé par une émotion intense où l'individu agit de manière spontanée et un système vindicatoire considéré « comme un système d'échanges sociaux et de régulation de la violence¹¹². » Dès lors, obligatoirement, la fonction guerrière prend une importance majeure dans la société mérovingienne. D'abord, elle permet la circulation des biens et directement une création de richesses. Selon Nira Pancer, « concurrence, antagonisme, défi et contre-défi, dons ostentatoires de richesses constituent la trame quotidienne du vécu mérovingien et la pierre angulaire de la dynamique sociale¹¹³. » Ensuite, la violence forme le moyen le plus direct pour accumuler un capital d'honneur et de prestige¹¹⁴. Bien plus qu'une pulsion incontrôlable, la violence devient un enjeu autant pour l'obtention du pouvoir que dans la structuration sociale.

Dans cette optique, les dirigeants tentent de limiter la légitimité de la violence à leur approbation ou à celle engendrée par leurs ordres¹¹⁵. Les aristocrates ont le devoir de participer activement à tous les échanges de violence. Par ces actes, ils accroissent leur capital d'honneur et affirment leur prestige¹¹⁶. Cependant, cela ne dépend pas du seul bon vouloir des souverains. Les communautés ou sociétés, quant à elles, définissent les bornes de la légitimité ou de l'illégitimité d'un acte violent. En

¹¹⁰ Guy HALSALL, « Violence and... », *loc. cit.*, p. 4.

¹¹¹ Nira PANCER, *Sans peurs et sans...*, *op. cit.*, p. 115.

¹¹² Nira PANCER, « De-gendering female violence : Merovingian female honour as an “exchange of violence” », *Early Medieval Europe*, II (I), 2002, p. 14.

¹¹³ Nira PANCER, *Sans peurs et sans...*, *op. cit.*, p. 64-65.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 77.

¹¹⁵ Guy HALSALL, « Violence and... », *loc. cit.*, p. 7.

¹¹⁶ Nira PANCER, *Sans peurs et sans...* *op. cit.*, p. 117.

somme, il y a une tentative d'accaparement de la fonction violente par le pouvoir royal, alors que ce sont les différentes communautés, paysannes ou aristocratiques, qui définissent la normativité de la violence. Il est donc impossible pour le roi d'entériner des pratiques violentes étrangères ou illégitimes aux yeux des communautés de son royaume. Ce qui importe, c'est de montrer que cette violence est soumise à des règles par l'élite guerrière. Certes, elle n'est pas codifiée, mais s'élabore comme des habitudes et des pratiques réitérées par des conseils qui n'éprouvent aucunement sa validité¹¹⁷. Ce qui importe, c'est la reconnaissance de ce système à la fois par ceux qui n'en font pas partie, par les pairs, par les égaux et lorsqu'il y en a une par l'autorité légitimante¹¹⁸.

La légitimité de la violence est soumise aux mêmes contraintes de construction sociale et culturelle que la violence. Ainsi, la légitimité, ou non, de la violence, et de telle ou telle forme de violence, est la conséquence des normes acceptées qui découlent de la coutume dont la violence figure comme l'une des plus enracinée¹¹⁹. Les actes violents commandités ou commandés par le pouvoir royal sont a priori légitimes, ou du moins, ils tendent à l'être dans l'optique du dirigeant. Les Francs, un peuple essentiellement guerrier, déterminent également la légitimité de la violence par l'acceptation de certains comportements dans le cadre d'échanges violents alors qu'ils en bannissent d'autres. C'est donc le contexte qui détermine la légitimité ou non de tel ou tel geste¹²⁰. Pour Guy Halsall, lorsque des actes violents sortent des normes établies par le système d'échanges, il devient difficile de savoir comment réagir face à cette violence. Ainsi, les règles sont brisées et une violence

¹¹⁷ Gerd ALTHOFF, « The Rules of Conflict Among the Warrior Aristocracy of the High Middle Ages » dans *Disputing Strategies in Medieval Scandinavia* éd. Kim ESMARK, Lars HERMANSON et al., Leiden, Brill, 2013, p. 314.

¹¹⁸ François BOUGARD, Geneviève BÜHRER-THIERRY et Régine LE JAN, « Les élites du haut Moyen Âge. Identités, stratégies, mobilité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2013/4 (68^e année), p. 1082.

¹¹⁹ Paul FOURACRE, « Attitudes towards violence in seventh- and eighth-century Francia » dans *Violence and Society in the Early Medieval West* éd. Guy Halsall, Rochester, Boydell Press, 1998, p. 71.

¹²⁰ Guy HALSALL, « Violence and... », *loc. cit.*, p. 9.

sans contraintes est libérée. Pour conforter son hypothèse, l'auteur s'appuie sur l'exemple des Vikings dont la violence sortait des normes et échappait à la compréhension de leurs victimes ou partenaires occidentaux¹²¹.

Il a été question de communauté et de système d'échange où la violence est centrale. Les émotions, celles représentant la violence comme la colère, n'échappent pas à cette systématisation, notamment la colère par une codification qui s'adresse à une communauté précise. Cela implique que les émotions doivent avoir une signification commune pour l'ensemble de la population ou des communautés. Cette notion reprend le concept de communauté émotionnelle de Barbara Rosenwein. Les émotions sont ainsi intégrées dans le cadre d'interactions sociales : « ceux d'une personne en suscitent d'autres, qui en retour modifient les premiers¹²² ». Les groupes en présence, aristocrates ou parentèles, peuvent choisir de privilégier certaines émotions au détriment d'autres. Cela permet de structurer un système « de signes manifestes aisément compréhensibles et codifiés mais aussi, d'une manière plus générale, comme partie intégrante des multiples facteurs de cohésion ou de désintégration des communautés¹²³ ». Ainsi, les émotions codifient les comportements et les actes sur la scène publique. Non seulement il s'agit d'un moteur d'intégration ou d'exclusion, mais l'affirmation de ceux-ci permettent de consolider son rang ou son appartenance à un groupe spécifique¹²⁴. Nira Pancer développe cette idée à partir de la notion d'*habitus* de Pierre Bourdieu. Ce dernier étant défini comme un « système de dispositions durables acquis par les individus durant leur processus de socialisation¹²⁵ ». Les élites mérovingiennes utilisent la violence comme un moyen

¹²¹ *Ibid.*, p. 11.

¹²² Barbara ROSENWEIN, « Pouvoir et passion... », *loc. cit.*, p. 1279.

¹²³ *Ibid.*, p. 1279.

¹²⁴ Gerd ALTHOFF, « *Ira Regis* : Prolegomena to a History of Royal Anger » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 74.

¹²⁵ Nira PANCER, « De-gendering female violence... », *loc. cit.*, p. 5.

de communication et d'échange, mais surtout de distinction indifféremment du sexe¹²⁶.

Bien plus qu'une soif de brutalité, la violence est un amalgame de codifications complexes malléables au gré des changements contextuels. Elle s'insère dans des systèmes institutionnalisés qui permettent de la comprendre en des termes rationnels. Toutefois, c'est l'insertion de cette violence rationalisée dans son contexte légal qu'il importe d'étudier dans ce présent mémoire. Ainsi, il convient au préalable de dresser un court bilan historiographique concernant l'étude de la législation altimédiévale.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 5.

1.3 La loi au haut Moyen Âge

La loi, orale ou écrite, est présente dans toutes les civilisations : elle émane d'un concept plus générique, le droit, qui s'avère être un important outil de pouvoir. Seulement, comme le souligne Jacques Chiffolleau, faut-il seulement le considérer comme tel¹²⁷? Au même titre que la violence, Pierre Bourdieu note que le droit « fait le monde social », mais il est aussi « fait par lui »¹²⁸. Ce qui nous ramène donc à une construction sociale et culturelle. Yves Sassier ajoute même que la seule source du juste « réside dans ce que croit et ce qu'adopte une cité comme loi : le juste, c'est la règle en vigueur, et la justice, c'est-à-dire le comportement juste, ce n'est rien de plus que le respect de la règle en vigueur, résultat d'un calcul rationnel de l'homme utile à sa survie¹²⁹ ». Donc, la loi est une construction sociale, mais également une rationalisation des prescriptions, des interdits et des limites, incluant la violence, d'une société donnée.

Ainsi, il semble évident que d'une civilisation à une autre, la rationalisation de la violence soit distincte, de sorte que le droit romain diffère, de manière variable, du droit germanique. Par l'étymologie du droit émanant du bas latin *directum*, le droit serait une « manifestation éminente d'une contrainte organisée sous menace de sanction »¹³⁰. La contrainte, la menace, la sanction, tous des termes qui renvoient plus ou moins à la violence ou à la transgression. Les balises de ces dernières sont émises par le roi, les grands et le peuple, de sorte qu'une législation est définie comme la mise à l'écrit des titres par l'autorité séculière suivie d'une application générale¹³¹. La mise à l'écrit de cette *lex*, traditionnelle et coutumière, est considérée comme l'élément d'inspiration populaire le plus complet du peuple germanique. Notons

¹²⁷ Jacques CHIFFOLEAU, « Droit(s) » dans Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval dir. Jacques LE GOFF et Jean-Claude SCHMITT, Paris, Fayard, 1999, p. 290.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 290.

¹²⁹ Yves SASSIER, *Royauté et idéologie au Moyen Âge : Bas-empire, monde franc, France, IV^e-XIII^e siècle*, Paris, A. Colin, 2002, p. 62.

¹³⁰ Jacques CHIFFOLEAU, « Droit(s) », *loc. cit.*, p. 291.

¹³¹ Patrick WORMALD, « *Lex Scripta...* », *loc. cit.*, p. 107.

qu'elle diffère d'un capitulaire plutôt considéré comme des régulations personnelles en chapitre pour régler des problèmes momentanément¹³². Au début de l'époque mérovingienne, jusqu'aux fils de Clovis, les rois légifèrent à la manière impériale, c'est-à-dire que les décisions légales émanent de la personne royale et d'elle seule. Inversement, dès 560, l'élaboration du texte légal se fait en collégialité entre le roi et les grands du royaume, considérés comme représentants du peuple durant le *plaid*¹³³.

Il est légitime de se questionner sur l'application réelle du droit au haut Moyen Âge. Deux écoles de pensée offrent des conceptions de la norme juridique. D'abord, l'école positiviste ou dogmatique soulève l'argumentaire selon lequel

la validité du droit réside en lui-même, dans la logique de sa propre construction; elle ne résulte pas de son degré de réalisation sociale. Cette validité du droit, constitutive de la norme juridique, procède d'abord de son mode d'édition, c'est-à-dire de son établissement par une autorité compétente qui suit une procédure établie¹³⁴.

Au contraire, l'école sociologique tend plutôt à mesurer les écarts éventuels ou la conformité par rapport à la norme établie. Évidemment, l'effectivité est souvent associée à l'application, qui est elle-même une vérification sociale et politique de l'efficacité du droit. Or, il y a une distinction notable entre effectivité qui se traduit par le niveau de conformité à la norme et l'efficacité définie davantage par la réalisation des objectifs voulus par la norme. En somme, « une norme peut être juridiquement effective, mais socialement inefficace¹³⁵. »

Nous avons traité plus tôt de l'importance de l'apparition du concept d'Antiquité tardive qui permettait notamment d'interpréter et de comprendre le très haut Moyen Âge en des termes de continuité avec l'Empire romain. Est-il possible de traiter la loi germanique en ces termes? Pour les Romains, la force du code de lois

¹³² *Ibid.*, p. 109.

¹³³ Yves SASSIER, *Royauté...*, *op. cit.*, p. 87.

¹³⁴ Corinne LEVELEUX-TEIXEIRA, « Fabrique et réception de la norme. Brèves remarques sur l'efficacité en droit médiéval » dans *La fabrique de la norme. Lieux et modes de production des normes au Moyen Âge et à l'époque moderne* dir. Véronique BEAULANDE-BARRAUD, Julie CLAUSTRE et Elsa MARMURSZTEJN, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 18-19.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 19.

réside dans sa matérialité qui écarte la transmission orale, mais surtout qui fixe les lois de manière permanente. Pour ce faire, il fallait absolument un corps de penseurs : les juristes, uniquement attirés à l'élaboration et à l'adaptation du droit romain qui s'appliquait partout là où le pouvoir impérial s'étendait. Évidemment, les usages différaient légèrement d'une province à l'autre, mais il est possible de parler d'un droit territorial¹³⁶. Les travaux des historiens amènent une interprétation différente quant à la conception du droit germanique, relégué jusqu'au V^e siècle à la coutume transmise oralement. L'arrivée des peuples germaniques et l'installation d'îlots ethniques disparates un peu partout sur le territoire de l'Empire romain ont modifié les données pour l'application du droit. Ainsi, dans l'Empire, « à la territorialité du droit s'est substituée, du moins en ce qui concerne le droit privé, la personnalité des lois »¹³⁷, c'est-à-dire qu'un individu devait être jugé selon la loi de son peuple, peu importe où il se trouvait dans le royaume. Cette idée implique, contrairement aux Romains, une mixité du droit¹³⁸. Ajoutons à cela que le droit romain s'exerce dans le cadre d'une justice publique, alors que tout le droit germanique opère au niveau privé caractérisé, notamment, par la *faide*¹³⁹. Cette interprétation très dichotomique et d'apparence hermétique est le point central d'un nœud historiographique autour de la loi altimédiévale.

Les romanistes idéalisent le droit romain et espèrent plus que tout retrouver sa survivance dans le haut Moyen Âge. À l'inverse, les germanistes prêchent une rupture en valorisant la force singulière et la liberté des coutumes barbares¹⁴⁰. Cette école de pensée s'était construite autour de l'Allemand Friedrich Karl von Savigny au XIX^e siècle. L'opposition entre droit romain et droit germanique relève davantage de

¹³⁶ Jean BART, *Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIX^e siècle*, Paris, Montchrestien, 2009, p. 9.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 9.

¹³⁸ Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France...*, *op. cit.*, p. 72.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 58.

¹⁴⁰ Jacques CHIFFOLEAU, « Droit(s) », *loc. cit.*, p. 292.

la construction historique plutôt que de la réalité¹⁴¹. Évidemment, cette idéalisation s'est vue remettre en question par le révisionnisme des historiens du haut Moyen Âge vers la fin des années 1980. Le nouveau paradigme montre au contraire que la mise à l'écrit des codes de lois germaniques « se fait sous la nécessité de la romanisation rapide et de la christianisation des vainqueurs, de leur adaptation aux populations qu'ils ont soumises et au droit romain vulgaire qui les gouverne¹⁴². » Cette romanisation se fait sentir à plusieurs niveaux. D'abord, la mise à l'écrit du code de lois est avant tout un produit de la culture romaine. Ensuite, la romanisation tend à limiter la vengeance privée, non seulement par les lois, mais également par l'implantation de tribunaux publics contrôlés par l'autorité séculière en place, habituellement le comte au nom du roi¹⁴³. Il est donc impossible de diviser de façon stricte les deux institutions légales puisque les deux ne cessent de s'influencer.

La notion de *faide* doit impérativement être explicitée. Étymologiquement, le terme *faide* renvoie au terme *hostilité*. Elle doit s'installer dans un cadre mutuellement durable et acharné entre deux groupes (familles, individus) marquée par des assauts meurtriers suite à des tords subits¹⁴⁴. Ces violences ne sont pas obligatoirement des meurtres. De plus, il est impossible de parler de *faide* entre deux parties ne faisant pas parties de la même société dans lequel cas, il serait davantage question d'une guerre. Comme il a déjà été mentionné, elle se situe en-dehors de la loi. C'est précisément ce trait distinctif qui permet d'accepter la première réplique

¹⁴¹ Sur ce sujet, Christophe CAMBY souligne que le premier responsable des *Monumenta Germaniae Historica*, Georg Heinrich PERTZ, ainsi que Bruno KRUSCH et Karl August ECKAHRDT contribuent à cette construction historique puisqu'ils travaillent tous à la *Gesellschaft für deutsche Altertumskunde* dédiée à l'unité allemande, notamment à travers une culture commune. Christophe CAMBY, *Wergled...*, *op. cit.*, p. 100.

¹⁴² *Ibid.*, p. 293.

¹⁴³ Yves SASSIER, *Royauté...*, *op. cit.*, p. 74.

¹⁴⁴ Jeppe BÜCHERT NETTERSTRØM, « Introduction. The Study of Feud in Medieval and Early Modern History » dans *Feud in Medieval and Early Modern Europe*, Aarhus, Aarhus University Press, 2007, p. 38.

comme une punition acceptable par les groupes puisqu'elle agirait comme la «vraie loi»¹⁴⁵.

Ainsi, le droit au haut Moyen Âge revêt une importance capitale dans la prise et l'exercice du pouvoir. Le roi barbare utilise son autorité non seulement pour légitimer son statut, mais également pour lier à lui les différentes ethnies autant germaniques que les populations locales d'origine romaine. La loi est un important outil de pouvoir. C'est pourquoi il est si important de l'analyser dans une optique d'association à la violence. C'est par la loi qu'il est possible de saisir l'ampleur des actions prises contre la violence, mais également pour son appropriation.

Ce chapitre a montré que la violence et la loi sont inséparables, de sorte qu'elles ne peuvent être traitées distinctement pour une compréhension globale de leur fonctionnement au haut Moyen Âge. Non seulement ces deux concepts sont intimement liés à la notion de construction sociale, mais ils dépendent des coutumes et des systèmes mis en place par la société qui les régies. La nouvelle historiographie s'emploie davantage à l'analyse de ces systèmes (la violence comme système d'échange ou tout simplement l'honneur) pour montrer que cette violence est loin d'être irrationnelle. Ainsi, cela redresse les interprétations partielles des historiographies du XIX^e et du début XX^e siècles dont le but fut de glorifier une époque révolue.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 42.

CHAPITRE II

LE ROI, LA LOI ET LA VIOLENCE

La loi aux V^e-VI^e siècles est une composante essentielle du pouvoir politique puisqu'elle impose des limites. Elle permet de créer des exclus et des privilégiés. Le cas mérovingien et par extension burgonde ne font pas exception à la règle. Les rois germaniques, établissant leur pouvoir, créent par la suite la loi, de sorte qu'en retour, ils peuvent utiliser ce pouvoir pour définir et protéger leur pouvoir. Qu'en est-il de la violence? Dans quelle mesure l'élaboration d'un code de lois écrites permet-il de limiter l'usage de la violence? Surtout, quels sont les mécanismes qui permettent à la royauté franque et burgonde de renforcer son pouvoir par la législation? La légitimité de toutes ces questions est indéniable. Toutefois, il est important, dans un premier temps, de montrer dans quelle mesure la législation est un instrument politique du pouvoir royal germanique.

Pour ce faire, nous devons d'abord envisager la christianisation des peuples barbares, un enjeu incontournable dans le contexte tardo-antique. Par la conversion, le souverain germanique se rend apte à entrer dans la dynamique de l'*imitatio imperii*, laquelle permet d'absorber le principe législatif et d'accroître sa légitimité aux yeux des Gallo-romains. Par ce geste, l'élaboration d'un code de lois germaniques devient réalisable et même souhaitable puisqu'elle accentue la distinction de la personne royale par rapport au peuple. Les lois montrent plusieurs processus qui seront tous explicités plus avant.

L'usage du vocabulaire permet une différenciation légale selon le contexte de son utilisation. Également, les émotions, dans une société où la violence et l'honneur sont des systèmes d'échange sociaux, offrent un puissant levier à la personne royale pour contrer et s'accaparer l'emploi de la violence. Une fois qu'il y a une législation, il devient plus aisé de qualifier certains crimes de lèse-majesté. Toutes ces actions visent parallèlement à diminuer les violences commises au sein du *Regnum francorum*, mais également à protéger, voire à modifier peu à peu la perception et le

rayon d'action du roi. Avant même de pouvoir discuter de l'*imitatio imperii*, il est impératif de circonscrire les enjeux de la christianisation.

2.1 Les enjeux de la christianisation

Entre les populations romanisées et germaniques, la religion figure comme le principal obstacle à l'intégration totale des deux peuples à la fin du V^e siècle. Les rois germaniques sont conscients de ce facteur comme plusieurs politiques favorables envers l'Église le montrent¹⁴⁶. Dans cette optique, la conversion peut jouer un rôle capital dans l'affermissement de leur pouvoir par un appui des autorités ecclésiastiques locales. Par la conversion, le pouvoir germanique acquiert une légitimité accrue pour légiférer sur l'ensemble des populations de son royaume. Encore faut-il choisir la bonne confession, car autrement, cela pourrait bien être l'inverse.

Ainsi, la conversion permet au souverain germanique d'entrer dans une dynamique d'*imitatio imperii*. Le roi incarne, de cette manière, une large part du pouvoir impérial, mais il légitime également sa position face aux populations locales. Il devient plus tolérable pour ces derniers et acquiert de nouvelles fonctions qui accroissent son pouvoir aux yeux de ses suivants germaniques. Cela passe notamment par des actions concrètes, comme l'octroi des immunités par exemple, auprès des chrétiens par l'intermédiaire de l'Église. Les immunités pouvaient prendre plusieurs formes : immunité aux clercs des charges municipales et confirmation de la protection du clergé par le droit romain¹⁴⁷. Il sera question dans la dernière section de savoir si l'Église se place en position de coopération ou de confrontation avec le pouvoir royal germanique. Il est donc nécessaire d'établir, en premier lieu, les modalités de conversion propres aux deux peuples qui touchent cette étude : les Burgondes et les Francs.

¹⁴⁶ Notamment envers les évêques et les immunités accordées par les rois francs, Régine LE JAN, *Les Mérovingiens*, op. cit., p. 11.

¹⁴⁷ Bruno DUMÉZIL, *Les racines chrétiennes...*, op. cit., p. 218.

2.1.1 La conversion : clé de voûte du pouvoir

Les Barbares s'accaparent le pouvoir politique par leur capacité guerrière, mais la barrière religieuse ralentit leur mainmise sur l'ensemble des populations vivant sur place. Non seulement la conversion permet un premier pas dans l'acceptation des Barbares au sein des populations locales, mais elle permet également au roi germanique de cumuler de nouvelles fonctions dans une approche de continuité romaine. Voyons, tout d'abord, les modalités de conversion pour les Burgondes et les Francs.

Les Burgondes jouissent dès 413 d'un *foedus* sur la rive gauche du Rhin accordé par l'usurpateur Jovin (411-413)¹⁴⁸. Cependant, l'aristocratie burgonde, probablement dans une optique de renforcement de la nouvelle alliance sous l'égide du roi Gundichaire, se convertit au christianisme nicéen. Or, pour les Barbares, la conversion est un symbole de prospérité économique et militaire dont ils jouiront des bénéfices¹⁴⁹. Dès lors, les Burgondes tentent d'accroître leur royaume centré à Worms aux dépens des Romains, lesquels ne tardent pas à les maîtriser, voire pratiquement les annihiler. Ces défaites ont pour effet d'insinuer le doute quant à la puissance de la nouvelle foi nicéenne. Ainsi, la conversion se voit compromise au profit de l'arianisme alors pratiqué par le peuple barbare triomphant du moment, les Wisigoths¹⁵⁰.

Bien que ce changement confessionnel crée un décalage au niveau de la confession religieuse entre les Barbares et les Romains, l'arianisme germanique offre un entre-deux préférable. Sur plusieurs points, les deux religions sont toujours compatibles. Le baptême arien est considéré valide par les catholiques, puisqu'il utilise la forme « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit » et généralement, l'arianisme germanique est davantage perçu comme une ignorance plutôt qu'une

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 199.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 199.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 201.

hérésie¹⁵¹. La césure n'est donc pas totale, même si la barrière entre les grands burgondes et l'aristocratie gallo-romaine n'est pas complètement tombée.

Chez les Francs, la situation diffère complètement. Ils n'obtiennent jamais de *foedus*, mais leurs incursions sur le territoire romain dès le IV^e siècle sont tolérées en échange d'une participation active dans l'armée romaine¹⁵². L'intégration des Barbares aux nombreuses guerres des Romains mène à une spécialisation militaire des aristocraties germaniques, franque et burgonde; ce qui crée une différenciation socio-économique entre les Barbares et les Gallo-romains¹⁵³.

La conversion franque au christianisme est tardive (entre 496 et 506)¹⁵⁴ et le roi occupe déjà la position de gouverneur de la Belgique seconde à ce moment. Chez les Barbares, c'est le roi qui cumule la fonction sacerdotale lui conférant un pouvoir accru dans la mesure où il incarne le lien entre les dieux (ou le dieu), son peuple et ses ancêtres. D'ailleurs, l'aristocratie surveille étroitement les agissements du roi par des facteurs palpables tels que les victoires militaires ou les récoltes¹⁵⁵. Par la conversion à la foi nicéenne, Clovis cherche à s'octroyer un surcroît d'efficacité sacrée. Notons que la conversion suit une victoire militaire aux dépens des Alamans où Clovis implore le dieu chrétien de lui donner la victoire alors qu'il est sur le point d'être exterminé :

O Jésus-Christ, que Clotilde proclame fils du Dieu vivant, toi qui, dit-on, donnes une aide à ceux qui peinent et qui attribues la victoire à ceux qui espèrent en toi, je sollicite dévotement la gloire de ton assistance; si tu m'accordes la victoire sur ces ennemis et si j'expérimente la vertu miraculeuse que le peuple voué à ton nom déclare avoir mise à l'épreuve, je croirai en toi et je me ferai baptiser en ton nom. J'ai, en effet, invoqué mes

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 149-150.

¹⁵² Alessandro BARBERO, *Barbares...*, *op. cit.*, p. 129-130.

¹⁵³ Guy HALSALL, « Violence and society in the early medieval west... », *loc. cit.*, p. 5.

¹⁵⁴ La question du baptême de Clovis est encore aujourd'hui sujette à un débat historiographique. Le présent mémoire n'a pas la prétention ni l'objectif de montrer la prééminence de l'une ou de l'autre des hypothèses proposées. Dans la synthèse la plus récente concernant les Francs, Geneviève BÜHRER-THIERRY expose clairement les dilemmes autour de la datation du baptême de Clovis. En somme, trois dates peuvent être retenues : 496, 498 ou 506. Voir Geneviève BÜHRER-THIERRY et Charles MÉRIAUX, *La France...*, *op. cit.*, p. 130-134.

¹⁵⁵ Bruno DUMÉZIL, *Les racines...*, *op. cit.*, p. 175-176.

dieux, mais comme j'en fais l'expérience, ils se sont abstenus de m'aider; je crois donc qu'ils ne sont doués d'aucune puissance, eux qui ne viennent pas au secours de leurs serviteurs. C'est toi que maintenant j'invoque, c'est à toi que je désire croire pourvu que je sois arraché à mes adversaires.¹⁵⁶

Ainsi, la conversion comprend un aspect militaire, mais également utilitaire. Il s'agit d'adopter un nouveau dieu plus puissant que les anciens afin d'obtenir la victoire¹⁵⁷. Non seulement, cette conversion facilite l'intégration de l'aristocratie gallo-romaine et des grands germaniques, mais pour Rémi, évêque de Reims, le rôle du roi franc est « d'assurer l'application des lois romaines dans un espace pour l'heure menacé et abandonné par les institutions normales »¹⁵⁸. En somme, aux yeux des évêques locaux, la conversion fait de Clovis un nouveau Constantin¹⁵⁹, défenseur de la foi chrétienne et des institutions romaines.

La conversion est d'une importance capitale puisqu'elle permet la récupération des parcelles fondamentales du pouvoir impérial, désormais sans titulaire, par le nouveau pouvoir germanique dans un paradigme de continuité. Pensons notamment à la protection du royaume ou à la levée des impôts. Toutefois, la conversion est souvent associée à une période d'instabilité auprès des antrustions du roi caractérisée par une inquiétude auprès du groupe aristocratique puisqu'il avait le plus à perdre¹⁶⁰. Lorsque Clovis se convertit, son pouvoir semble avoir été amoindri pendant un certain temps. Or, la conversion a permis aux éléments romains de la Gaule de le soutenir et ainsi maintenir son pouvoir jusqu'à récupérer ses appuis auprès de ses propres antrustions¹⁶¹. Par ailleurs, une composante essentielle de ce pouvoir impérial demeure la prérogative de légiférer. Cela implique que malgré une

¹⁵⁶ Grégoire DE TOURS, *Historiae Francorum*, Paris, Belles Lettres, traduit du latin par Robert LATOUCHE, 2005, p. 119.

¹⁵⁷ Patrick GEARY, *Naissance...*, op. cit., p. 101.

¹⁵⁸ Bruno DUMÉZIL, *Les racines...*, op. cit., p. 152.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 153.

¹⁶⁰ Bruno DUMÉZIL, « La conversion comme facteur de crise des élites (Ve-VIIe siècle) » dans *Les élites au haut Moyen Âge. Crises et renouvellements* dir. François BOUGARD, Laurent FELLER et Régine LE JAN, Turnhout, Brepols, 2006, p. 45.

¹⁶¹ Bernard BACHRACH, « Procopius and the Chronology of Clovis's Reign » dans *Armies and Politics in the Early Medieval West* éd. Bernard BACHRACH, Norfolk, Variorum, 1993, p. 30-31.

multiethnicité flagrante, à la différence des Burgondes, le peuple franc est uni symboliquement sous une même religion avec les Gallo-romains¹⁶². Cela lui permet d'entrer complètement dans la dynamique d'*imitatio imperii*, alors que les Burgondes semblent avoir davantage de difficulté. La section suivante montrera quelles sont les caractéristiques de cette imitation impériale et quels enjeux elle lie au souverain germanique.

2.1.2 L'*imitatio imperii*

Il serait naïf de croire que le monde germanique ignorait tout du fonctionnement des institutions romaines autant administratives que législatives ou politiques¹⁶³. La première question d'importance à traiter est d'établir de quelles façons le pouvoir impérial imprégna et modifia les structures du pouvoir germanique. Il est clair que les Burgondes et les Francs ont misé politiquement sur la récupération de l'institution impériale qu'ils ont transformée afin de l'intégrer à leur propre représentation du roi germanique.

Le pouvoir germanique s'articule principalement autour de la dimension guerrière du roi et de sa capacité à mener ses guerriers à la victoire¹⁶⁴. Les rois germaniques s'identifient rapidement à l'*imperium*, c'est-à-dire à la capacité de commander aux troupes armées¹⁶⁵. On a déjà vu que la fonction violente de la guerre figurait comme le moteur des aristocraties germaniques. La romanisation des Barbares passait principalement par le service militaire¹⁶⁶. Ils sont donc avant tout une armée qui s'accapare le pouvoir militaire¹⁶⁷. Toutefois, ce même pouvoir s'exprime par d'autres responsabilités : celles d'ordonner et de contraindre de sorte que la loi devient un instrument de pouvoir essentiel aux nouveaux garants de

¹⁶² Bruno DUMÉZIL, *Les racines...*, op. cit., p. 180.

¹⁶³ Patrick GEARY, *Naissance de la France...*, op. cit., p. 112.

¹⁶⁴ Yves SASSIER, *Royauté...*, op. cit., p. 73.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 13.

¹⁶⁶ Alessandro BARBERO, *Barbares...*, op. cit., p. 37 et 126-130.

¹⁶⁷ Patrick GEARY, *Naissance de la France...*, op. cit., p. 101-102.

l'autorité. L'empereur romain doit fonder son pouvoir sur la loi dont il est tout à la fois l'auteur, le garant et le serviteur¹⁶⁸.

Chez les Burgondes, deux codes de lois furent mis à l'écrit : le *Liber Constitutionum* pour les populations germaniques et la *Lex Romana* pour les populations romaines de Burgondie¹⁶⁹. Cela traduit une volonté de légiférer pour l'ensemble des populations de Burgondie de façon à leur signifier que la source du pouvoir est désormais dans les mains du roi germanique. D'ailleurs, les compilateurs qui rédigent la *Lex Romana* prennent le temps d'insérer plusieurs renvois à des textes législatifs romains¹⁷⁰, notamment au Code Théodosien promulgué en 438¹⁷¹. Ainsi, les populations locales d'origine romaine conservent le droit romain comme législation désormais promulguée par un pouvoir germanique. Évidemment, la symbolique de la loi romaine protégée par un pouvoir germanique est criante. Cela ne suggère pas uniquement un acte pour obtenir la sympathie des aristocraties locales, mais vraisemblablement un acte d'adhésion à l'Empire¹⁷². Par la récupération de la loi romaine, les Burgondes espèrent obtenir une légitimation de leur pouvoir auprès des populations locales.

À l'inverse, les Francs ne ressentent pas le besoin d'élaborer un code de lois pour la population romaine de leurs royaumes. Les survivances du Code Théodosien et du Bréviaire d'Alaric II sont attestées pour les populations gallo-romaines¹⁷³. Cependant, les deux peuples germaniques ont indéniablement eu besoin de juristes romains pour construire leurs codes de lois. De plus, en termes de jurisprudence romaine, ces compilations n'impliquent aucune nouvelle production légale. Ainsi, les dirigeants germaniques n'ont pas assumé d'autorité législative sur les populations

¹⁶⁸ Yves SASSIER, *Royauté...*, *op. cit.*, p. 27.

¹⁶⁹ Ludwig Rudolf VON SALIS, *Leges Burgundionum...*, *op. cit.*, p. 29 à 167.

¹⁷⁰ Pour un exemple : article 2 du Titre II, *Lex romana burgundionum*, *op. cit.*, p. 126.

¹⁷¹ Ian WOOD, « The Code in Merovingian Gaul » dans *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity* éd. Jill HARRIES et Ian WOOD, Londres, Bristol Classic Press, 2010, p. 159.

¹⁷² Ian WOOD, « Le Bréviaire chez les Burgondes », *loc. cit.*, p. 157.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 159.

romaines; les deux ethnies poursuivent parallèlement leur tradition légale¹⁷⁴. Il faut comprendre que les Barbares sont de nouveaux arrivants et qu'ils le font au détriment des Gallo-romains locaux. Les Burgondes, en promulguant deux codes de lois distincts qui suggèrent un système d'ethnicité, protègent et consolident le système des *sortes*, ses suivants supportant l'armée barbare et le maintien de la paix¹⁷⁵. Il s'agit d'un moyen politique permettant de conserver la mainmise sur les lotissements qui se traduisent par le contrôle des richesses.

Il apparaît essentiel de traiter rapidement de l'ethnicité¹⁷⁶. Les Francs, au même titre que les Burgondes, ne sont pas des peuples homogènes, mais plutôt des coalitions hétérogènes organisées sous le commandement d'un roi¹⁷⁷. Il est donc difficile de parler d'ethnies bien distinctes et imperméables entre les Gallo-romains et les Germaniques. Ajoutons que les mariages mixtes, dont la fréquence est difficile à établir, brouillent le concept d'ethnicité¹⁷⁸. Celui-ci, s'il possède une connotation si puissante et importante pour nous, modernes et contemporains, diffère grandement pour la période de l'Antiquité tardive. Pour la période du V^e-VI^e siècles,

l'appartenance à un peuple barbare dépendait plus de la volonté de s'identifier à ses traditions, incarnées par ses chefs politiques, c'est-à-dire les familles royales ou aristocratiques, et de la capacité à contribuer à cette

¹⁷⁴ Antti ARJAVA, « The Survival of Roman Family Law after the Barbarian Settlements » dans *Law, Society, and Authority in Late Antiquity* éd. Ralph W. MATHISEN, Oxford, Oxford University Press, p. 34-35.

¹⁷⁵ Patrick AMORY, « The meaning and purpose... », *loc. cit.*, p. 24.

¹⁷⁶ Il n'est pas question ici d'entrer dans les grandes questions concernant l'ethnicité germanique. Plusieurs auteurs y ont consacré de grandes études. Pensons notamment à Herwig WOLFRAM, « How Many People Are (in) a People » dans *Visions of Community in the Post-Roman World : the West, Byzantium and the Islamic World 300-1100* éd. Walter POHL, Clemens GANTNER et Richard PAYNE, Farnham, Ashgate, 2012, p. 101-108.; Walter POHL, *Post Roman Transitions. Christian and Barbarian Identities in the Early Medieval West*, Turnhout, Brepols, 2013 et *Strategies of Identification : Ethnicity and Religion in Early Medieval Europe*, Turnhout, Brepols, 2013.; Ildar GARIPZANOV, Patrick GEARY et Przemyslaw URBANCZYK, *Franks, Northmen, and Slavs : Identities and State Formation in Early Medieval Europe*, Turnhout, Brepols, 2008.

¹⁷⁷ Peter HEATHER, *Empires and Barbarians...*, *op. cit.*, p. 326.

¹⁷⁸ Antti ARJAVA, « The Survival... », *loc. cit.*, p. 38.

tradition, essentiellement par les obligations militaires, que de l'ascendance biologique, de la culture, de la langue ou de l'origine géographique¹⁷⁹.

De fait, les statuts et l'appartenance religieuse sont des facteurs bien plus importants¹⁸⁰. C'est ce qui rend la confession religieuse encore plus capitale pour les souverains.

Dans cette optique, suite à la conversion de Clovis, les Francs se positionnent mieux que les Burgondes au niveau politique. D'abord, cela permet à l'empereur d'Orient Anastase de remettre les codicilles¹⁸¹ du consulat à Clovis. Sans lui attribuer un statut impérial, ce don est d'une importance cruciale puisqu'il confère le titre de *rex*. La distinction est majeure, il n'est pas nommé *rex francorum*, mais tout simplement *rex*. Par ce terme, le roi se doit d'être le roi de tous : Romains, Barbares et ecclésiastiques¹⁸². Cela lui permet d'imposer un pouvoir politique sur l'ensemble de la population vivant sur le territoire qu'il contrôle, nonobstant l'ethnicité des individus. De surcroît, Gondebaud ou Sigismond ne sont que des *reges burgundionum*, ce qui par leur appellation les place hiérarchiquement sous Clovis¹⁸³. Recevoir de tels honneurs aurait été impensable pour un simple roi barbare païen.

À travers l'*imitatio imperii*, le roi barbare peut également se prévaloir de la prérogative religieuse de l'empereur. L'Église était attrayante pour le souverain germanique puisqu'elle « offrait des solutions ou des substituts aux besoins de

¹⁷⁹ Patrick GEARY, *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Flammarion, 2006, p. 83.

¹⁸⁰ Patrick AMORY, « The Meaning... », *loc. cit.*, p. 3.

¹⁸¹ Il s'agit pour l'empereur Anastase, en 508, « d'accorder au roi des Francs la plus haute dignité possible de fonctionnaire civil et militaire romain », c'est-à-dire le patriciat. Michel ROUCHE, *Clovis, suivi de vingt et un documents traduits et commentés*, Fayard, Paris, 1996, p. 314-315. Il s'agissait d'une pratique courante pour les empereurs de remettre honorifiquement soit le titre de patriciat ou de consulat honoraire aux chefs barbares afin de se les concilier. Il n'est pas impossible que Clovis ait reçu les deux titres simultanément. Ralph MATHISEN, « Clovis, Anastase et Grégoire de Tours : consul, patrice et roi » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, sous la dir. Michel Rouché, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 398-399.

¹⁸² Olivier GUILLOT, « Clovis « Auguste », vecteur de conceptions romano-chrétiennes » dans *Clovis. Histoire et mémoire...*, *op. cit.*, p. 737.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 710-722.

légitimité magique du roi¹⁸⁴. » Or, sans le savoir, ce dernier devait céder le pas devant le droit de l'Église posant comme principe que celle-ci et « sa hiérarchie ne sauraient être considérées comme un instrument dépendant du pouvoir politique »¹⁸⁵. Ainsi, malgré la codification des lois coutumières par les nouveaux garants du pouvoir, ces derniers doivent s'incliner devant le droit canon. Toutefois, à la manière impériale, les rois germaniques et principalement les rois mérovingiens s'ingèrent dans les activités conciliaires. Par le concile d'Orléans I de 511, Clovis incarne parfaitement l'*imitatio imperii*. Non seulement il est celui qui convoque le concile, mais il émet également les questions à l'ordre du jour. Le tour de force réside dans le confinement du clergé dans le droit canon; ainsi toutes les prescriptions susceptibles de déranger les Francs, à savoir l'interdiction des pratiques divinatoires et la condamnation des unions incestueuses, ne furent émises que pour les chrétiens¹⁸⁶. Cette symbiose des deux pouvoirs, religieux et temporel, ne peut pas s'opérer en Burgondie, puisque la confession religieuse n'est pas compatible avec celle des élites ecclésiastiques locales.

En s'inscrivant dans la dynamique de l'*imitatio imperii*, les rois germaniques jouissent également d'une nouvelle sacralité : celle de diriger l'Église et d'assurer l'ordre dans le royaume. Ce sont d'ailleurs les mots que Rémi a pour Clovis¹⁸⁷. Ces nouvelles responsabilités viennent également avec l'assimilation « d'un principe vital qu'est la loi »¹⁸⁸. Cette loi est sacrée, tout comme son législateur. D'ailleurs, sans jamais reconnaître la supériorité de l'Église, les deux codes de lois contiennent des titres qui confirment un pouvoir ecclésiastique aux évêques essentiel à la survie du pouvoir politique. Quels sont les mécanismes mis en place par les législations pour combler les attentes de l'Église? C'est précisément cette question qui sera traitée dans la section suivante.

¹⁸⁴ Bruno DUMÉZIL, *Les racines...*, op. cit., p. 177.

¹⁸⁵ Yves SASSIER, *Royauté...*, op. cit., p. 44.

¹⁸⁶ Bruno DUMÉZIL, *Les racines...*, op. cit., p. 220.

¹⁸⁷ Dans sa première lettre à Clovis : Michel ROUCHE, *Clovis...*, op. cit., p. 387-388.

¹⁸⁸ Régine LE JAN, « La sacralité de la royauté mérovingienne », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 58^e année, No 6 (nov.-déc. 2003), p. 1226.

2.1.3 Royauté et Église : confrontation ou coopération?

L'Église valorise une doctrine pacifique et cela se reflète dans les titres concernant la violence. Les évêques acquièrent de plus en plus de pouvoir et cela n'est pas sans créer des luttes de pouvoir entre la royauté et l'Église. Sous quelle forme s'articule cette lutte?

Dans les trois codes de lois, il est possible de retrouver des articles qui confirment le droit d'asile d'un criminel dans l'enceinte de l'Église sans qu'aucune blessure ne lui soit infligée¹⁸⁹. De plus, deux des trois codes prennent également des dispositions afin de protéger les entités physiques de l'Église : bâtiments et prêtres¹⁹⁰. L'absence de telles mesures au sein de la *Lex romana* peut s'expliquer par la forte christianisation des Gallo-romains à l'époque des royaumes barbares. Ainsi, l'on protège les acquis ecclésiastiques, souvent obtenus par des dons royaux, en retour d'un support des politiques séculières.

Par l'*imperium*, le pouvoir de commander et de proposer des lois séculières, le souverain germanique s'accapare la *potestas* romaine. Or, en s'accaparant le droit de diriger l'Église à la manière des empereurs, le roi s'octroie également l'*auctoritas*, c'est-à-dire la

prééminence morale et politique liée au fait que celui ou ceux qui la possèdent en raison de leur prestige sont inspirés par les dieux et peuvent à leur tour inspirer et donc fonder, ou « accroître » en valeur, c'est-à-dire valider un acte de gouvernement; une prééminence qui peut aller jusqu'à soumettre l'exercice de la *potestas* au contrôle de ceux qui ont l'*auctoritas*¹⁹¹.

Le roi germanique cumule la *potestas* et l'*auctoritas*. De cette façon, le pouvoir ecclésiastique ne lui est pas supérieur ce qui permet à la royauté de ne pas relever du droit canon. Par la demande de *consultatio* de Clovis auprès des évêques lors du

¹⁸⁹ Titre LXL : 1, p. 252 et Capitulaire VI, Titre II : 2, p. 268, *Lex salica*, *op. cit.*; Titre LXX : 2, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 96; Titre II : 1-2-5-6, *Lex romana burgundionum*, *op. cit.*, p. 125-127.

¹⁹⁰ Titre LXV b, *Pactus legis salicae*, *op. cit.*, p. 234; Titre CII : 3, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 114.

¹⁹¹ Yves SASSIER, *Royauté....*, *op. cit.*, p. 13.

concile d'Orléans I, un échange d'*auctoritas* s'opère. Les réponses demandées par la *consultatio* en confèrent aux évêques, mais ces réponses doivent être approuvées par Clovis qui montre de cette manière sa supériorité¹⁹². D'ailleurs, cette tradition se poursuit sous ses fils qui, lors du concile d'Orléans V de 549 demandé par Childébert I^{er}, obtiennent que la fonction épiscopale soit entérinée par l'assentiment du roi¹⁹³.

Or, un article de la *Lex romana* est plus qu'intéressant à ce sujet. L'article 4 du titre II stipule : « celui qui sera entré armé dans une église, dans un but de défense (*tueri temptaverit*¹⁹⁴), devra se soumettre à la loi qui l'oblige à obéir à l'évêque du lieu, si ce dernier veut le faire sortir de l'église¹⁹⁵. » Bien qu'il ne soit pas spécifié contre quoi l'homme armé veuille défendre, cet article montre clairement une autorité suprême de l'évêque à l'intérieur de l'enceinte d'une église. Dans ses murs, l'évêque est la figure d'autorité et lui seul possède l'*auctoritas*. Cependant, il est important de noter que cette loi n'est présente que dans le corpus de la loi romaine burgonde et que son pendant germanique ne la réitère nullement de manière explicite.

D'autre part, l'asile¹⁹⁶ accordé aux criminels qui pénètrent à l'intérieur des églises semble confirmer l'autorité de l'évêque en lieu sacré. Cette loi ne se retrouve pas seulement dans les codifications séculières du V^e-VI^e siècles : elle est précisée dès le concile d'Orléans I en 511 :

¹⁹² Olivier GUILLOT, « Clovis... », *loc. cit.*, p. 727-729.

¹⁹³ « *Ut nulli episcopatum praemiis aut comparatione liceat adipisci, sed cum uoluntate regis iuxta electionem cleri ac plebis* » dans Jean GAUDEMET et Brigitte BASDEVANT, *Les Canons des conciles mérovingiens (VIe-VIIe siècles)* vol. 1, Paris, Éd. du Cerf, Sources Chrétiennes, 1989, p. 308-309.

¹⁹⁴ « *Qui vero armatus se intra ecclesiam tueri temptaverit, secundum legem ipsam cum conscientia episcopi abstrahatur* », Titre II : 4, *Lex romana burgundionum*, *op. cit.*, p. 126.

¹⁹⁵ Nathalie DESGRUGILLERS-BILLARD, *La loi burgonde...*, *op. cit.*, p. 194.

¹⁹⁶ Le droit d'asile réapparaît dans le droit romain au IV^e siècle sous une impulsion populaire afin d'échapper au poids de la fiscalité ou à la sévérité de la justice pénale. Chez les Francs, c'est d'abord les conciles mérovingiens qui reprennent les dispositions d'asile puisque la loi rédigée par Clovis en 507 n'affichait aucun article quant au droit d'asile. Il faut attendre Clotaire I^{er}, en 555, et Childebert II, en 596, pour voir apparaître le droit d'asile au sein de la loi salique. Anne DUCLOUX, *Ad ecclesiam confugere. Naissance du droit d'asile dans les églises (IV^e-milieu du V^e s.)*, Paris, De Boccard, 1994, p. 253-259.

Au sujet des homicides, des adultères et des voleurs, s'ils se réfugient à l'église [...] qu'il ne soit aucunement permis de les arracher de l'atrium de l'église, de la maison de l'église ou de la maison de l'évêque, mais qu'ils ne soient remis [aux autorités] qu'à la seule condition d'avoir été garantis [...] contre la mort, la mutilation et tout genre de peines¹⁹⁷.

Même si ce n'est pas mentionné explicitement, l'autorité de l'évêque est ici clairement définie. De surcroît, il s'agit du premier article du premier canon. Dès le départ, il est affirmé fermement que l'autorité sur les domaines de l'Église est du ressort de l'évêque. Ce dernier dispose du droit de gérer l'asile, mais cela sert également le pouvoir séculier. Elle n'assure pas une impunité totale, mais préserve d'une vengeance privée ou d'une peine arbitraire¹⁹⁸.

La loi se montre comme un outil politique extrêmement important et indispensable dans l'installation du nouveau pouvoir séculier barbare et ses suivants qui ne comptent que pour un faible pourcentage de la population totale. Les Barbares, issus d'une culture totalement différente de l'aristocratie sénatoriale gallo-romaine, ont absolument besoin d'un appui de taille pour imposer leur domination. Par le biais de l'Église, ils acquièrent cet appui. Ainsi, on concède certains avantages, comme l'asile ou la souveraineté épiscopale en terre ecclésiastique, en échange d'un appui politique au niveau local. Cela fait de l'Église un médiateur entre les deux aristocraties tout en étant un excellent outil de romanisation¹⁹⁹. Dans tous les cas, il ne faut pas oublier que rapidement, les évêques seront nommés exclusivement par le roi, une manière peu subtile, mais efficace pour conserver l'*auctoritas* sur l'ensemble des gens du royaume²⁰⁰.

¹⁹⁷ « *De homicidis, adulteris et furibus, si ad ecclesiam confugerint [...] ut ab ecclesiae atriis uel domum ecclesiae uel domum episcopi eos abstrahi omnino non liceat [...] de morte, de debilitate et omni poenarum genere sint securi* » dans Jean GAUDEMET et Brigitte BASDEVANT, *Les Canons...*, op. cit., p. 71-73.

¹⁹⁸ Brigitte BASDEVANT-GAUDEMET, « L'évêque, d'après la législation de quelques conciles mérovingiens » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1* dir. Michel ROUCHE, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 478.

¹⁹⁹ Jean BART, *Histoire du droit privé...*, op. cit., p. 17.

²⁰⁰ Yves SASSIER, *Royauté...*, op. cit., p. 81.

2.2 Consolidation du pouvoir royal par la loi

Nous venons de voir que la loi est un rouage essentiel du pouvoir germanique qui s'installe sur les fondations de l'Empire romain. Certes, la puissance militaire est un facteur important, mais c'est par la loi que la véritable consolidation du pouvoir s'opère. Une fois que le roi contrôle l'élaboration légale de son royaume, quels sont les buts auxquels il travaille? Dans notre cas, il sera question de la limitation de la violence. Il est indéniable que la *Lex salica* et les *Leges burgundionum* légifèrent de sorte à réduire la violence au sein de leur royaume respectif.

Il sera d'abord question des moyens purement législatifs (amende, taxes, remplacement des vieilles institutions) pour décourager les actes violents. Ensuite, la seconde section se concentrera sur l'utilisation de la personne royale et de sa parentèle afin de limiter les actions violentes à son endroit. Pour ce faire, une série de mécanismes seront mis en lumière : les amendes, l'utilisation d'un vocabulaire précis, l'utilisation des émotions comme système d'échange et les crimes de lèse-majesté. Voyons d'abord les mesures de la loi prévues pour limiter la violence.

2.2.1 Limitation de la violence

Il est bien connu que la mise à l'écrit de la loi vise une limitation des violences, engendrées notamment par le droit de vengeance. L'installation des tribunaux vise à substituer aux pratiques de la vengeance privée des règlements pacifiques qui contribuent à consolider le pouvoir royal dans sa fonction de garant de la paix²⁰¹. Toutefois, porter un conflit devant le *mallus* n'est pas une obligation. C'est-à-dire que les grands, ceux qui possèdent les ressources ou le pouvoir nécessaire, peuvent se venger par eux-mêmes²⁰². Cela implique deux modes de règlements de conflit parallèles. La loi doit donc tenter d'enrayer la source même de la violence, c'est-à-dire les comportements violents.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 74.

²⁰² Régine LE JAN, *Les Mérovingiens*, *op. cit.*, p. 44-45.

Pour obtenir une limitation concrète de la violence, c'est d'abord et avant tout les actions violentes qui doivent être visées par la législation. Un examen minutieux des titres concernant les actions violentes pointe en cette direction. Ainsi, 57,1% des titres du *Liber constitutionum* comportent une action violente. Cette proportion augmente davantage dans la *Lex salica* atteignant dans son ensemble 62,5%. Toutefois, le *Pactus legis salicae*, loi initiale des Francs sous Clovis, ne compte pas moins de 69% de ses titres qui traitent de violence. Ces proportions sont loin d'être anodines. Certes, les codes de lois barbares ne peuvent être considérés comme un reflet exact de la loi coutumière germanique. Or, il serait impensable que les titres mis à l'écrit aient été choisis au hasard sans application concrète et valide à ce moment. Ils représentent les points les plus sensibles du point de vue des litiges. De plus, ils doivent inévitablement correspondre aux visées politiques du roi. Garantir la paix au sein du royaume, c'est limiter la violence. Toutefois, le cas de la *Lex romana* ne s'intègre pas dans cette dynamique : seulement 27,7% de ses titres comportent une action violente.

Cette différence peut certainement s'expliquer par le destinataire prévu du code de lois. Le *Liber constitutionum* et la *Lex salica* s'adressent à des populations germaniques dont l'une des particularités fondamentales réside dans les échanges violents²⁰³. La participation aux actes violents forme une hiérarchie sociale qui catégorise les individus y prenant part²⁰⁴. C'est tout l'inverse si l'on analyse la société romaine. Les Romains favorisent l'accumulation d'un patrimoine terrestre leur permettant de s'affairer à des fonctions administratives. C'est la chose publique, la vie urbaine et le débat verbal qui procure l'honneur gallo-romain²⁰⁵. Évidemment, cela ne signifie pas que la violence ne serait pas présente dans la société gallo-romaine. Par contre, cela montre qu'elle n'est ni omniprésente, ni un vecteur essentiel de la mobilité sociale.

²⁰³ Guy HALSALL, « Violence and Society... », *loc. cit.*, p. 11.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 4.

²⁰⁵ Nira PANCER, *Sans peur...*, *op. cit.*, p. 83-88.

La nouveauté réside dans la codification de cette violence pour les populations germaniques. Celles-ci ne possèdent pas une tradition juridique forte comme le droit romain. Les renvois des articles de la *Lex romana* aux références législatives impériales correspondantes expriment bien cette tradition. De cet angle, il est possible de diviser les trois codes en deux blocs : le *Liber constitutionum* et la *Lex salica* constituent un corpus germanique et la *Lex romana* en un corpus gallo-romain. Le bloc germanique se démarque par une absence totale de référence au droit romain malgré une présence attestée de manuscrits du Bréviaire d'Alaric II ou du Code Théodosien en Gaule mérovingienne²⁰⁶.

La limitation de la violence par la loi affecte la mobilité sociale qui peut être considérablement affaiblie de sorte qu'il faut, pour les aristocrates, trouver d'autres moyens de se faire valoir, notamment auprès de la personne royale. Par la restriction des actions violentes, le roi centralise les canaux de distinction sociale autour de la royauté. Il devient ainsi le principal vecteur d'ascension social et contribue à lier les grands à la royauté germanique. Son contrôle, autant sur la violence que les familles aristocratiques, s'en trouve accru. D'ailleurs, l'ensemble des démonstrations qui suivent montrera de quelles manières le roi utilise la loi pour accroître son pouvoir et son emprise sur l'activité violente de son royaume.

2.2.2 Distinction de la parentèle régnante

Bien que le roi s'insère dans une dynamique d'imitation et de reprise du pouvoir impérial romain, il possède également ses propres caractéristiques germaniques. À ce titre, la famille royale se situe au-dehors et au-dessus des groupes de parentés « auxquels elle ne substitue pas, mais qu'elle domine pour maintenir la paix entre les groupes²⁰⁷. » La sacralité des premiers rois mérovingiens provient de cette capacité, voire nécessité à transgresser l'ordre établi. Ces actes de désocialisation attestent la

²⁰⁶ Ian WOOD, « The Code in Merovingian... », *loc. cit.*, p. 159.

²⁰⁷ Régine LE JAN, « La sacralité... », *loc. cit.*, p. 1221.

différenciation entre la nature du roi et celle des hommes ordinaires²⁰⁸. Pensons notamment aux interdits sexuels, aux meurtres de la parenté ou aux fréquents remariages à l'intérieur d'une même parenté²⁰⁹. Ces interdits font référence à des actes violents, que ce soit de nature physique ou qu'ils portent atteinte à la notion d'honneur, qui contribuent à attester la différenciation entre la nature du roi et des hommes ordinaires²¹⁰. Ces actes proscrits seront tous explicités dans les sections suivantes. Il sera d'abord question de la parentèle. Les termes utilisés pour nommer le meurtre *occidere/interficere* seront ensuite analysés. Les émotions, dont la colère royale, jouent également un rôle important dans la distinction de la famille royale. Enfin, les crimes de lèse-majesté et la tyrannie seront les derniers aspects traités.

2.2.2.1 La parentèle : la justification d'une amende

Les parentèles sont d'une importance primordiale lors du haut Moyen Âge pour la survie des individus. Elles n'impliquent pas strictement des réseaux familiaux. La parentèle s'incarne, en premier lieu, à travers la famille, mais également par les gens de son propre rang (par exemple entre aristocrates) et finalement, par l'épiscopat²¹¹. Lorsqu'il est question du lien social, il importe de se pencher sur la structure hiérarchique de cette société. La loi avantage sans contredit les populations libres du royaume. Toutefois, la royauté germanique a su innover par des législations qui assurent exclusivement sa protection. Ce mécanisme n'importe pas seulement en termes économiques, mais également pour la protection qu'elle apporte aux membres de la parentèle royale²¹². S'attaquer à un individu implique à faire face à une loi coercitive si des accusations sont portées devant le *mallus*, voire devant le roi en

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 1234-1235.

²⁰⁹ Pour les interdits sexuels, nous incluons les adultères et les viols : Titres XIII, XV, XXV, XXX, *Lex salicae*, *op. cit.*; Titres XXX, XXXIV, LXVIII, *Liber constitutionum*; Titre XIX et XXV, *Lex romana burgundionum*, *op. cit.*; Pour les remariages : *Capitulaire VI* : I; 2, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 267.

²¹⁰ Régine LE JAN, « La sacralité... », *loc. cit.*, p. 1234.

²¹¹ Bruno DUMÉZIL, « Gogo et ses amis : écriture, échanges et ambitions dans un réseau aristocratique de la fin du VI^e siècle », *Revue historique*, 2007/3 (n° 643), p. 559.

²¹² Gerd ALTHOFF, *Family, Friends...*, *op. cit.*

personne, mais c'est également s'exposer potentiellement à des représailles selon le rang de la victime.

Si le roi parvient à limiter la violence envers sa propre personne, mais également envers sa parentèle (famille immédiate et trustee), il consolide grandement sa position de souverain. La violence devient un instrument de pouvoir par le biais de la loi. Il est possible de retracer des titres autant dans la *Lex salica* que dans le *Liber Constitutionum* qui montrent une importante distinction entre la royauté et le reste de la population dans les peines encourues suite à la condamnation d'un crime violent : habituellement, la composition se chiffre au triple de la peine normale²¹³. Dans une société où les richesses figurent parmi l'un des moyens les plus importants dans l'établissement et le maintien du rang social par la dynamique du don²¹⁴, une composition élevée en numéraire vise à démotiver les atteintes à la royauté.

Or, une autre dimension des peines pécuniaires valorise la personne du roi et renforce son pouvoir. Il s'agit de l'amende²¹⁵ prélevée sur chacune des sentences prononcées par la cour de justice²¹⁶. Cette portion nommée le *fredus* se jauge aux environs du tiers de la peine directement destiné au roi²¹⁷. La loi, dont la légitimité provient du roi²¹⁸, impose une peine en plus d'une amende distincte. N'y a-t-il pas là un asservissement symbolique du criminel jugé coupable à la personne royale? Il ne s'agit pas concrètement d'un don à la personne royale. Ce type de don, un don d'amitié, instituerait un rapport égalitaire, ce qui n'est clairement pas la volonté royale dans le cas de l'amende prélevée. Toutefois, il pourrait être considéré comme un don hiérarchique où l'amende, en quelque sorte une taxe, devient un mécanisme

²¹³ Titre LXX : 2, 2a, p. 240-241, Titre LXIII : 2, p. 230, Titre XLI : 6, 7, p. 156, Titre XLII : 1, p. 227-228, Titre LXVe : 1, p. 235, Titre LXXI : 2, p. 241 dans *Lex salica*, *op. cit.*; Titre L : 1 dans *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 81-82.

²¹⁴ Régine LE JAN, « Prendre, accumuler, détruire les richesses dans les sociétés du haut Moyen Âge » dans *Les élites et la richesse au haut Moyen Âge* dir. de Jean-Pierre DEVROEY, Laurent FELLER et Régine LE JAN, Turnhout, Brepols, 2010, p. 366.

²¹⁵ Par exemple le Titre XXXII; 1 : « [...] *inferat ei quem ligavit solidos XII, et multae nomine solidos XII* », *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 67.

²¹⁶ Katherine FISCHER DREW, *The Laws...*, *op. cit.*, p. 36.

²¹⁷ Jean BART, *Histoire du droit...*, *op. cit.*, p. 83.

²¹⁸ Theodore RIVERS, *Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 13.

légitimateur d'une position sociale, la royauté, subissant de fortes rivalités²¹⁹. Payer une amende signifie un acte de subordination à l'autorité, qui vise à accentuer la différenciation statutaire entre le receveur, ici le pouvoir royal détenteur de l'*auctoritas*, et le payeur, le fautif contraint par ce même pouvoir. Laurent Feller émet la même hypothèse dans le cadre du don de terre. Ce qui importe dans le don, ce n'est pas tant l'organisation ou la productivité, mais de s'assurer un prélèvement de celui-ci, une source de revenu²²⁰. L'amende agit ici comme un prélèvement sur une composition structurée et encadrée par le pouvoir royal. Symboliquement, le roi démontre son autorité et sa supériorité envers le criminel. La loi permet une distanciation hiérarchique entre la famille royale et le reste de la population.

En somme, l'aspect économique n'est pas seulement utilitaire dans le cas des législations germaniques. La royauté a profité de la codification pour se placer dans une position de force. Une triple composition est un avertissement conséquent pour tous ceux qui voudraient s'attaquer à la royauté ou à sa parentèle. Toutefois, la protection législative de la personne royale ne se limite pas à des actions aussi concrètes qu'une amende ou une composition. La subtilité du vocabulaire utilisé peut également révéler une volonté de distinguer la parentèle royale du reste des individus du royaume. Le cas le plus probant est celui de l'utilisation des vocables *occidere* et *interficere* pour les cas de meurtre.

2.2.2.2 Distinction du meurtre par les usages d'*occidere* et d'*interficere*

Cette section vise principalement à mettre en lumière comment l'utilisation d'un terme spécifique au sein de la législation peut signifier une différence conceptuelle, voire sociale. Le choix des mots ne peut pas être aléatoire. La discrimination d'un terme au profit d'un autre sous-tend obligatoirement une raison pratique ou

²¹⁹ Régine LE JAN, « Prendre, accumuler... », *loc. cit.*, p. 366.

²²⁰ Laurent FELLER, « Enrichissement, accumulation et circulation des biens. Quelques problèmes liés au marché de la terre » dans *Le marché de la terre au Moyen Âge* dir. Laurent FELLER et Chris WICKHAM, Rome, École française de Rome, 2005, p. 19.

idéologique. Pour l'intérêt de notre propos, cette distinction lexicale portera sur l'action de tuer.

Plusieurs termes peuvent désigner l'action de tuer au sein des trois codes de lois. Au total, ce sont quatre termes différents qui renvoient au meurtre : *occidere*, *peroccidere*, *necare* et *interficere*. L'utilisation de *peroccidere* et de *necare* est marginale : une unique référence pour chacun, la première dans la loi salique et la seconde dans la loi burgonde. Le terme *peroccidere* sera analysé plus loin, alors que *necare* est employé lorsqu'une femme rejette son mari. C'est *occidere* qui semble être le terme habituel pour désigner l'action de tuer dans les trois codes de lois. Pour en venir à cette conclusion, les titres utilisant le terme ont été répertoriés et compilés. De cette manière, la loi salique utilise *occidere* 24 fois sur les 30 titres comportant une action de tuer, soit 80%. La loi burgonde l'utilise 16 fois sur 20 pour un pourcentage de 80% également et la loi romaine burgonde deux fois sur trois pour un total de 66%. Il semble donc qu'*occidere* désigne communément le verbe « tuer ».

Or, le quatrième terme, *interficere*, est utilisé au total neuf fois, ce qui représente seulement 17% des références de l'action de tuer. Malgré tout, le ratio semble significatif. D'autant plus qu'une analyse approfondie du verbe lui donne une importance capitale dans l'utilisation de la loi non seulement pour limiter la violence, mais également privilégier la famille royale par rapport aux actions violentes.

Le *Pactus legis salicae* dénombre deux références au terme *interficere*. L'article 1 du titre XXVIII²²¹ fait référence à la location secrète (*elocare* ou *locare*) d'une tierce personne pour en tuer une autre, en d'autres termes l'utilisation d'un tueur à gages. Le commanditaire agit donc de manière indirecte dans le meurtre de l'individu ciblé. Il est assez malaisé d'en déduire davantage, hormis la possibilité d'émettre une hypothèse. Le fait de ne pas accomplir soi-même le meurtre peut aisément paraître un acte déshonorant. Cependant, Nira Pancer, dans son étude sur le genre de l'honneur,

²²¹ Titre XXVIII : 1, *Lex salica*, op. cit., p. 110.

montre qu'autant les femmes que les hommes utilisent de tierces personnes pour mener à bien leurs meurtres²²². Tout cela se fait sans pour autant nuire à leur capital d'honneur puisqu'ils possèdent suffisamment d'autorité et de pouvoir pour se permettre qu'un guerrier de confiance ou un parent proche perpétue le crime²²³. Le simple fait de passer par un intermédiaire semble être une démonstration de pouvoir à la partie adverse. Il est difficile de rattacher l'utilisation du verbe *interficere* dans ce cas-ci uniquement à la personne royale. Cependant, l'emploi du terme peut assurément référer à un individu dont le capital d'honneur est assez élevé pour agir de la sorte ce qui inclut la royauté. Le roi, en limitant l'usage des assassins ou d'une tierce personne, tente de restreindre la portée du meurtre chez les aristocrates.

La seconde référence se trouve dans l'article 1 du titre XLIII qui désigne le meurtre d'un homme à un banquet où il y a quatre ou cinq hommes. L'une des pistes pour l'utilisation de ce verbe se trouve dans le titre : « XLIII. *De homicidio in contubernio facto*²²⁴ ». Le terme *contubernium* renvoie à la camaraderie entre soldats²²⁵. Katherine Fischer Drew traduit ce terme par *band of men*²²⁶ en référence à une bande ou à un groupe d'hommes armés, soit des soldats. La référence au statut de soldat renvoie à l'armée sous le commandement du roi qui possède l'*imperium*. De plus, l'armée est l'outil principal pour mesurer le pouvoir d'un roi germanique. S'attaquer à l'un d'eux revient à s'attaquer à l'une des prérogatives royales. L'occasion du meurtre est également d'une importance cruciale : lors d'un banquet (*convivium*). Les banquets, offerts par les seigneurs, sont réputés pour avoir un rôle central dans le maintien, l'affirmation ou la formation de nouvelles alliances, mais surtout pour la démonstration de la puissance du groupe en présence. Gerd Althoff dénombre deux types de banquets. Le premier est celui d'un groupe coopératif où tous les présents ont un lien entre eux. Le second est donné par un seigneur où tous

²²² Nira PANCER, « De-gendering female... », *loc. cit.*, p. 15.

²²³ *Ibid.*, p. 15.

²²⁴ Titre XLIII : 1, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 165.

²²⁵ Félix GAFFIOT, *Le Gaffiot de poche*, Paris, Hachette, 2001, p. 180.

²²⁶ Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 107.

les liens sont dirigés vers ce dernier. Les seigneurs recherchent la protection et le soutien du roi²²⁷. Défier l'autorité du seigneur en présence, fort probablement lié au roi, revient à défier le roi par le biais des liens d'amitié qui lient les groupes entre eux.

Une autre précision est très révélatrice. L'article 3 du même titre légifère sur le meurtre d'un homme hors de sa propriété par un membre d'une bande armée. Or, le terme employé pour désigner l'action de tuer est *occidere* et non *interficere* comme dans le premier article²²⁸. L'individu tué ne possède pas de liens directs avec le roi. Ainsi, il n'est pas nécessaire d'utiliser un vocabulaire distinctif afin de protéger ou du moins accentuer la faute commise. Au vu de tout ceci, est-ce la personne qui commet le crime ou le contexte dans lequel il survient qui détermine l'utilisation du terme *interficere*?

L'analyse du titre LXIII peut fournir un élément de réponse. Le titre légifère sur le meurtre d'un homme libre faisant partie de l'armée²²⁹, ce qui aurait pu impliquer le vocable *interficere*, mais il n'en est rien. Le législateur a plutôt opté pour la référence commune au verbe tuer, *occidere*. Ce serait donc davantage le contexte que la personne qui déterminerait l'utilisation d'un terme spécifique. Pour terminer sur ce cas de figure, l'amende désignée pour le meurtre d'un soldat libre est de 600 *solidi*, soit trois fois plus que le meurtre d'un Franc libre. De surcroît, s'il est membre de la truste royale, l'amende s'élève à 1800 *solidi*, c'est-à-dire neuf fois plus que le meurtre d'un Franc libre. La gradation des peines pécuniaires accentue d'elle-même la distinction entre les individus normaux et ceux bénéficiant d'un statut particulier.

Il faut ensuite se transporter dans les *Capitulare*, les additions de la loi salique. Le titre LXX dans le *Capitulare I* traite des exécutions²³⁰ dont l'article 1 décrit l'action de tuer (*occidere*) un homme libre pour ensuite le brûler (*comburare*) afin de le dissimuler. Or, l'article 2 utilise plutôt le terme *interficere*, alors qu'il est spécifié que la victime fait partie de l'antrustion royale. Clairement, le vocable tend

²²⁷ Barbara ROSENWEIN, « Pouvoir et passion... », *loc. cit.*, p. 1286.

²²⁸ Titre XLIII : 3, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 166.

²²⁹ « LXIII. De homine <ingenuo> in hoste occiso », Titre LXIII, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 229.

²³⁰ Titre LXX : 1, 2, *ibid.*, p. 240-241.

ici à créer une scission entre les libres du royaume et les libres de la truste royale. Il est à noter que l'article 2 mentionne le meurtre d'un antrusion (*antruscionem*) ou d'une femme du même rang (*feminam tale ordinem*). Cette mesure ne protège pas immédiatement la femme. La prescription précise « du même rang » qu'un antrusion, c'est-à-dire une femme sous protection royale. En somme, c'est la protection royale qui justifie l'emploi du verbe *interficere* et non pas le sexe de la victime ou la nature du meurtre. Afin de nuancer cette hypothèse, le titre LXXVIII du *Capitulaire I* décrit l'action de tuer un homme libre en le projetant dans un puits²³¹. Jeter un homme dans un puits signifie dissimuler le corps au même titre que le brûler. La version originale, basée sur la famille de manuscrits *A1*, précise qu'il s'agit d'un homme libre (*ingenuus*) et utilise le verbe *interficere*. La version alternative, plutôt basée sur la famille de manuscrits *A2*, n'utilise aucun verbe désignant l'action de tuer, mais elle ne précise pas le statut de la victime non plus. Le statut libre semble, ici, exiger l'emploi d'*interficere* sans rapport visible avec la royauté. De plus, c'est l'acte de cacher un meurtre ou sa tentative qui est condamnable par la loi. Si l'on place cela dans une dynamique d'honneur, mais également où la vengeance est considérée comme une pratique légale, le fait de dissimuler son crime tend à faire croire à un meurtre illégitime. À l'inverse, un acte violent légitime aurait exigé une publicisation²³². Le fait qu'il se retrouve dans le même *Capitulaire* écarte une possible discordance selon l'évolution législative mérovingienne²³³.

Enfin, la dernière occurrence du terme *interficere* au sein de la loi salique est très éloquente. Le titre CXV du *Capitulaire IV*²³⁴, promulgué par le roi Chilpéric (561-584), stipule que lorsqu'un homme condamné se sauve dans la forêt sans payer sa composition, le roi le retire de sa protection (*foras nostro sermone*) pour qu'ainsi,

²³¹ Titre LXXVIII, *ibid.*, p. 249-250.

²³² Guy HALSALL, « Reflections on Early... », *loc. cit.*, p. 16.

²³³ La version alternative est présente uniquement dans un manuscrit de la famille *B* (10), alors que la forme canonique est représentée par des manuscrits de la famille *A* (1, 2, 17). Il semble plutôt s'agir d'une exception et non de la norme, de sorte que la formulation à retenir serait celle qui utilise le verbe *interficere*. Voir Titre LXXVIII, *Lex Salica*, *op. cit.*, p. 249.

²³⁴ Titre CXV, *ibid.*, p. 263.

quiconque le retrouve, puisse le tuer (*interficere*) sans crainte. Ici également, c'est le lien entre l'individu et le roi qui change à travers deux réalités. Premièrement, Chilpéric sous-entend qu'être sous la juridiction de la loi salique signifie bénéficier de la protection du roi. Il s'agit visiblement d'une tentative d'étendre le pouvoir de la loi sur l'ensemble des sujets de son royaume. Deuxièmement, un être hors-la-loi ne peut en aucun cas être protégé, lui qui peut être tué sans peur de représailles. Dans ce cas-ci, l'utilisation du verbe *interficere* est directement liée au souverain, mais également à son efficacité législative.

Bien que certaines formules semblent ambiguës, la relation entre l'utilisation du terme *interficere* et la personne royale ne semble pas pouvoir être écartée pour la loi salique. De plus, les exemples traversent le temps, entre Clovis et Chilpéric deux générations plus tard. Il s'agit désormais de vérifier s'il en est de même pour les législations burgondes?

Le premier exemple du *Liber constitutionem* est l'article 4 du titre XLVI²³⁵. Il traite de l'installation d'un piège sans avertir le voisinage alors qu'un individu est tué par ce dernier. Le verbe utilisé est *interficere*. L'élément clé est dans la phrase suivante : « *lineas non illa qua iussimus diligentia et ratione posuerit / si le piège n'est pas placé avec les précautions ou de la manière dont nous l'avons ordonné*²³⁶ ». La loi qui personnifie le roi ordonne de poser la corde du piège d'une certaine manière. En contrevenant à cette proposition, l'accusé se place en position de rupture par rapport à l'autorité, ce qui pourrait expliquer l'utilisation du verbe *interficere*. D'ailleurs, l'article désigne la victime par rapport à sa parentèle par le vocable *occisi*. Cette mention renforce l'argument de rupture vis-à-vis du souverain.

Le cas suivant semble très ambigu puisque le titre est contradictoire : « L. *De occisis actoribus tam regiae domus quam privatorum*²³⁷ / Du meurtre des agents royaux autant que ceux des domaines privées ». Le titre n'utilise pas le terme

²³⁵ Titre XLVI : 4, *Liber constitutionum*, op. cit., p. 77.

²³⁶ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian Code...*, op. cit., p. 53.

²³⁷ Titre L, *Liber constitutionum*, op. cit., p. 81.

interficere, mais *occidere*. Cependant, il ne désigne pas spécifiquement l'agent royal, mais également l'agent privé d'un seigneur (*domus quam privatorum*). Cela explique l'utilisation du verbe générique *occidere*. Quant à l'article 1, il mentionne le meurtre d'un agent de propriété royale sans nécessité par un Burgonde libre ou un Romain par le verbe *occidere*. Logiquement, le verbe aurait dû être *interficere*. L'article 2 utilise également le verbe *occidere*, mais désigne la mort d'un agent d'un domaine privé (*actor occisus*). Il n'y a donc aucun lien entre ce dernier et la personne royale. L'article 3 désigne le meurtre d'un agent, peu importe sa nature royale ou privée, par un esclave sans le consentement de son maître sous le vocable *occidere*. L'indistinction du statut de l'agent, comme dans le titre, justifie l'utilisation du verbe *occidere*. L'article 4 reprend les mêmes modalités que l'article 3 à la différence que l'esclave possède le consentement de son maître pour le meurtre de l'agent. L'esclave est tué tandis que le maître doit payer l'entièreté du *wergeld* de l'homme tué. L'utilisation du verbe *interficere* est ici associée directement à l'agent royal tué. S'il s'agit d'un agent du trésor public (*actor*), il peut être assimilé à la personne royale à travers la loi. Toutefois, cela ne justifie par le verbe *interficere* dans le cas d'un agent d'un domaine privé. Or, la clé est dans le consentement du maître. Par la désobéissance à l'ordre émis (*idcirco iubemus*) concernant les agents de la trésorerie, le meurtrier se positionne en rupture avec la royauté. Voilà pourquoi le verbe *interficere* est justifié. Enfin, l'article 5 utilise le verbe *occidere*. Encore une fois, l'indistinction entre agent royal ou privé justifie cette utilisation. De plus, l'article spécifie que le meurtrier a été blessé auparavant. Cela amène la notion de nécessité mentionnée dans l'article 1.

Le titre, à l'exception de l'article 1, utilise le verbe *interficere* et *occidere* dans la logique de rupture par rapport au pouvoir royal. L'appareil critique de Ludwig Rudolf von Salis ne mentionne pas une possible confusion dans l'utilisation du terme *occidere* entre les différents manuscrits. Le fait de juxtaposer les agents royaux et les agents privés dans la même législation est probablement la raison pour laquelle il y a une ambiguïté.

Le *Liber constitutionum* possède une ultime référence dans le titre XXIX lequel décrit les assauts et les vols durant ces derniers : « *XXIX. De superventoribus et effractoribus*²³⁸ / *De ceux qui attaquent soudainement et de ceux qui volent par effraction.* » Il est plus que pertinent de mentionner que Katherine Fischer Drew le traduit par « *Of Those Committing Assault and Breach of the Peace*²³⁹ / *De ceux qui commettent des assauts et qui brisent la paix.* » Il est également connu que le maintien de la paix est une prérogative royale. L'article 1 stipule que celui commettant un assaut et tuant quiconque (*occiderit*) est condamné à mort (*occidatur*). Toutefois, l'article 2, quant à lui, mentionne que si l'assaillant se fait tuer (*fuert interfectus*) par ceux qu'ils assaillent, aucune accusation de meurtriers (*interfectoribus*) ne peut être portée par le maître ou les parents du mort. Qu'est-ce qui justifie une utilisation de terme différente? C'est l'exclusion du criminel de la loi qui suggère un tel emploi du vocabulaire. Par son assaut, l'individu brise la paix, comme Katherine Fischer Drew le mentionne, et se place en position de rupture par rapport au roi. Ainsi, sa mort ne peut entraîner aucune représaille puisqu'il n'est plus sous la juridiction royale. Par son acte, il s'extirpe de la loi et son meurtre n'est plus considéré répréhensible de la part du roi.

Enfin, la dernière occurrence se retrouve dans la *Lex romana burgundionum* dans le titre « *IX. De raptibus virginum et viduarum*²⁴⁰. » La loi interdit que les parents, dont la jeune fille a été enlevée sans consentement, négocient avec le criminel. Dans le cas contraire, le ravisseur est mis à mort (*interfecto raptore*) alors que ceux ayant négocié seront envoyés en exil (*in exilio deputentur*²⁴¹). Ce dernier cas ne fait pas exception quant à sa liaison avec le pouvoir royal. La négociation entre les parents et le ravisseur est perçue comme une substitution à la loi. Ainsi, il s'opère une extraction de la loi par laquelle le comte ou le roi n'a plus de droit de regard,

²³⁸ Titre XXIX, *Liber constitutionum*, op. cit., p. 66.

²³⁹ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian...*, op. cit., p. 44.

²⁴⁰ Titre IX, *Lex romana burgundionum*, op. cit., p. 132.

²⁴¹ Titre IX; 2, *ibid.*, p. 132; Nathalie DESGRUGILLERS-BILLARD, *La loi burgonde...*, op. cit., p. 205.

donc aucun contrôle. Il n'est pas surprenant dans ce contexte de retrouver le verbe *interficere* pour la condamnation à mort.

Cet argumentaire semble valide si l'on se base uniquement sur les textes législatifs. Il apparaît crucial de vérifier si la mention d'*interficere* s'articule autour des mêmes mécanismes au sein d'autres auteurs contemporains. Grégoire de Tours et ses *Historiae* semblent tout désignés pour l'exercice. Pour se faire, les deux premiers livres de l'*Histoire des Francs*²⁴² ont été dépouillés afin de repérer quels vocables étaient utilisés pour exprimer l'action de tuer. Il est possible de retracer 28 utilisations du verbe *interficere* et 27 d'entre-elles évolue dans un contexte royal²⁴³. Qui plus est, il n'y a qu'une seule mention du verbe *occidere* ce qui semble être à contre-courant de la norme si l'on se fie aux textes législatifs. L'utilisation du terme *interficere* par Grégoire de Tours semble effectivement abonder dans le sens de son utilisation légale.

Au vu des différents cas, il n'y a aucune interprétation unanime autour de l'utilisation respective du verbe *interficere* et d'*occidere*. Cependant, les cas de figure étudiés tendent à indiquer une tendance vers l'utilisation d'*interficere* dans un contexte où la personne royale est lésée. Par la simple analyse de l'usage de ce verbe, il est possible de percevoir comment la loi peut servir comme outil politique dans la consolidation du pouvoir royal germanique. Les nombreux exemples du vocable *interficere* tend également à montrer la personnification de la loi à travers le roi. À plusieurs reprises, s'attaquer à la loi revenait à se positionner en rupture par rapport à la royauté. Il n'y a pas seulement les mots qui desservent ce but. Les émotions peuvent également avoir un rôle dans la consolidation du pouvoir royal à travers la loi.

²⁴² Grégoire DE TOURS, *Histoire des Francs. Livres I-VI : Texte du manuscrit de Corbie*, éd. Henri OMONT, Bibliothèque nationale, ms. Lat. 17655, 1886.

²⁴³ *Ibid.*, nous citerons ici quelques exemples : *Liber II chap. XII «interficere vellent»* p. 49; *Liber II chap. XXVIII «interficit gladio»* p. 57; *Liber III chap. VI «Sygimundum interfecere»* p. 79 et *Liber III chap. IX «eum interfectum fuisse»* p. 82.

2.2.2.3 Les émotions dans la loi au service du roi

Les émotions sont indissociables du pouvoir politique. Il est impensable qu'un souverain agisse en toute objectivité tout en étant dépourvu de toute émotion dans ses prises de décision²⁴⁴. À ce titre, l'historiographie a longtemps considéré, sous l'effet de Norbert Elias, que le monde médiéval était une période où les pulsions violentes n'étaient guère réfrénées et les acteurs en tiraient du plaisir²⁴⁵. Désormais dépassée, cette école de pensée a laissé place à une vision de l'affectivité où les émotions sont interprétées comme un système structurant. La loi peut être un de ses cadres, notamment dans son but de la limitation de la violence.

Une émotion présente dans les codes de lois est la colère. Il sera ici question de montrer comment cette émotion est intégrée dans un système de communication social, et comment on légifère à son sujet à l'avantage du roi, par l'insertion d'émotions codifiées dans la législation. De cette manière, le roi montre son statut supérieur par la restriction et l'encadrement des émotions violentes. De surcroît, cette intégration amène la personne royale à déterminer les modalités de ce système par l'exclusion de certaines émotions par rapport à d'autres. Le cadre législatif entourant la violence importe grandement puisqu'il peut être dangereux pour le roi de succomber à la colère, lui qui ne rendrait plus la justice, mais tomberait plutôt dans la vengeance²⁴⁶.

2.2.2.3.1 Colère et peur : des émotions pour gouverner

« Mais quiconque excède les prévisions établies par cette loi et qui n'est pas réprimandé et puni par vous [les juges], ne doutez pas de la ferveur de notre colère qui sera relâchée à votre péril²⁴⁷. » L'article 3 du titre LIV du *Liber Constitutionum*

²⁴⁴ Josiane BARBIER, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, « Introduction », *loc. cit.*, p. 13

²⁴⁵ Barbara ROSENWEIN, « Pouvoir et passion... », *loc. cit.*, p. 1273.

²⁴⁶ Geneviève BÜHRER-THIERRY, « "Just Anger" or "Vengeful Anger"? The Punishment of Blinding in the Early Medieval West » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 76.

²⁴⁷ Katherine FISCHER DREW, *The Burgundian...*, *op. cit.*, p. 63; « *Quod si quisque constitutum huiusmodi praeceptionis excesserit et non a vobis fuerit cum districtione repulsus, non dubitetis*

exprime une facette importante du pouvoir royal, c'est-à-dire la colère du roi (*iracundia nostra*). Dans l'exemple cité, il est indéniable que les émotions jouent un rôle non seulement dans l'expression du pouvoir royal, mais également de son application. À n'en pas douter, la colère royale semble clairement associée à une forme de violence. L'expression de l'*iracundia* est un châtement inexorablement violent, qu'il soit physique ou social. Principalement exprimée par les rois, la colère peut également être l'apanage des nobles mâles dont le statut permet de performer publiquement la colère. Elle apparaît comme la réponse conventionnée à certain actes politiques, voire à un tort comme un acte mauvais qui cause une blessure, un dommage, une perte comme une offense faite contre une personne d'honneur²⁴⁸. Il y a donc un lien entre émotion et violence dans une optique d'échange public et convenu.

De tous les articles des trois codes de lois étudiés, une seule référence à la colère royale peut être répertoriée à l'article 3 du titre LIV. Le titre fait référence à la prise de possession des esclaves et des terres par les Burgondes lorsqu'ils se sont installés sur les terres des Romains. L'article 3 a été ajouté en prévision d'éventuels débordements²⁴⁹ des articles 1 et 2 auxquels il impose une procédure à suivre. Ainsi, tous ceux qui agiront à l'encontre de la volonté royale s'exposeront à leur péril à la colère royale²⁵⁰. Ce titre est des plus intéressants. D'abord, il mentionne sans détour la colère (*iracundia*) du roi comme une punition à la désobéissance de l'édit. L'application de la législation par les juges ne suffit pas. Le roi s'assure à travers cet

commotionem iracundiae noastrae in vestrum periculum esse vertendam », *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 89.

²⁴⁸ Stephen D. WHITE, « The Politics of Anger » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 140.

²⁴⁹ Les Burgondes autorisés à s'installer à l'intérieur de l'Empire à travers le processus de *foederati* étaient régis selon le principe d'hospitalité. Le principe de *foedus* ne permettait pas un droit à la propriété, mais plutôt un partage des revenus. Franz STAAB, « Les royaumes francs au Ve siècle » dans *Clovis. Histoire et mémoire...*, *op. cit.*, p. 541. Ils étaient ainsi cantonnés sur une terre comme soldat leur allouant le tiers des revenus de la propriété. Or, l'arrangement des Burgondes semble plutôt indiquer qu'ils auraient reçu le tiers des esclaves et les deux tiers des revenus de la propriété. Le titre LIV vise donc à rétablir les faits et restaurer les propriétés aux propriétaires originaux. Titre LIV, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 62.

²⁵⁰ « *non dubitetis commotionem iracundiae noastrae in vestrum periculum esse vertendam* », Titre LIV : 3, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 89.

article d'émettre un avis autant aux juges qu'aux contrevenants de cette loi : toute désobéissance sera châtiée par notre colère (*nostra iracundia*). De surcroît, l'on ajoute l'élément de menace dans la formule *in vestrum periculum* ce qui crée un climat de possible peur, mais indéniablement de crainte.

La colère est-elle une émotion réservée à la seule personne royale? Dans une société guerrière où les actes de vengeance sont fréquents, nous pourrions nous attendre à retrouver des exemples de colère d'aristocrates par exemple. C'est d'ailleurs ce que Nira Pancer montre par le partage autant par les hommes que les femmes du même espace-temps, des mêmes conditions et des mêmes intérêts familiaux et politiques²⁵¹. Les codes de lois montrent-ils des cas de violence où l'émotion de colère est présente? Pouvons-nous la mettre sur le même plan que celle du roi?

Un seul cas répond à cette question dans le *Liber constitutionum*. L'article 2 du titre II utilise le terme *indignatio* (indignation) comme une réaction de défense à l'accusation d'un homicide. La définition française du terme indignation renvoie à un sentiment de colère et de révolte suscité par tout ce qui peut provoquer la réprobation et porter plus ou moins atteinte à la dignité de l'homme²⁵². En latin, *indignatio* renvoie plutôt à la déconsidération et au mépris, alors que l'action de s'indigner (*indignare*), suscite la perte de valeur, voire l'humiliation²⁵³. Dans ce titre, la colère ne peut pas être retenue comme un motif valable pour la défense de l'individu accusé d'un meurtre. En somme, il n'est pas directement question de colère. Le roi, détenteur de la *potestas*, peut répondre par sa colère si l'on désobéit à la législation sans pour autant que l'individu, lui, puisse le faire. Il s'agit d'une démonstration parfaite de l'utilisation politique des sentiments pour différencier la personne royale du reste du

²⁵¹ Nira PANCER, « De-gendering female... », *loc. cit.*, p. 4.

²⁵² « indignation », *Trésor de la langue française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>, page consultée en ligne le 21 avril 2016.

²⁵³ Jan. Frederik NIERMEYER, *Mediae Latinitatis Lexicon Minus*, Leiden, Brill, 2002, p. 526.

peuple. La colère comme acte politique intervient lors d'événements précis : « elle est la conséquence d'une offense contre ce qui fonde la *potestas*²⁵⁴. »

La loi salique n'offre malheureusement aucune allusion directe à l'émotion de la colère. Or, deux cas semblent possiblement la sous-entendre, ou tout au moins, montrer directement l'autorité royale à l'intérieur de ces titres. Le premier cas se trouve dans la *Lex salica* au titre CXV dans le *Capitulaire IV* émit par Chilpéric (561-584). Le contexte mentionne la procédure pour mener une affaire devant la cour où l'accusé s'est sauvé en forêt. Par sa fuite, le roi place l'individu en-dehors de sa protection (*nostro sermone*), afin que quiconque le retrouve, puisse le tuer sans aucune peur (*ante pauido*)²⁵⁵. Hormis la peur, aucune émotion n'est mentionnée explicitement. Or, il est possible de tuer l'homme sans crainte seulement parce qu'il est désormais hors de la protection du roi. Deux remarques s'imposent ici. En premier lieu, le roi et la loi sont clairement assimilés de manière à ce que la loi représente le roi. En second lieu, désobéir à la loi provoque une crainte relative au châtement qui survient lors d'une désobéissance. Sans qu'il soit question de colère, Chilpéric entretient et veille à créer un contexte où la désobéissance à ses volontés légales, car il s'agit bien d'un *Capitulaire* émis spécifiquement par le roi, entraînera une punition violente. Ce sentiment de crainte, essentiel pour établir le respect et régner²⁵⁶, accentue l'autorité du roi.

Tout aussi révélatrice, une référence se retrouve au sein du *Pactus legis salicae* à l'article 4 du titre XIV. Cette dernière traite d'une attaque contre un homme qui quitte le royaume (*migrare*) malgré un sauf-conduit provenant du roi (*de rege habuerit praeceptum*). Le méfait de ce titre n'est pas le fait de quitter le royaume par l'individu, mais l'attaque qu'il subit lors de son périple à l'encontre de la volonté royale. Ainsi, il est clair que cet article place le fautif en défiance du roi puisqu'il

²⁵⁴ Damien BOQUET et Piroska NAGY, *Sensible Moyen Âge : une histoire des émotions dans l'Occident médiéval*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, p. 240.

²⁵⁵ Titre CXV, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 263.

²⁵⁶ Gerd ALTHOFF, « *Ira Regis* : Prolegomena to a History of Royal Anger » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 59-61.

contrevient à l'ordre émis. D'ailleurs, la peine encourue est de 200 *solidi*, une somme comparable au meurtre d'un Franc libre. L'ampleur de la peine semble donc confirmer l'insulte faite au roi. Un autre élément tend vers cette interprétation. Bien que la désobéissance au roi soit sous-entendue, les législateurs ont pris le soin d'insérer une formule où l'insubordination au roi est indéniable : « *aliquis contra ordinationem regis*²⁵⁷ » où K. Fisher Drew traduit par « *contraire au commandement royal*²⁵⁸ ». Bien que la colère royale ne soit pas mentionnée dans ce titre, il y a tout de même une atteinte grave à la volonté royale. S'attaquer à une personne, volontairement et délibérément, qui possédait un laissez-passer royal : c'est en quelque sorte s'attaquer à la *potestas* mérovingienne. La peine semble le confirmer avec ses 200 *solidi* pour une simple attaque. Normalement, cette composition est réservée au meurtre d'un Franc libre. Cet article vise indéniablement à affermir, voire à confirmer l'autorité royale. Il faut tout de même ajouter que le titre semble confus. Cela peut s'expliquer par une confusion directement dans le manuscrit qui nécessiterait de travailler avec l'original.

La *Lex romana burgundionum* ne possède pas d'exemple où la colère du roi serait clairement exposée. Le seul titre où un cas peut être retracé est le VII qui traite des accusations portées contre les hommes libres et les esclaves. Toutefois, ce dernier sera discuté de manière plus approfondie ultérieurement dans cette section.

La colère et la peur semblent bel et bien être des moyens utilisés par les rois afin d'établir et de consolider leur pouvoir par le biais de la loi. Bien plus encore, elles sanctionnent toute atteinte à son autorité. Il ne faut guère oublier que tous les systèmes d'échange chez les peuples germaniques sont insérés parallèlement dans une dynamique de l'honneur. On a vu que l'expression des émotions reflétait la situation de leur rang et de leur honneur. Dans cette logique, le paysan qui n'a pas réellement d'honneur à défendre n'est pas un sujet qui pourrait utiliser la colère de manière légitime pour rehausser son statut. À l'inverse, les seigneurs ont tout intérêt à

²⁵⁷ Titre XIV : 4, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 66.

²⁵⁸ Katherine FISCHER DREW, *The laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 79.

s'exprimer par des actions violentes, souvent associées à l'émotion colérique, dont ils possèdent le monopole²⁵⁹. Cependant, le roi doit codifier la colère à son avantage, mais également contre des atteintes potentielles provenant justement de ces seigneurs. C'est pourquoi certains titres semblent accentuer l'autorité légale du roi. Effectivement, un roi doit être respecté et craint afin de pouvoir régner efficacement²⁶⁰. La colère et la crainte « sont donc fondatrices d'autorité, dans le rapport hiérarchique de pouvoir entre le roi et le peuple : la colère est la réponse du roi à une atteinte portée à son autorité²⁶¹. »

La performance de la colère royale possède notamment quelques attributs qui lui sont propres. Il n'est pas possible de mettre la colère royale sur le même pied que ses seigneurs puisqu'elle émane de la colère divine. Cette dernière est l'expression de sa bonté, elle « maintient l'homme dans la justice de la Loi; [...] l'y ramène lorsqu'il s'en éloigne »²⁶². Par la mise à l'écrit des codes de lois et la codification de la colère royale, le roi fonde sa loi comme Dieu l'a fait avant lui. Il perpétue donc le modèle divin dont la colère est par essence différente de celle des hommes, la colère mauvaise, alors que la colère divine et par extension royale est « l'émanation de sa bonté et de sa justice toutes-puissantes. »²⁶³ La loi utilise cependant d'autres mécanismes pour protéger la royauté. Le crime de lèse-majesté est le premier dont il sera question.

2.2.2.4 Le crime de lèse-majesté

La loi joue un rôle essentiel dans la construction du pouvoir. La désobéissance aux ordres émis par le roi entraîne bien souvent sa colère. Cette insubordination est-elle

²⁵⁹ Barbara ROSENWEIN, « Controlling Paradigms » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 244.

²⁶⁰ Gerd ALTHOFF, « *Ira Regis...* », *loc. cit.*, p. 61.

²⁶¹ Régine LE JAN, « Entre amour et haine du roi : quelques réflexions sur les émotions politiques à l'époque mérovingienne » dans *Amour et désamour du prince. Du haut Moyen Âge à la Révolution française* dir. Josiane BARBIER, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, Paris, Kimé, 2011, p. 19.

²⁶² Damien BOQUET et Piroška NAGY, *Sensible Moyen Âge...*, *op. cit.*, p. 26.

²⁶³ *Ibid.*, p. 27.

exprimée formellement dans les codes de lois? Le crime de lèse-majesté semble en être la manifestation directe. Il se définit comme une « atteinte grave à la personne du souverain ou de la descendance royale, qui était punie de mort et entraînait la confiscation des biens du coupable²⁶⁴ ».

Un seul code légifère sur la notion de crime de lèse-majesté directement : la *Lex romana burgundionum*. L'article 6 du titre VII utilise la dénomination « *crimina vero maiestatis*²⁶⁵ » traduit par « crimes de lèse-majesté » par Nathalie Desgrugillers. L'article énumère les crimes considérés comme des attentats à l'autorité du souverain. Il s'agit de rébellions, compréhensibles comme des attaques contre le prince (*salus principis*), de l'aliénation des terres octroyées par le roi (*traditio regionis*), ce qui implique la perte de la richesse qui provient de ces terres et de l'adhésion à un acte de tyrannie, pouvoir absolu et arbitraire (*adeptio tyrannidis*).

Est-ce un hasard si l'on retrouve cette dénomination seulement dans le pendant romain de la loi burgonde? Dans un processus d'établissement du pouvoir où ses nouveaux tenants sont des étrangers, il apparaît assez pertinent d'établir clairement quelles sont les atteintes possibles à ce nouveau pouvoir. Il s'agit, en somme, de mettre en garde les populations romaines contre une éventuelle révolte contre le pouvoir royal germanique. Il aurait été judicieux d'inscrire les peines encourues par l'adhésion à de telles actions. Or, il n'en est rien.

Le titre s'articule autour des accusations portées contre un individu selon son rang. L'on apprend ainsi, à l'article 5, qu'un homme libre ne peut pas accuser un membre de sa famille, hormis dans le cas d'un crime de lèse-majesté²⁶⁶. La procédure est explicitée clairement. L'on peut accuser sans preuve, mais il faut être prêt à mettre sa tête et son corps en gage pour montrer sa bonne foi²⁶⁷. L'article 4, quant à lui, prévoit la même peine que l'accusé aurait encourue s'il avait été déclaré coupable

²⁶⁴ « lèse-majesté », *Trésor de la langue française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>, page consultée en ligne le 21 avril 2016.

²⁶⁵ Titre VII : 6, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 130.

²⁶⁶ « *Seu familiaris praetor solum crimen maiestatis accuset* », Titre VII : 5, *ibid.*, p. 130.

²⁶⁷ Titre VII : 1, *ibid.*, p. 130.

dans le cas d'une fausse accusation par l'accusateur. La peine est donc flexible selon la gravité des accusations portées, mais en aucun cas il n'est clairement défini ce qu'il advient dans le cas d'un crime de lèse-majesté.

Il importe de traiter brièvement de l'adhésion à la tyrannie (*adeptio tyrannidis*²⁶⁸), considérée comme un crime de lèse-majesté. Il semble y avoir tout d'abord une contradiction majeure : la tyrannie est habituellement un concept rattaché au pouvoir politique, alors que le décret le place en opposition du pouvoir royal. Le roi ne peut pas, par définition, être coupable d'un crime de lèse-majesté. La conception de la tyrannie ne vise donc pas le pouvoir royal dans le cas présent. Pourtant, le terme *tyrannis* désigne bel et bien une royauté absolue ou un despotisme²⁶⁹. À qui peut bien s'adresser ce titre? Il vise la population romaine de la Burgondie et fort probablement les aristocrates romains, dont la richesse et la possession de domaines en font des agents de pouvoir. La tyrannie est définie comme un « pouvoir arbitraire et absolu d'un souverain, d'une personne ou d'un groupe de personnes détenant l'autorité suprême, caractérisé par un gouvernement d'oppression, d'injustice et de terreur »²⁷⁰. Dans ce contexte, un abus de pouvoir de la part d'un aristocrate romain peut certainement être perçu comme un crime de lèse-majesté, d'autant plus que la royauté germanique est un régime politique encore en balbutiement. Cette interprétation est en accord avec la définition que Jacques Le Goff donne du terme *tyrannus* qui désignait dans l'Antiquité un « usurpateur s'opposant à un chef politique légitime²⁷¹ ».

Pourquoi est-il question de la lèse-majesté seulement au sein de la loi romaine burgonde? Plus haut, il a été montré que contrairement aux Francs, les Burgondes ne peuvent pas entrer complètement dans une dynamique d'*imitatio imperii* et fusionner symboliquement avec les populations gallo-romaines puisqu'ils ne partagent pas la

²⁶⁸ Titre VII : 6, *Ibid.*, p. 130.

²⁶⁹ Félix GAFFIOT, *Gaffiot de poche...*, *op. cit.*, p. 779.

²⁷⁰ « tyrannie », *Trésor de la langue française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>, page consultée en ligne le 21 avril 2016.

²⁷¹ Jacques LE GOFF, « Roi » dans *Dictionnaire raisonné...*, *op. cit.*, p. 996.

même foi. Est-il possible de déceler un élément de réponse de ce côté? Il est pertinent de mentionner que les premiers auteurs chrétiens, dont l'apôtre Paul dans son *Épître aux Romains*, insistent sur l'obligation d'obéissance au pouvoir²⁷². Eusèbe de Césarée dans ses *Louanges à Constantin (Triakontaeterikos)*²⁷³, quant à lui, conceptualise une élévation spirituelle de la raison de l'empereur pour la faire coïncider avec celle de la raison universelle, avec le *logos* divin²⁷⁴. Cette théorisation fait en sorte de rapprocher l'empereur de Dieu. Cette nouvelle perspective permet à Pierre Maraval²⁷⁵ de théoriser une double imitation :

l'un reliant le Christ-Logos au Père, qui fait de la royauté du Christ l'image et l'imitation de celle du Père; l'autre reliant l'empereur au Christ-Roi, qui fait du Christ l'auteur du pouvoir impérial, celui qui « distribue la royauté de son père », par la médiation duquel s'établit le rapport d'image-imitation entre l'empereur et le « Tout-puissant », c'est-à-dire entre l'empereur et le Père. [...] L'empereur reproduit à son niveau l'action du *Logos* dans l'univers, l'empereur prépare les hommes au royaume céleste [...] se faisant « l'interprète du Logos de Dieu pour appeler le genre humain à la connaissance du Tout-Puissant », proclamant les lois de la piété véritable à tous les habitants de la terre. Eusèbe fait de Constantin un maître enseignant à son peuple la vraie doctrine²⁷⁶.

À travers l'*imitatio imperii*, l'empereur ou le roi germanique sont donc des figures intermédiaires entre les hommes et Dieu. Cette figure autoritaire et puissante impose d'elle-même l'obéissance puisqu'elle est garante du salut. Il n'est donc pas si surprenant de retrouver la mesure contre la tyrannie dans la *Lex romana burgundionum*. Il s'agit en somme d'une réaffirmation du pouvoir impérial dans son nouveau modèle royal. Ainsi, l'on essaie de restreindre et de limiter les abus de

²⁷² Voir Rom. XIII, 1-4, *La Sainte Bible*, Paris, Éd. du Cerf, trad. sous la dir. de l'École biblique de Jérusalem, 43 vol., 1950 et Yves SASSIER, *op. cit.*, p. 34.

²⁷³ Aussi connu comme les *Louanges de Constantin*, le *Triakontaeterikos* est un discours qu'Eusèbe de Césarée a prononcé en 336 « pour la célébration du trentième anniversaire de l'accession de Constantin à l'Empire. *ibid.*, p. 40.

²⁷⁴ V, 8, *ibid.*, p. 36.

²⁷⁵ Dans son ouvrage portant sur Eusèbe DE CÉSARÉE : Pierre MARAVAL, *Eusèbe de Césarée. La théologie politique de l'Empire chrétien. Louanges de Constantin (Triakontaeterikos), introduction, traduction et notes*, Paris, Éd. du Cerf, 2001.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 37.

pouvoir, voire les oppositions directes par les Gallo-romains à travers un décret qui les vise précisément. De plus, cette législation pallie au décalage confessionnel entre les Burgondes ariens et les Gallo-Romains nicéens.

Geneviève Bühler-Thierry mentionne, d'autre part, que le crime de lèse-majesté est presque disparu durant la période mérovingienne²⁷⁷. Cela concorde avec l'absence remarquée du crime de lèse-majesté au sein de la *Lex salica* et du *Liber constitutionum*. Son absence écrite signifie-t-elle automatiquement son absence réelle? Bruno Dumézil aborde également la question du crime de lèse-majesté chez les Francs à travers deux exemples répertoriés au sein des chroniques de Grégoire de Tours²⁷⁸. Sans expliciter les causes d'un tel châtement, Dumézil nous donne la description de la peine de lèse-majesté par l'ablation des pieds et des mains avec la stricte interdiction à quiconque d'achever le gisant²⁷⁹. Or, cette peine est répertoriée dans la loi salique. L'article 11 du titre XLI mentionne un homme laissé sur le bord de la route sans pieds ni mains (*sine manibus et sine pedibus*²⁸⁰). La loi salique ne nous indique pas pour quels motifs l'individu est placée dans cette situation. Par contre, ce qui est d'autant plus intéressant, la condamnation de cet article est liée à la mise à mort de l'individu gisant. D'ailleurs, le terme utilisé est le verbe *peroccidere* qui signifie l'achèvement de l'action de tuer. Puisqu'il s'agit normalement d'une peine réservée au crime de lèse-majesté, y a-t-il des indices contextuels permettant de relier cette peine à la personne royale au sein du titre XLI?

L'article 11 ne cite en aucun cas le roi. Ce qui est mis de l'avant, c'est la désignation *inimicus* (ennemi). Ce terme générique peut facilement s'appliquer aux ennemis royaux et justifier le crime de lèse-majesté. D'ailleurs, le titre, « *XLI. De*

²⁷⁷ Geneviève BÜHRER-THIERRY, « "Just Anger"... », *loc. cit.*, p. 80.

²⁷⁸ Grégoire DE TOURS, *Decem Libri Historiarum*, livre V, 18 et 25, *op. cit.*

²⁷⁹ Bruno DUMÉZIL, « Faire honte dans les sources normatives du haut Moyen Âge (Ve-VIIIe siècle) » dans *La honte entre peine et pénitence. Les usages sociaux de la honte au Moyen Âge et au début de l'Époque moderne* dir. de Bénédicte SÈRE et Jörg WETTLAUFER, Florence, Edizioni Del Galluzzo, 2013, p. 53.

²⁸⁰ Titre XLI : 11, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 158.

*homicidiis ingenuorum*²⁸¹ / *Du meurtre d'un libre*», indique qu'il s'agit d'un homme libre. Cette sentence est pire que la mort puisqu'elle fait subir la honte au coupable avant sa mort. D'abord, il est placé dans un endroit où il est certain qu'il sera vu : un carrefour (*in quadruuio*). L'un des meilleurs moyens de porter atteinte au capital d'honneur d'un homme libre est de s'attaquer à son intégrité physique, particulièrement en public²⁸².

Le fait d'agir en public est un aspect important dans ce genre de peine. La honte constitue en soi une peine durable qui permet d'ostraciser et d'atteindre une certaine forme de mort sociale pour l'individu en question²⁸³. Dans cette perspective, la publicité de la sentence est d'une importance capitale. Comme le montre si bien Jody Enders, la dimension spectaculaire de la violence est intégrée dans le langage juridique²⁸⁴. Ainsi, est-il possible de répertorier d'autres sentences similaires qui pourraient possiblement passer pour des crimes de lèse-majesté?

La loi burgonde n'offre aucun cas satisfaisant, ce qui est curieux du fait que c'est pourtant la loi romaine burgonde qui conceptualise le plus précisément le crime de lèse-majesté. Si effectivement ce crime est en disparition comme l'a proposé Geneviève Bührer-Thierry, il est plausible que les législateurs aient opté pour son écartement lors de la codification. Or, la loi salique offre plusieurs autres références à des sentences publiques qui s'apparentent au crime de lèse-majesté.

L'article 11 du titre XLI n'est pas unilatéral dans la mesure où il en existe différentes versions. La version 11a présente plutôt l'action de descendre le condamné d'un gibet ou d'une potence (*barco*) sans permission. Achever le gisant sans pieds ni mains exposait l'individu à une peine de 100 *solidi*, alors que la sentence pour descendre un condamné d'un gibet est de seulement 45 *solidi*. La version 11b de l'article, quant à elle, fait état d'une personne qui décroche sans permission la tête du condamné d'une pique (*palum*) placée là par son ennemi

²⁸¹ Titre XLI : 11, *ibid.*, p. 154.

²⁸² Bruno DUMÉZIL, « Faire honte... », *loc. cit.*, p. 51.

²⁸³ *Ibid.*, p. 54.

²⁸⁴ Jody ENDERS, *The Medieval Theater...*, *op. cit.*, p. 3-4.

(*inimicus*). La peine est de 15 *solidi*. Ces deux variations permettent quelques observations. D'abord, la différence majeure réside dans l'état du condamné. Dans le cas du crime de lèse-majesté, ce dernier est toujours vivant par rapport aux deux autres versions où il est mort pendu ou décapité. Il semble donc que les peines apparentes ne renvoient pas à un crime de lèse-majesté. Toutefois, il s'agit assurément de peines que l'on veut publiciser. Les responsables veulent montrer publiquement ce qu'il en coûte de s'attaquer à la personne royale ou à des ennemis trop puissants. De surcroît, la législation ne permet pas d'achever ou de retirer de la vue les condamnés sans s'exposer soi-même à une sentence. Cette dimension de la loi détermine deux possibilités : soit qu'il s'agit effectivement de crimes contre la famille royale ou qu'il s'agit d'un droit d'expression de la vengeance privée par la démonstration de force. Dans tous les cas, l'on punit le coupable pour avoir dérobé le condamné à l'autorité royale.

Les continuateurs de la loi salique poursuivent cette tradition juridique. Le titre LXXV concerne un individu qui décroche un homme vivant d'une potence²⁸⁵. Cependant, la peine encourue diffère grandement. L'article 1 décrète que quiconque décroche un homme encore vivant d'une potence et l'amène avec lui devra payer de sa vie (*vitam pro ipso amittat*) ou 200 *solidi*. Il est impossible de dire s'il peut s'agir d'un crime de lèse-majesté. Toutefois, la peine encourue s'est drastiquement aggravée. Désormais, l'individu s'expose lui-même à la mort. Quant à la possible peine pécuniaire, elle a doublé. Cette aggravation exprime clairement le désir royal d'exercer son autorité et qu'il n'est point tolérer que les condamnés lui soit dérobés. L'article 2 explicite le cas où l'homme pendu est mort. Dans tous les cas, l'action est exécutée sans la permission du juge (*consilio iudicis*) ou de l'homme l'ayant mis dans cette situation (*cuius causa est*). La dénomination *cuius* implique que l'individu ait pu être pendu par une tierce personne. De plus, puisqu'il faut sa permission pour le décrocher, cela implique qu'il a un droit pour le faire. Décrocher le coupable revient à

²⁸⁵ « LXXV. De eo qui hominem viuum de furca tulerit », Titre LXXV, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 247.

brimer ce droit. Cette dynamique fait référence à la vengeance privée qui cherche bien souvent à s'exprimer publiquement. La publicité de la vengeance, par exemple en exhibant le corps de la victime, permet de légitimer l'acte violent en soi²⁸⁶. Ces deux cas semblent confirmer le droit acquis des grands à se venger de sorte qu'il est difficilement possible de concilier ces exemples avec le crime de lèse-majesté uniquement attribué à la personne royale.

Par ailleurs, le titre LXLV abonde dans le même sens. Il interdit de descendre un homme d'une potence (*furca*) sans consentement du juge (*judex*) ou d'une tierce personne non précisée. Cela implique encore la possibilité d'exprimer publiquement la vengeance privée. Toutefois, ce titre apporte une précision très importante. La personne qui a pendu le condamné est définie comme un *dominus*²⁸⁷ (seigneur). Cette dénomination vient renforcer l'hypothèse que ces peines représentent la publicisation d'une vengeance privée. Cependant, la peine semble subir une régression comparativement au décret LXXV. Dorénavant, cette action n'est punissable que d'une amende de 30 *solidi*. Cette faible peine indique probablement que le condamné est déjà mort à ce moment. Ainsi, le titre LXLVI pallie à ce manque. Il légifère sur le cas où un individu descend le condamné, toujours vivant, de la potence (*furca*) pour l'amener avec lui. Le titre utilise le verbe *furauerit* pour une compréhension du vol d'un homme vivant de la potence²⁸⁸. Autrement dit, l'acte puni ici est double. L'on punit l'action de descendre un homme d'une potence publique, mais l'on punit également la privation, soit du juge ou du seigneur, d'exercer l'accomplissement de la loi ou son droit de vengeance. La peine est rétablie selon les critères initiaux du titre XLI, soit 100 *solidi*.

En somme, un seul cas identifie clairement le crime de lèse-majesté au sein de la *Lex salica*. Toutefois, l'analyse de ce crime a permis de mettre en lumière un aspect important des peines juridiques : la publicisation. Il s'agit d'un moyen pour

²⁸⁶ Guy HALSALL, « Reflections on Early... », *loc. cit.*, p. 14.

²⁸⁷ Titre LXLV, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 254.

²⁸⁸ « LXLVI. De e(o) qui hominem uiu(um) de furca furauerit », Titre LXLVI, *ibid.*, p. 255.

accentuer la dureté de la peine puisque l'on s'attaque non seulement à l'individu, mais au capital d'honneur de son groupe. Également, ces peines publiques semblent confirmer le droit de vengeance des seigneurs. Elles confirment un droit inaliénable dont la transgression demande une réparation. De plus, cette section conforte la position du roi législateur et garant de la paix. Il démotive toute atteinte à sa propre personne qui aurait des impacts déstabilisants pour le pouvoir politique du royaume. De plus, il est impossible pour le roi d'enrayer complètement les actes de vengeance, ainsi que de la rendre criminelle. Par l'entérinement de ce droit, il évite une éventuelle escalade en *faide*. Il tente de mettre fin au cercle interminable de la vengeance par la démotivation des actes répréhensibles par une condamnation légale pouvant mener à une démonstration de force. Non seulement le roi peut châtier physiquement, mais il le peut socialement aussi.

Au terme de ce chapitre, qu'avons-nous pu tirer de l'interaction entre le pouvoir royal, la législation et la violence? Tout d'abord, la christianisation à travers le processus de conversion est un élément clé dans l'accession au pouvoir et l'affermissement du pouvoir germanique sur les populations locales. Chez les Francs, la confession nicéenne permet une fusion symbolique au niveau religieux, laquelle n'opère pas chez les Burgondes ariens. L'importance de ce symbole réside dans la reprise du pouvoir impérial par les souverains barbares au moyen de l'*imitatio imperii*. Cela permet l'absorption du principe vital qu'est la législation aux yeux des populations gallo-romaines, ainsi que d'accorder une légitimité accrue aux rois germaniques puisque la capacité à accéder à la culture écrite demeure un signe distinctif de l'élite²⁸⁹. Cela explique notamment pourquoi Clovis ne ressent pas le besoin de légiférer pour les populations romaines de son royaume, comparativement à

²⁸⁹ François BOUGARD, Geneviève BÜHRER-THIERRY et Régine LE JAN, « Les élites... », *loc. cit.*, p. 1087.

Gondebaud qui doit promulguer une *Lex romana burgundionum* afin d'acquérir cette légitimité politique. Tout cela repose principalement sur la barrière confessionnelle. Toutefois, du moment où ce principe est pleinement acquis, il est possible pour les législateurs de centrer leurs efforts sur la diminution des violences, mais également sur la protection légale du souverain.

La loi, par l'imposition d'amendes, vise à proscrire plusieurs comportements violents. Par sa codification et l'élaboration du tribunal public, le *mallus*, son but est d'offrir une voie alternative à la vengeance privée. La volonté royale est de limiter le système vindicatif puisque les conséquences sociales peuvent rapidement devenir désastreuses. Toutefois, par cette limitation, il est apparu que le roi lui-même instaure des mécanismes législatifs afin de protéger sa personne, mais également sa parentèle. Ainsi, une composition triple est généralement attribuée à quiconque s'attaque à un membre de la trûste royale. Il y a donc une distinction entre libres, non-libres, esclaves et *antrustions* au sein de la législation. Le phénomène ne se limite pas seulement au volet pécuniaire.

Effectivement, une panoplie de mécanismes vise à protéger le roi, mais également à restreindre l'usage de la violence selon les limites qu'il dicte à travers la loi. Cela s'élabore notamment à travers un vocabulaire précis qui diffère selon le contexte. Lorsqu'un meurtre survient, les statistiques montrent que c'est le vocable *occidere* qui est généralement employé. D'autre part, il semble y avoir une tendance pour l'utilisation du terme *interficere* lorsque l'individu se place en rupture ou en confrontation avec le roi. Il serait intéressant de valider l'utilisation de ces deux termes dans un contexte externe aux codes de lois germaniques étudiés ici. Les émotions, comme système d'échange codifié, jouent un rôle dans la démonstration de la violence, surtout dans les cas de la colère royale. La désobéissance à certains articles législatifs, principalement lorsqu'il y a volonté royale par des sauf-conduits ou des prescriptions, entraîne un courroux sous l'appellation de la colère royale. Finalement, la survivance des crimes de lèse-majesté met en lumière deux réalités : qu'il est périlleux de s'attaquer directement à la personne royale, mais également

qu'elle ne se contente pas seulement de châtier physiquement. Les sentences des crimes de lèse-majesté ont toutes une dimension publique qui vise à humilier le coupable, mais également à faire craindre de s'opposer au roi.

Enfin, dans une optique comparative, l'ensemble de ce chapitre a montré que les mécanismes utilisés afin de limiter la violence étaient similaires pour la *Lex salica* et les *Leges burgundionum*. La différence majeure réside dans l'obstacle confessionnel. Les Francs réussissent à opérer une fusion symboliquement complète avec les populations gallo-romaines, alors que les Burgondes échouent à cause de leur arianisme. Malgré tout, par la promulgation de la *Lex romana burgundionum*, le souverain burgonde parvient à obtenir une légitimité accrue. Cela a simplement nécessité davantage d'efforts que chez les Francs. L'entière du système judiciaire germanique repose sur la coopération des aristocrates locaux. Ainsi, la force du pouvoir royal est un élément déterminant. Si l'aristocratie locale dépend du roi, ce dernier pourra restreindre et contrôler la violence. À l'inverse, si l'aristocratie est indépendante du pouvoir royal, le roi devra agir avec circonspection envers ses tentatives légales d'atténuer la violence²⁹⁰. Si l'utilisation, la construction et la fonction de la loi est semblable chez les deux peuples germaniques étudiés, pouvons-nous croire à une similitude dans l'application législative concernant la violence? C'est précisément ce que le chapitre III visera à étudier.

²⁹⁰ Guy HALSALL, « Reflections on Early... », *loc. cit.*, p. 16.

CHAPITRE III

LA VIOLENCE DANS LA LOI

Il est une chose d'utiliser la loi pour limiter la violence, parfois à l'avantage du roi, mais comment les lois définissent-elles la violence, qu'en disent-elles? Quels types de violence apparaissent dans les codes germaniques et quels mécanismes sont mis en place pour la réguler? Également, la question principale demeure la divergence de la législation dans la loi salique et les lois burgondes. Est-ce que la manière de légiférer sur la violence diffère entre les Mérovingiens et les Burgondes avant 534²⁹¹? Est-il permis de croire à une différenciation culturelle qui incite à concevoir et à percevoir les actes violents différemment? Évidemment, pour les populations gallo-romaines, cette réalité est concevable.

Ce chapitre vise donc à répondre à ces questions. Également, il convoite à montrer les similitudes et les variations dans la façon de légiférer à propos des crimes violents. Le principal moyen pour atteindre cet objectif passe par l'analyse du vocabulaire utilisé. Les populations germaniques, franques et burgondes, tout comme les populations gallo-romaines, disposent-elles d'un concept de violence au tournant du VI^e siècle? Comment la dénomment-ils à l'écrit? Cette question sera le principal objet de la première section. La violence n'est pas seulement réprimandée, elle sert également à châtier, de sorte que l'analyse des peines violentes est primordiale. En passant par les épreuves judiciaires, incluant la torture, les sévices corporels ainsi que la peine de mort, cette section offrira un tour d'horizon complet de l'éventail des peines utilisées dans le royaume franc et burgonde pour la majorité du VI^e siècle. Cette analyse devrait également permettre de circonscrire, selon la gravité des peines, les crimes considérés les plus socialement répréhensibles.

²⁹¹ Les fils de Clovis achèvent définitivement la conquête de la Burgondie à cette date. Ces derniers conservent toutefois la législation burgonde sur la région nouvellement conquise.

Ainsi, les trois dernières sections porteront sur les crimes. Tout d'abord, il sera question des implications du vol. Quel sort réserve-t-on aux voleurs? Quelles implications sous-entend le vol de richesses? Nous enchaînerons avec une analyse approfondie des crimes portant préjudice à l'honneur d'un individu ou d'un groupe. Cela peut se traduire par de simples insultes, mais également par l'adultère et le viol. Enfin, il est impossible de traiter de la violence germanique sans porter une attention particulière à la notion de vengeance. Comment, s'il y a lieu, cette notion est-elle insérée dans la législation? Débutons, donc, par vérifier la présence du concept de violence au sein des différents codes.

3.1 La présence du concept de violence

Il est nécessaire de vérifier, pour commencer, si les Burgondes et les Francs ont conceptualisé le terme « violence ». Étaient-ils conscients de ce concept ou s'agit-il simplement d'actions considérées violentes par nous modernes, selon nos propres représentations? La violence, en latin, est désignée par *violentia*²⁹². Ce terme est présent dans les trois codes soit la *Lex salica*, le *Liber constitutionum* et la *Lex romana burgundionum*²⁹³. La présence du concept est donc attestée, mais son utilisation demeure largement inégale. La *Lex salica* ne contient qu'une seule référence et elle se retrouve dans le *Capitulaire I* : il s'agit d'un ajout tardif. C'est donc dire que le *Pactus legis salicae* original ne contenait aucune référence directe à la notion de violence. De surcroît, le titre en question survit en deux versions, l'une avec le terme *violentia*, l'autre sans. En somme, il semble y avoir une absence ou du moins une lacune conceptuelle de la violence au niveau de la législation franque.

Si l'on s'intéresse au contexte d'utilisation du terme *violentia* chez les Francs saliens, l'unique référence renvoie à une attaque présumée par une bande armée contre une femme libre ou une jeune fille²⁹⁴. Le vocabulaire employé décrit certes une action violente, mais n'utilise pas explicitement le terme *violentia*. Le rédacteur préfère l'usage du terme *scelus* qui renvoie à un crime. La variante du titre LXXII est beaucoup plus éloquente quant au vocabulaire violent du méfait : « *qui in ipsa uiolentia fuerint admixti / ceux qui sont mêlés dans cette violence* ». D'abord, le terme *scelus* est remplacé par *violentia* dans la description du crime. Plus révélateur encore, le verbe originalement utilisé, *infero* / *se jeter contre, faire violence envers*, peut vaguement désigner une attaque. À l'inverse, la seconde version montre

²⁹² Félix GAFFIOT, *Le Gaffiot...*, op. cit., p. 810.

²⁹³ Titre [LXXII], *Lex salica*, op. cit., p. 242; Titres IX, p. 50, XXV, p. 63, XXVII, p. 64, XXX : 1, p. 66 et LXX : 4, p. 96, *Liber Constitutionum*, op. cit.; titres VIII, p. 131 et XIX : 2, p. 143, *Lex romana burgundionum*, op. cit.

²⁹⁴ « *Si quis ingenuam feminam a contubernio facto aut puellam in itinere aut quolibet loco inferre praesumpserit, quam unus tam plurimi, qui ipsum scelus admisisse fuerint probati, CC solidos culpabilis iudicetur.* », Titre LXXII, *Lex salica*, op. cit., p. 242.

clairement une attaque par l'utilisation du verbe *adsilio* / *assaillir*. Pour qu'une bande armée assaille une femme libre ou une jeune fille sur la route, il faut supposer qu'elle ait une valeur pour les attaquants. La peine de 200 *solidi*, comparable à celle du meurtre d'un Franc libre, fortifie cette hypothèse par sa sévérité. Il n'y a qu'à penser à la possibilité de la violer.

Du côté burgonde, cinq références sont répertoriées. Le titre XXX fait également référence à des violences faites contre des femmes, mais d'une condition différente puisqu'elles sont décrites comme une esclave servante²⁹⁵. Le contexte est difficilement conciliable avec celui de la loi salique hormis dans l'optique d'une législation contre la violence faite aux femmes en général. Les quatre autres mentions du terme *violentia*, soit 80% des cas chez les Burgondes, font référence à des vols. Cette observation est primordiale. Elle confirme que l'action de voler peut et doit être considérée comme une action violente.

Quant à la loi romaine burgonde, deux références peuvent être répertoriées. Sans surprise, l'une traite d'un vol commis avec violence, alors que l'autre renvoie au viol et aux violences faites à une femme, libre ou esclave²⁹⁶. Le corpus demeure relativement maigre avec ces deux allusions, malgré des thématiques similaires aux deux autres codes germaniques.

D'autre part, la lacune conceptuelle concernant la violence dans la loi salique est comblée par la présence de l'adverbe *violenter* donc violemment, avec violence, voire avec emportement lorsqu'il s'agit de paroles²⁹⁷. Ce terme est malheureusement absent de la *Lex romana burgundionum*, mais compte un bon nombre d'occurrences autant dans la *Lex salica* que dans le *Liber constitutionum*²⁹⁸. Plus important encore, trois des cinq mentions franques se retrouvent dans le *Pactus legis salicae*, c'est-à-

²⁹⁵ « *Quicumque ingenuus ancillae violentiam fecerit* », Titre XXX, *Liber constitutionem*, *op. cit.*, p. 66.

²⁹⁶ Titres VIII et XIX, *Lex romana burgundionum*, *op. cit.*, p. 132 et 142-143.

²⁹⁷ Félix GAFFIOT, *Le Gaffiot...*, *op. cit.*, p. 810.

²⁹⁸ Titres IX : 3, 6, p. 47-49, XIII : 14, p. 63, LXI : 2, p. 226, LXXI : 1, p. 241 et LXXIV, p. 246, *Lex salica*, *op. cit.*; Titres XXV : 1, p. 63, XXVII : 7, p. 65, XLVIII : 1, 4, p. 79 et LXXIX : 2, p. 103, *Liber constitutionum*, *op. cit.*

dire dans la version initiale de la loi salique. Il y a donc une réelle conceptualisation de la violence du côté franc par l'intermédiaire du terme *violenter*.

Les contextes apparentés à cet adverbe révèlent deux idées importantes. Premièrement, l'adverbe *violenter* peut faire référence à des paroles. Ainsi, les insultes doivent être considérées comme de la violence verbale. Cette dernière sera traitée un peu plus loin dans ce chapitre. Enfin, la grande disparité des contextes reliés à *violenter* rend impossible un confinement conceptuel à une seule action. Le vol, le viol, la résistance et même la destruction de biens matériels sont abordés dans les titres traités par l'adverbe *violenter*. Tout au plus, cela nous renseigne sur les catégories d'actions considérées violentes par les rédacteurs contemporains des codes de lois germaniques.

Les termes *violentia* et *violenter* ne sont donc pas spécifiques à un seul contexte. Toutefois, la variété des cas possibles montre que la violence chez les Mérovingiens et les Burgondes pouvait renvoyer à une multitude d'éventualités. L'association fréquente du terme *violentia* à la femme peut-il suggérer que la violence entre hommes était légitime? Peut-on les interpréter dans une optique de genre? Au vu des résultats, il est possible de faire l'hypothèse d'une différenciation sexuée dans l'utilisation du terme *violentia*. Peut-être sera-t-il possible de trouver des confirmations de cette hypothèse dans l'analyse des catégories de la violence. Enfin, la loi tente également d'enrayer les actions violentes par l'imposition de peines. Ces dernières sont parfois, elles aussi, violentes. La prochaine section en présentera le portrait ainsi que les divergences entre les différents codes de lois.

3.2 Les peines violentes

La violence contenue dans chacun des titres de la loi peut revêtir deux aspects. Elle peut représenter le crime lui-même soit l'action répréhensible. Toutefois, elle peut également revêtir la forme de la peine associée à un crime. La violence peut être liée à la fois à l'action réprimandée et à la réprimande. Le pouvoir législatif vise donc à restreindre, voire éliminer certaines formes de violence par l'utilisation à son tour de violence. Trois grandes catégories de peines violentes seront étudiées. En premier lieu, il convient d'observer les épreuves judiciaires qui agissent autant à titre de châtiments que de procédures dans l'obtention de preuves. En second lieu, les supplices corporels forment un regroupement de peines violentes très présentes au sein des législations germaniques. Enfin, la peine capitale représente l'ultime sentence que le pouvoir royal peut ordonner.

3.2.1 Les épreuves judiciaires au sein de la loi

Les épreuves judiciaires ne représentent pas la majorité des peines violentes, mais leur présence est attestée à plusieurs reprises. Elles indiquent la volonté du pouvoir royal à prendre la justice en main. Lorsque les moyens légaux conventionnels (aveux, témoignages ou serments) viennent à être inefficaces, le pouvoir royal, par l'intermédiaire du tribunal public, met en place les ordalies²⁹⁹. Le caractère exceptionnel de cette procédure dans son application spectaculaire et ritualisée force les deux parties en conflit à admettre le jugement qui en découle³⁰⁰. Bien que l'autorité royale ou publique réelle ait souvent été mise en doute, le simple fait d'annoncer le déroulement d'une épreuve judiciaire, comme le souligne Stephen White³⁰¹, a pour conséquence de forcer les adversaires à la négociation.

²⁹⁹ Thomas LIENHARD, « Ordalies et duels judiciaires au haut Moyen Âge (Ve-XIIe siècle) : en quoi croyait-on? », *Bulletin d'information de la Mission historique française en Allemagne*, Vol. 44, 2008, p. 227.

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 215.

³⁰¹ Stephen D. WHITE, « Proposing the Ordeal and avoiding it. Strategy and Power in western French litigation. 1050-1100 » dans *Cultures of Power : Lordship, Status, and Process in Twelfth-Century Europe* éd. Thomas N. BISSON, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1995, p. 89-123.

Effectivement, l'honneur du groupe subissant la défaite lors d'une épreuve judiciaire n'en serait que davantage atteint par rapport à un arrangement mutuel profitable pour tous³⁰².

Dès lors, les épreuves judiciaires revêtent une importance cruciale dans le maintien de la paix collective. Trois types d'épreuves peuvent être répertoriés au sein des codes germaniques étudiés. Il sera d'abord question de l'épreuve judiciaire du sort pour ensuite traiter celle de l'eau bouillante. Enfin, il sera question du duel judiciaire.

3.2.1.2 L'épreuve judiciaire du sort

Le processus judiciaire germanique procède par des preuves orales. Ainsi, les défenseurs et les accusateurs doivent prêter serment afin de renforcer la véracité des faits qu'ils déposeront. De ce fait, le *mallus* peut exiger de faire appel à des co-jureurs (*jurator*) pour consolider le témoignage³⁰³. L'épreuve judiciaire prend tout son sens dans le cas où il n'y a pas suffisamment de co-jureurs. À ce moment, le défenseur doit se soumettre à l'épreuve afin de démontrer son innocence. Dans le cas des esclaves, il a été montré qu'il ne pouvait pas prêter serment. Ainsi, s'ils ne sont pas soumis à la torture, ils doivent réussir une épreuve judiciaire.

La première épreuve judiciaire est celle du sort. En somme, elle s'apparente au jeu de la courte paille. L'accusé doit tirer au sort un objet, un lot. Dépendamment de ce qu'il tire, l'individu est déclaré coupable ou innocent. Généralement, cette forme d'épreuve est réservée aux esclaves³⁰⁴ puisqu'ils ne peuvent pas prêter de serment. Quelles en sont les mentions dans les codes de lois?

Au sein des *leges*, l'épreuve du sort est dénommée par le terme « sort » (*sors*). La loi salique en compte trois mentions : les titres LXXXVI, LXXXVII et CXIII. Les deux derniers traitent d'accusations, pour vol ou pour un crime quelconque, envers un

³⁰² Thomas LIENHARD, « Ordalies et duels judiciaires... », *loc. cit.*, p. 216-217.

³⁰³ Theodore RIVERS, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 16.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 18.

esclave. Immédiatement, ce dernier doit se soumettre à l'épreuve du sort pour prouver son innocence. Cependant, le titre LXXXVI est particulier. Il englobe complètement la hiérarchie sociale des Francs par la dénomination « quiconque » (*quis*). Or, l'épreuve est reliée à des accusations quant à la suspicion envers un individu. Puisqu'il n'y a pas de preuves directes de vol, celui-ci est soumis à l'épreuve du sort afin de déterminer sa culpabilité³⁰⁵. Dans ce cas précis, c'est le soupçon et le doute qui légitiment la prescription de l'épreuve. Il est à noter que les trois références franques de l'épreuve du sort sont présentes dans les *Capitulaire*. Est-ce que cela suggère qu'elle n'était pas usuelle sous Clovis? La question pourra certainement être élucidée lors du traitement de la seconde épreuve judiciaire. Pour le moment, il convient de mentionner son inexistence écrite dans le *Pactus legis salicae*.

Les législations burgondes, quant à elles, sont totalement muettes en ce qui concerne l'épreuve judiciaire du sort. Il est difficile de statuer sur l'absence totale d'une telle pratique chez les Burgondes. Toutefois, les législateurs n'ont pas cru bon de l'incorporer dans l'élaboration du code écrit même si elle était utilisée. Il s'agit tout de même d'une procédure judiciaire visant à démontrer la culpabilité d'un individu. L'analyse d'un corpus beaucoup plus large serait nécessaire pour conclure à son absence réelle chez les Burgondes.

Vraisemblablement, l'épreuve du sort semble être une spécificité judiciaire franque. Qui plus est, elle est une pratique légale qui apparaît tardivement. Les codes de lois germaniques tendent à montrer que l'épreuve judiciaire du sort a été une addition aux pratiques courantes. Au tournant du VI^e siècle, au moment de la rédaction du *Pactus legis salicae* et du *Liber constitutionum*, le *sors* ne semble pas avoir été pratiqué. L'étude de la prochaine épreuve judiciaire pourra indiquer s'il s'agit d'une tendance dans l'utilisation générale des ordalies ou d'une spécificité propre à celle du sort.

³⁰⁵ Titre LXXXVI, *Pactus legis salicae*, *op. cit.*, p. 251.

3.2.1.3 L'épreuve judiciaire de l'eau bouillante

La seconde épreuve judiciaire est celle de l'eau bouillante. Cette épreuve fait partie des ordalies dites du « feu » très populaires durant l'Empire romain³⁰⁶. Il n'y a donc absolument rien de proprement germanique dans cette pratique qui est souvent associée à la peine de mort. Or, l'utilisation qu'en font les Francs marque une innovation quant à la promotion juridique de cette épreuve admise par tous, mais normalement gardée discrète³⁰⁷. Elle consiste à sortir une roche du fond d'une marmite remplie d'eau bouillante. Évidemment, les mains subissent des blessures. C'est précisément par ces blessures que l'épreuve survient. Une guérison des plaies signifie l'innocence, alors que la culpabilité est confirmée par des lésions qui ne guérissent pas³⁰⁸. Les codes de lois désignent cette épreuve par le terme *inimum*³⁰⁹. Quelle est sa fréquence et son contexte d'utilisation dans les codes de lois germaniques?

La *Lex salica* présente six titres où l'épreuve de l'eau bouillante est utilisée. Il est possible de noter une évolution du terme à travers le temps. Tous les titres qui mentionnent l'épreuve de l'eau bouillante au sein du *Pactus legis salicae* utilisent la forme *inimum*³¹⁰. Les *Capitulaire*, quant à eux, utilisent la forme *ineum*³¹¹. Du moins, il s'agit là des formes canoniques puisque dès le titre LIII il est possible d'observer plusieurs variantes au sein des manuscrits³¹². Elles reprennent l'ensemble des variations notées par Jan Frederik Niermeyer. Toutefois, l'évolution du terme ou ses variations ne remettent pas en question son sens.

³⁰⁶ François BOUGARD, « Le feu de la justice et le feu de l'épreuve, I^{er}-XII^e siècle » dans *Il fuoco Nell'alto Medioevo. Spoleto, 12-17 aprile 2012*, Spoleto, 2013, p. 393.

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 408.

³⁰⁸ Theodore RIVERS, *The Laws of the Salians...*, *op. cit.*, p. 18.

³⁰⁹ Jan Frederik NIERMEYER dans son *Mediae latinitatis lexicon minus* expose plusieurs variations du terme *ineum* : *ineum*, *inimum*, *igneum*, *hineum*, *hinium* et *enea*. Dans le cas présent, les variantes *ineum* et *inimum* sont répertoriées dans la loi salique.

³¹⁰ Titres XIV, XVI et LIII, *Pactus legis salicae*, *op. cit.*

³¹¹ Titres LXXXI et CXXXII, *ibid.*

³¹² Elles reprennent l'ensemble des variations notées par Jan Frederik Niermeyer dans son *Mediae latinitatis lexicon minus*, voir note *supra* 314.

Le titre CXX exige des précisions par sa différenciation. Il n'utilise aucune des références que Jan Frederik Niermeyer répertorie, mais le contexte fait clairement état d'une épreuve de l'eau bouillante. La dénomination utilisée est *calida*³¹³ ce qui signifie littéralement « eau chaude ». La singularité de ce titre réside dans l'instance qui lance le défi. Il ne s'agit pas du *mallus*, mais d'un individu dont le statut n'est pas mentionné (*quis*). Cela semble indiquer que quiconque peut lancer le défi de l'eau bouillante contre un adversaire. Toutefois, la loi prévoit une restriction nécessaire : le roi doit avoir donné son approbation au défi³¹⁴. Dans le cas contraire, une amende de 15 *solidi* est prescrite.

Contrairement à l'épreuve du sort, l'épreuve de l'eau bouillante est présente dès la première rédaction de la loi salique. De plus, elle n'est pas spécifique à un statut social puisque les libres peuvent y être soumis. D'ailleurs, elle est généralement accompagnée d'une contre-mesure permettant l'annulation de l'épreuve : le serment. En réalité, l'épreuve a lieu dans le cas où l'accusé ne peut pas fournir le nombre de co-jureurs requis. La dynamique du serment est très importante dans le processus juridique germanique. La preuve réside dans le titre CXXXII de la *Lex salica* qui traite des faux-témoignages. Il est possible d'en accuser le défenseur et ses co-jureurs. Dans ce cas, celui qui accuse doit lui-même se soumettre à l'épreuve judiciaire de l'eau bouillante. Par ce mécanisme, la loi empêche quiconque d'accuser sans conviction de faux-témoignage. En est-il ainsi chez les Burgondes?

Malheureusement, le *Liber constitutionem* ne mentionne à aucun moment l'épreuve de l'eau bouillante. Il est donc nécessaire de procéder autrement. Ainsi, l'article 2 du titre VIII fait mention d'un jugement de Dieu³¹⁵ lors d'un cas où les serments sont refusés par la partie adverse. Ce type de jugement renvoie à une ordalie

³¹³ Titre CXX « *ad calidam* », *Lex salica*, *op. cit.*, p. 264. Le terme *calida* renvoie techniquement à l'adjectif « chaud ». Toutefois, Félix GAFFIOT dans son dictionnaire renvoie ce terme à *calda*, qui lui définit « eau chaude ». Félix GAFFIOT, *Gaffiot de poche...*, *op. cit.*, p. 103.

³¹⁴ Titre CXX « *praeter eusionem dominicam* », *Lex salica*, *op. cit.*, p. 264.

³¹⁵ « *Dei iudicio* », Titre VIII : 2, *Liber constitutionem*, *op. cit.*, p. 49.

pouvant être assimilée à une épreuve judiciaire³¹⁶. Aucune précision n'est donnée quant à la nature de l'épreuve. L'analyse précédente a montré que l'épreuve du sort n'était pas pratiquée chez les Burgondes. Malgré cela, les types d'épreuves demeurent nombreux³¹⁷. L'analyse du duel judiciaire pourra possiblement nous renseigner sur le type d'épreuve utilisée en Burgondie.

Enfin, la *Lex romana burgundionum* ne mentionne aucune référence à un quelconque type d'épreuve. Selon cette législation, les populations romaines de Burgondie ne semblent pas utiliser les épreuves judiciaires afin de déterminer la culpabilité de l'accusé. Il est admis que les ordalies ne sont pas originaires d'un système religieux pré-chrétien, mais que leur arrivée en Europe occidentale soit d'influence germanique³¹⁸. Cela s'accorde avec les représentations des ordalies dans chacun des codes de lois. Pourtant, François Bougard montre que l'Empire romain tardif use largement des épreuves du feu pour châtier³¹⁹. À cette époque, l'influence germanique est déjà parvenue à Rome. La réutilisation des épreuves semble subir un décalage entre son application romaine et germanique. Rome châtie et condamne par le feu, alors que les Germaniques déterminent la culpabilité par l'épreuve du feu d'où un jugement divin émanera.

Une dernière remarque : qui dirige et sanctionne les épreuves judiciaires autant du sort que de l'eau bouillante? Hormis un seul cas mentionné pour la loi salique, toutes les épreuves sont dirigées et sanctionnées par le pouvoir législatif franc à travers la personne du juge. Il s'agit de sentences énoncées contre un crime punissable par les lois germaniques. Le titre CXX de la *Lex salica* fait exception : l'épreuve de l'eau bouillante y apparaît comme un défi lancé d'un individu à un autre. Cependant, cette possibilité n'est envisageable que par une sanction royale.

³¹⁶ Thomas LIENHARD, « Ordalies et duels judiciaires... », *loc. cit.*, p. 211.

³¹⁷ Effectivement, Thomas LIENHARD dans son analyse des ordalies montre que ces dernières peuvent revêtir plusieurs formes : marcher sur des objets brûlants, plonger les bras dans une marmite d'eau bouillante, porter un métal rougi au feu, se voir jeter dans l'eau froide, lever ses bras pour former une croix et tenir plus longtemps que son adversaire, etc. dans *ibid.*, p. 214.

³¹⁸ *Ibid.*, p. 212.

³¹⁹ François BOUGARD, « Le feu de la justice... », *loc. cit.*, p. 389 et 393.

Autrement, l'acte du défi est répréhensible par la loi. Le roi représente la figure suprême de la loi germanique. Ainsi, même cet article demeure sanctionné et dirigé par le pouvoir judiciaire franc.

L'utilisation de l'épreuve de l'eau bouillante est tout aussi nuancée que celle du sort. Les Francs, indéniablement, la pratiquent, alors que les Burgondes ne semblent pas recourir aux épreuves judiciaires. Pourtant, l'on retrouve la dénomination *Dei iudicio* au sein des textes burgondes qui semble indiquer le contraire. Il reste à cerner quelle épreuve pourrait figurer comme jugement de Dieu chez les Burgondes. La réponse réside potentiellement dans le duel judiciaire.

3.2.1.4 Le duel judiciaire

La troisième forme d'épreuve judiciaire retracée dans les codes de lois germaniques étudiés est le duel judiciaire. Sa présence est attestée dans la loi ripuaire qui reprend en bonne partie les titres de la loi salique. Or, le combat judiciaire n'est nullement mentionné dans la *Lex salica* pour Theodore Rivers qui insiste pourtant sur le fait que Grégoire de Tours³²⁰ le mentionne³²¹. Il est donc plausible qu'il ait été en vigueur dans le royaume franc. Cela conforte également la distorsion entre la réalité judiciaire quotidienne et la tradition légale écrite. Le mode de fonctionnement du duel judiciaire est similaire aux deux autres types d'épreuves sanctionnées par les juges germaniques. C'est-à-dire qu'il agit lorsque les serments ou les témoignages sont mis en doute.

Le duel a lieu devant les juges afin de contrôler la conformité du déroulement. Il n'est pas spécifié si le perdant du combat doit être mis à mort. Malgré une possibilité d'écart entre les aptitudes guerrières des deux parties, c'est l'expression de la faveur divine qui détermine la vérité³²². Il est facilement imaginable que l'issue du duel se termine par la mort de l'un des deux champions. Enfin, la responsabilité des

³²⁰ Dans ses livres VII, 14 et X, 10. Theodore RIVERS, *The Laws of the Salian...*, op. cit., p. 18.

³²¹ *Ibid.*, p. 18.

³²² *Ibid.*, p. 18.

juges consiste à faire accepter la sentence contre la partie défaite. Dans le cas où elle la refuserait, le sentencié subit la colère royale par sa sortie de la loi ainsi que la confiscation de ses possessions par le roi³²³. La présence royale est donc primordiale lors d'un combat judiciaire. De plus, l'application de cette ordalie implique un pouvoir royal assez puissant pour imposer cette sanction. Les lois ont-elles laissé des traces de cette épreuve?

Le combat judiciaire est répertorié une seule fois dans l'ensemble des codes de lois : au titre LXXX du *Liber constitutionum*. Pourtant, il n'y a pas de terme précis pour le définir. L'article 2 fait mention d'une cause décidée par un combat et la faveur divine³²⁴. Puisque l'issue du combat est déterminée par la justice divine, il doit s'agir d'un combat judiciaire. Par ailleurs, le titre agit comme une rectification de la loi par rapport aux faux serments. « *De ceux qui produisent de faux serments ou de fausses accusations*³²⁵ » indique une préoccupation pour les législateurs. À la lecture des articles 1 et 2 de ce titre, le combat judiciaire pouvait être une issue afin de départager les cas. Malgré un jugement issu de la faveur divine, les aptitudes guerrières peuvent créer un déséquilibre lors de l'épreuve. Visiblement conscient de cette possibilité, le corps des juristes burgonde tend à rééquilibrer la législation en imposant une amende aux jureurs. C'est-à-dire que le groupe ou la famille accusé ne puisse pas être déculpabilisé par la mort d'une seule personne³²⁶. Les Burgondes pratiquent donc bel et bien un type d'ordalie : le duel judiciaire.

De plus, le titre burgonde est explicite sur le sort du perdant. Il est impossible de tous les disculper par la mort d'un seul. Cette disposition implique que le duel judiciaire requiert la mort de l'un des deux participants. Certes, il s'agit de déterminer la culpabilité des deux parties. Toutefois, les implications d'un combat à l'issue mortelle sont plus graves que toute autre épreuve judiciaire. Une fois la mort

³²³ *Ibid.*, p. 18.

³²⁴ « *si ad conflictum causae discenderit et divino iudicio* », titre LXXX, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 104.

³²⁵ « *De testibus falsa referentibus et calumniantibus* », *ibid.*, p. 104.

³²⁶ « *Nec multorum male referentium crimen credatur unius exitu expiari* », *ibid.*, p. 105.

survenue, l'affaire n'est pas quitte, l'épreuve a simplement démontré laquelle des deux parties était coupable. En plus d'avoir perdu un membre de leur parentèle, le groupe défait doit composer la peine imposée. Le combat judiciaire représente donc un risque assez élevé de perte pour l'une des deux parentèles. De plus, si des faux serments sont en cause et qu'il a été établi qu'il en était ainsi, les co-jureurs doivent également payer une composition. Dans cet ordre d'idées, seules les familles les plus puissantes pouvaient sans doute se permettre de tels risques. De plus, la mise à mort publique d'un adversaire, devant les juges et surtout le roi, devait être comprise comme une démonstration de la puissance et de l'honneur de ces deux parties.

Si les Burgondes ont été assez clairs dans l'explicitation du concept de combat judiciaire, les Francs ont été beaucoup plus timides et ambigus. Effectivement, le titre CXXXI semble traiter du duel judiciaire. D'abord, le contexte est exactement le même, soit une accusation de parjure. Toutefois, contrairement aux Burgondes, le combat a lieu seulement si l'accusation ne peut être prouvée. Dans ce cas, celui qui accuse doit payer, dans un premier temps, 15 *solidi* et peut, s'il l'ose, combattre par la suite³²⁷. La similarité des contextes et l'évidence même d'une possibilité de combat indique clairement qu'il s'agit d'un combat judiciaire. De plus, il s'agit d'un ajout assez tardif dans le *capitulaire V*. Or, ce titre reprend exactement les mêmes termes que l'article 2 du titre XLVIII sans la portion du combat. Faisant partie du *Pactus original*, la reprise du titre XLVIII dans un *Capitulaire* au titre CXXXI indique que les faux témoignages et/ou serments sont une préoccupation durant tout le VI^e siècle. De surcroît, l'addition de la possibilité du combat ajoute, comme nous l'avons montré chez les Burgondes, une perte additionnelle pour la partie perdante. Ainsi, le duel judiciaire doit être compris en termes de durcissement de la loi chez les Francs.

Autant les Burgondes que les Francs ont inséré le combat judiciaire dans leur codification légale. Toutefois, pour les premiers, il s'agit avant tout de rectifier une faille légale par rapport aux faux serments. D'ailleurs, le durcissement opéré par les

³²⁷ « *si ausus fuerit, pugnet* », Titre CXXXI, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 266.

Francs démontre également une certaine rectification par rapport à une loi antérieure et potentiellement devenue problématique ou désuète. Ainsi, la présence de cette troisième épreuve judiciaire n'est qu'indirecte. Pouvons-nous conclure que cette dernière est davantage un pendant de la loi coutumière puisqu'elle est minimalement attestée? Les indications semblent abonder dans ce sens. Cependant, bien que timidement, le combat judiciaire est bel et bien représenté chez les deux peuples germaniques dans des conditions similaires. À l'inverse, l'absence totale des épreuves, y compris du combat judiciaire, dans la législation romano-burgonde tend à faire croire qu'il s'agit de modalités propres aux peuples germaniques.

Pour conclure, les ordalies sont clairement présentes chez les Francs et les Burgondes. Si leur représentation est très inégale selon l'épreuve judiciaire choisie, le but de leur utilisation demeure le même pour les trois types d'ordalies, peu importe le peuple : obtenir la vérité lors des témoignages. D'ailleurs, le faux serment, un problème central au cœur des préoccupations des autorités législatives entourant les épreuves judiciaires, sert avant tout à prouver l'innocence de l'individu ou de la partie.

L'épreuve du sort est uniquement identifiable chez les Francs et à un moment tardif. Elle vise précisément les esclaves. Elle semble être une option développée afin d'obtenir un verdict de culpabilité servile possiblement comme alternative à l'utilisation de la torture. D'ailleurs, il s'agit de la seule épreuve sans caractère violent. S'agit-il d'une solution afin d'épargner physiquement les esclaves? Par ailleurs, l'épreuve judiciaire de l'eau bouillante est présente uniquement chez les Francs. Par contre, elle vise également les strates libres de la société franque. Tous peuvent être soumis à cette épreuve, libre comme esclave. Le duel judiciaire est la seule épreuve à être clairement attestée chez les Burgondes, alors que sa présence

n'est qu'indirecte chez les Francs. Enfin, la pratique des épreuves judiciaires semble être une caractéristique germanique.

L'ensemble des épreuves judiciaires montre l'importance du pouvoir royal. Elles sont sanctionnées et supervisées par un juge ou le roi en personne. De plus, les ordalies sont un moyen indirect de la royauté à imposer son autorité. Ce sont les dieux, éventuellement Dieu, qui tranchent en faveur d'une partie, de sorte qu'il est possible d'associer la présence royale à la pratique d'une médiation entre les deux parties, mais également entre les décisions divines dont il est le pont terrestre. Le roi, de par sa position politique, impose le respect et incite à un règlement pacifique du conflit³²⁸. En somme, les épreuves judiciaires offrent une alternative convenable pour toutes les parties, servile ou aristocratique, alors que le roi peine à faire respecter son pouvoir de manière incontestable. Bien qu'il s'agisse de peines violentes, elles sont utilisées seulement lorsque le cas ne peut être réglé par les voies normales de la justice. La prochaine section portera précisément sur les peines violentes plus usuelles dans les codes germaniques.

3.2.2 Les peines corporelles

Les procédures juridiques utilisent des supplices corporels afin de déterminer la culpabilité des individus. Dès lors, il semble normal de retrouver des peines corporelles pour certains crimes. Il importe dans cette démonstration de relever la distinction éventuelle dans l'application, voire du destinataire de ces peines chez les Francs et les Burgondes. Les différentes peines corporelles sont-elles toutes présentes chez les deux peuples, ou bien spécifiques à l'un des deux? Peut-on cibler un groupe d'individu soumis à ces sentences? Quels sont les motifs pour lesquels l'on condamne à un châtiment corporel?

Pour traiter ces questions en détail, cinq catégories de peines ont été identifiées. D'abord, il sera question de la torture. La flagellation, suivi de la

³²⁸ Gerd ALTHOFF, « The Rules of Conflict... », *loc.cit.*, p. 320.

fustigation seront traités succinctement par la suite. Bien qu'elles soient semblables, l'utilisation d'un instrument différent nécessite une analyse distincte. Par la suite, l'analyse portera sur le châtiment de l'ablation d'un membre pour ensuite terminer avec la peine de la castration.

3.2.2.1 La torture

La torture est bien présente dans les différents codes de lois germaniques et revêtent plusieurs formes. Pourquoi doit-on l'inclure parmi les épreuves judiciaires? Tout simplement parce que la torture est soumise aux mêmes modalités d'application que les épreuves judiciaires. C'est-à-dire qu'elle est ordonnée, établie et appliquée par le *mallus*. C'est le juge et seulement lui qui soumet l'individu aux supplices. De plus, tout comme les épreuves judiciaires, c'est le juge qui définit les limites dans lesquelles la torture doit être appliquée. Toutefois, comment la désigne-t-on? Quel est le vocabulaire utilisé pour la représenter?

Au sein du *Pactus legis salicae*, l'action de torturer est dénommée uniquement par le verbe *torquere*³²⁹. La torture en soi est désignée par deux termes distincts : *cruciatu*s et *supplicium*. Si la définition du mot *supplicium* renvoie à des supplices corporels, son contexte renvoie plutôt à la torture. Le titre XL³³⁰ traite des esclaves accusés de vol. Pour obtenir des aveux, l'esclave est installé sur un chevalet afin d'y être fouetté. Son maître peut racheter son dos seulement dans le cas où il confesse son crime. La notion de rachat d'une peine n'est pas exceptionnelle au sein des codes germaniques. Elle l'est davantage lorsqu'il est question d'un esclave. Habituellement, il s'agit d'un privilège dont les individus libres peuvent se prévaloir. Il est à noter que dans les cas serviles, la possibilité de rachat est à la seule discrétion du maître. Dans ce cas-ci, la torture sert uniquement à recueillir des informations pour condamner et/ou valider les accusations du vol. Il n'y a qu'une seule référence directe à la torture

³²⁹ Titre XL : 2, 4, *Pactus legis salicae*, *op. cit.*, p. 145-146.

³³⁰ Titre XL. *Si seruus in furtum fuerit inculpatus*, *ibid.*, p. 145-154.

par l'intermédiaire du terme *cruciatus* au titre LXLVIII³³¹. Il est à noter qu'elle se retrouve dans une addition tardive à la loi salique soit le *Capitulare III*. Si une femme libre s'unit dans les liens du mariage avec un de ses esclaves et qu'elle se fait tuer par sa parentèle, l'esclave doit être soumis à la torture. Cependant, la loi est plus précise spécifiant « sous la torture la plus sévère qui soit, c'est-à-dire le supplice de la roue »³³².

Par ce titre, il est explicite qu'une hiérarchisation des supplices existe chez les Francs et qu'au sommet de celle-ci se retrouve le supplice de la roue. Celle-ci consiste à lentement briser tous les os du corps du supplicié. Le contexte de son application n'est pas anodin. D'abord, la loi ne prévoit aucune viabilité à cette union puisque si la parenté ne tue pas elle-même la femme, tous ses biens sont confisqués et elle est retirée de la loi (*aspellis faciat*)³³³. La gravité de ces peines, l'exclusion légale de la femme et le supplice de la roue pour l'esclave, est motivée par l'écart entre la condition de la femme et du mari, ici un esclave³³⁴. Ce mariage est synonyme de transgression sociale dont le caractère intolérable est autant mis à jour par la famille immédiate de la femme que la loi. La législation promeut un idéal matrimonial basé sur le mariage entre égaux négocié à l'avance entre les familles pour former une alliance. La femme possède donc un capital symbolique très important³³⁵. L'affront subit socialement par la famille permet également de croire à une action directe de la parentèle sans nécessairement passer par le tribunal public et la loi.

Quelles sont les autres allusions à la torture? La fustigation et la flagellation sont des supplices corporels attestés, mais ils seront tous deux traités ultérieurement

³³¹ Titre LXLVIII, *ibid.*, p. 255.

³³² « *Servus ille pessima (c) ruciatu ponatur, hoc est <ut> in rota mittatur* », titre LXLVIII, *ibid.*, p. 255.

³³³ Titre LXLVIII : 1, *ibid.*, p. 255.

³³⁴ Sylvie JOYE, *La femme ravie. Le mariage par rapt dans les sociétés occidentales du haut Moyen Âge*, Turnhout, Brepols, 2012, p. 158.

³³⁵ Janet NELSON et Alice RIO, « Women and Laws in Early Medieval Europe » dans *The Oxford Handbook of Women and Gender in Medieval Europe* éd. Judith M. BENNETT et Ruth MAZO KARRAS, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 108.

dans cette section. Autrement, l'article 6 du titre XL de la loi salique émet des prescriptions à l'attention du bourreau. Ce dernier doit préparer des tiges (*virga*) dont le diamètre doit être semblable au petit doigt (*magnitudinem minoris digiti*), ainsi qu'un banc (*scamnum*) pour y attacher l'esclave³³⁶. Aucune autre référence à des méthodes de torture n'apparaît dans les trois codes de lois. Ces descriptions font de la loi salique le témoignage le plus volubile quant aux moyens et aux procédures d'une séance de torture.

Du côté burgonde, les références au terme *supplicium*³³⁷ ne renvoient nullement à la torture. Il est utilisé dans son contexte originel de châtiment. Il s'agit d'une peine et non pas d'une procédure pour obtenir des aveux. Les Burgondes utilisent plutôt le terme *tormentum*³³⁸ pour désigner directement la torture dans les articles lorsqu'il est question de l'obtention d'aveux. Quant à la législation romaine burgonde, quel vocabulaire est utilisé pour exprimer la torture?

Le terme *supplicium* est effectivement présent. Son utilisation n'est pourtant pas unanime. Dans la majorité des cas, c'est-à-dire 83% du temps, *supplicium* renvoie à un châtiment imposé par le juge³³⁹. Il n'y a qu'une seule référence du terme *supplicium* qui sous-entend une torture. L'article 3 du titre VII spécifie clairement qu'il est possible de soumettre l'esclave aux supplices afin de chercher la vérité³⁴⁰. Contrairement au *Pactus legis salicae* et au *Liber constitutionum*, aucun autre terme n'est employé pour désigner la torture. Sur l'ensemble du code, il n'y a qu'une seule référence à la torture et son destinataire est un esclave.

Il y a donc une distinction majeure au niveau du vocabulaire entre les Francs et les Burgondes. Toutefois, les trois législations visent le même destinataire : l'esclave. Seul le *servus* est soumis à la torture afin d'obtenir des aveux. Cela n'est pas surprenant puisque la torture est une peine dégradante et humiliante. Dans cette

³³⁶ Titre XL, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 149.

³³⁷ Titres XXXV et LXX dans *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 68-69 et 96.

³³⁸ Titres VII, XXXIX et LXXVII, *ibid.*, p. 48, 71 et 101.

³³⁹ Titres VI, VII, XII, XVIII et XIX dans *Lex romana burgundionum*, *op. cit.*

³⁴⁰ « *suppliciis ordinem veritatis inquirat* », *ibid.*, p. 130.

optique, elle est réservée à la couche inférieure de la société soit les esclaves³⁴¹. De plus, aucune valeur n'est accordée à la parole d'un esclave qui ne peut en aucun cas prêter serment³⁴². Ainsi, le supplice corporel pour obtenir des aveux d'un esclave, c'est-à-dire la torture, apparaît comme une solution appropriée à son rang. Malgré tout, les supplices ont leurs propres limites. Sous une souffrance atroce, le supplicié, libre ou servile, pourrait mentir afin de mettre un terme à la torture. Enfin, elle n'est pas exclusivement réservée aux esclaves. Dans certains cas exceptionnels, les hommes libres peuvent y être soumis : habituellement dans les cas de crimes majeurs, souvent de lèse-majesté³⁴³. Autrement, les hommes libres sont contraints aux épreuves judiciaires.

3.2.2.2 La flagellation

Pour débiter, la flagellation occupe une place importante dans les peines violentes imposées par les codes germaniques. Néanmoins, est-il possible de dégager une pratique spécifique à un groupe social particulier? Si oui, quelles en sont les raisons? Encore une fois, cette peine est-elle pratiquée et appliquée de la même manière que l'on soit chez les Francs, les Burgondes ou même les Romains?

En premier lieu, il convient de circonscrire le vocabulaire utilisé. Le fouet est désigné en latin par le terme *flagellum*. Il se retrouve majoritairement au sein de la *Lex salica*, même s'il est possible de noter une unique désignation dans le *Liber constitutionum*. D'ailleurs, cette mention est générale puisqu'elle fait partie d'un regroupement à l'intérieur d'un titre : « *De ceux qu'on fouette, fustige, frappe avec le talon ou le poing*³⁴⁴ ». Les peines de l'article demeurent ambiguës. Lorsqu'un individu frappe la victime, alors qu'il n'est pas spécifié avec quoi il la frappe, il paie

³⁴¹ Bruno DUMÉZIL, « Faire honte dans les sources... », *loc. cit.*, p. 58.

³⁴² Theodore RIVERS, *Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 18.

³⁴³ Guillaume FLAMERIE DE LACHAPELLE, *Torture à l'Antique. Supplices, peines et châtiments en Grèce et à Rome*, Paris, Belles Lettres, 2013, p. 15.

³⁴⁴ « *De his, qui flagello, fuste, calce vel pugno percutiunt* », Titre V, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 45.

une composition ou reçoit un certain nombre de coups s'il s'agit d'un esclave³⁴⁵. Le titre se veut donc une prescription générale pour encadrer les rixes à l'arme blanche entre deux individus. Il est important de noter que seul l'esclave est puni physiquement pour avoir frappé un autre individu. La peine semble donc être avant tout servile. La situation est-elle différente chez les Francs?

La loi salique offre quatre titres³⁴⁶ où la flagellation est présente. Dans tous les cas, sans exceptions, ce sont des esclaves qui subissent le châtiment de la flagellation. Cet élément vient renforcer l'hypothèse selon laquelle le fouet était réservé aux esclaves. En somme, deux types d'offenses méritent le fouet chez les Saliens : le vol et la fornication avec l'esclave d'un autre maître. Les peines varient de 120 à 300 coups de fouet. Cependant, comme l'article 4 du titre XL le montre, la flagellation peut servir de torture afin d'obtenir des aveux. Dans ce cas-ci, le *servus* est soumis à 120 coups de fouet.

Chez les Francs, la flagellation semble être la norme en matière de châtiments corporels chez les *servus*. Difficile d'en dire autant des Burgondes dont les articles se font très discrets sur l'emploi d'une telle peine. Quant aux populations gallo-romaines, il n'y a aucune mention de l'utilisation d'un fouet dans aucun des titres de la *Lex romana burgundionum*. Du moins, lors de la codification de la loi romano-burgonde, les législateurs n'ont pas cru nécessaire d'y insérer les références. Est-ce que cette absence trahit une pratique usuelle dont la banalité, celle de fouetter ses esclaves, ne valait pas la peine d'y porter une attention particulière au niveau juridique? Quoiqu'il en soit, le corpus juridique demeure muet au sujet de la flagellation.

Contrairement aux Francs, les Burgondes ne semblent pas utiliser le fouet afin de punir leurs esclaves. Il serait erroné de croire que les esclaves burgondes n'étaient pas châtiés lorsqu'ils commettaient un crime. Les peuples germaniques sont esclavagistes au même titre que les Romains. C'est probablement dans un autre type

³⁴⁵ Titre V : 6, *ibid.*, p. 46.

³⁴⁶ Titres XII, XXV, XL et LXXXII, *Lex salica*, *op. cit.*

de peine qu'il faut chercher le châtiment corporel burgonde par excellence : la fustigation.

3.2.2.3 La fustigation

Parallèlement à la flagellation, un autre type de peine violente est présente dans les codes de lois : la fustigation. Elle consiste à battre l'accusé reconnu coupable avec une verge (*virga*) ou un simple bâton (*fustis*). Est-ce une peine uniquement servile comme la flagellation? Est-elle spécifique aux Francs ou les Burgondes l'utilisent également? Voilà toutes des questions auxquelles la présente partie devra répondre.

Contrairement à la flagellation, le terme *virga* renvoie à une référence unique au sein du *Pactus legis salicae*. L'article 6 du titre XL traite d'un esclave qui doit être mené à la torture afin de recueillir des aveux. Cette dernière s'exerce par des tiges (*virga*) de la grosseur du petit doigt. De même que la flagellation, la fustigation n'est pas une peine violente, mais un moyen de torture afin d'obtenir un verdict. Évidemment, l'application de la torture est normalement réservée aux esclaves, comme cet article le précise. Pour ce qui est de la dénomination de *fustis*, elle n'est pas employée non plus dans le cadre d'une peine violente. L'article 8 du titre XVII fait mention d'un homme libre qui en frappe un autre avec un bâton (*fustis*). Une amende de 3 *solidi* est imposée pour chacun des coups portés. Certes, il s'agit de l'action de fustiger un individu, mais il s'agit du crime et non pas de la sentence. Cette fustigation n'est en aucun cas le fait d'une autorité législative. Le cas franc est donc bien peu loquace par rapport à cette peine.

L'exemple burgonde est beaucoup plus éloquent. D'abord, le verbe *fustigo* est utilisé dans quatre titres différents³⁴⁷. Dans tous les cas, bien que les contextes diffèrent, de l'hospitalité refusée à un étranger au simple larcin d'une cloche pour les vaches, l'implication du verbe *fustigare* est servile. L'homme libre, quant à lui, est soumis à une peine pécuniaire, alors que l'esclave est soumis à la fustigation. Cette

³⁴⁷ Titres IV : 5, 7; XXVIII : 2; XXXVIII : 8, 10; LXXXIII : 3, *Liber constitutionum*, op. cit.

dernière reprend la même fonction que la flagellation chez les Francs. Il est également possible de retrouver des peines sous la dénomination de coups (*ictus*) de bâton (*fustis*).

Les 19 titres³⁴⁸ où il est possible de retrouver une peine violente par fustigation indiquent clairement une préférence pour l'utilisation de cette modalité punitive chez les Burgondes. Reste désormais à savoir s'il s'agit d'une peine uniquement servile? Dans tous les cas, sans exceptions, la fustigation est une peine associée à un crime commis par un esclave. Non pas qu'ils soient les seuls à commettre ces méfaits, mais les individus de statut libre ou semi-libre doivent se soumettre à une autre peine, généralement pécuniaire. Il existe un dernier exemple de fustigation où le terme employé diffère. L'article 1 du titre LXX utilise le terme *fustuarium* pour désigner le supplice de la bastonnade ou du bâton³⁴⁹. Sans surprise, la fustigation est une peine uniquement servile. Est-il possible de circonscrire quelques contextes où cette peine est employée? Il s'agit autant de vols, d'humiliation publique que de violences commises à l'endroit de libres hommes ou femmes. De surcroît, il est également impossible d'établir un genre à la fustigation. Le terme *servus* est toujours utilisé sans préciser s'il s'agit d'un homme ou d'une femme esclave. Ainsi, la fustigation semble être la peine normative pour corriger un esclave.

La loi romaine burgonde compte également trois mentions à la fustigation. Elles reprennent toutes l'expression *fustuario supplicio*³⁵⁰. Il n'est pas aussi aisé d'attribuer la fustigation gallo-romaine aux seuls esclaves. D'abord, le titre VI désigne un *actor*, c'est-à-dire un exécuter, voire un intendant. Il n'est pas clairement défini que l'intendant soit exclusivement de statut servile. De surcroît, le titre XII fait mention d'un *colonus*. Le colon n'est probablement pas libre, mais certainement plus avantagé juridiquement que l'esclave. Ainsi, la législation pour les Gallo-romains est

³⁴⁸ Titres IV : 4, 6; V : 6; VI : 10; XV : 2; XVII : 5; XXIII : 1; XXV : 2; XXVII : 1, 5, 9; XXX : 2; XXXII : 4; XXXIII : 4; XXXIX : 3, 5; LXIII; LXXIII : 2; LXXXIX : 5; XCI; XCII : 6; XCIV : 2; CIII : 3, 5, *ibid.*

³⁴⁹ Titre LXX : 1 « *fustuario supplicio* », *ibid.*, p. 96.

³⁵⁰ Titres VI : 4; XII : 2; XIX : 3, *ibid.*

beaucoup plus nuancée et ne dépeint pas la fustigation comme une peine strictement servile.

Malgré les dernières affirmations concernant la fustigation chez les Gallo-romains celle-ci demeure majoritairement une peine servile au même titre que la flagellation. Notre analyse a également montré qu'elle était répandue autant chez les Francs que chez les Burgondes. Toutefois, la proportion d'utilisation de la fustigation chez ces derniers nous oblige d'admettre une quasi-exclusivité dans le châtiment des esclaves. Pour le moment, les *servus* semblent être les seuls individus au sein des royaumes germaniques à recevoir des peines corporelles. La prochaine section tentera de montrer, s'il y a lieu, quelles peines corporelles peuvent être infligées aux libres.

3.2.2.4 L'ablation d'un membre

Certaines lois condamnent l'accusé à l'ablation d'un membre. Encore une fois, il sera important de vérifier à quel groupe social cette peine est appliquée. On a vu jusqu'ici que les peines corporelles sont généralement réservées aux esclaves. Il s'agit d'une peine peu commune, mais qui se retrouve malgré tout autant chez les Francs que chez les Burgondes.

Ainsi, la loi salique compte une seule référence à ce genre de peine à l'article 3 du titre CIV. Si un esclave frappe ou tire les cheveux d'une femme libre, il est condamné à perdre sa main³⁵¹. Cependant, la loi ajoute qu'il est possible de racheter sa main pour cinq *solidi*. Il n'est toutefois pas spécifié si l'esclave doit le payer lui-même ou si le maître peut le faire à sa place. Comme Sylvie Joye le spécifie bien, l'esclave, techniquement, ne fait qu'obéir à son maître qui doit assumer la composition³⁵². Bien qu'il s'agisse d'un unique exemple et d'un ajout très tardif à la loi, l'ablation de la main chez les Francs semble être une peine servile. De plus, cette législation tente de confirmer et de protéger le statut de libre chez les femmes. La

³⁵¹ « *manum <suam> perdat* », titre CIV : 3, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 260.

³⁵² Sylvie JOYE, *La femme ravie...*, *op. cit.*, p. 117.

transgression physique par un individu d'état servile envers une libre mérite une sanction qui frappe l'imaginaire. Qu'en est-il chez les Burgondes?

L'ablation d'une main est loin d'être une peine aussi extraordinaire chez les Burgondes que chez les Francs. Pas moins de quatre articles imposent ce châtement³⁵³. La perte d'une dent chez un homme libre par un coup de poing volontaire d'un esclave est châtiée par la perte de sa main³⁵⁴. Est-ce vraiment la perte de la dent qui est punie ou bien l'atteinte au statut? Comme chez les Francs, il s'agit de punir les esclaves qui transgressent les limites de leur état servile en s'attaquant à des libres. La loi s'assure de bien différencier la hiérarchie sociale. Alors que chez les Francs cette peine est uniquement servile, la situation est différente chez les Burgondes.

Effectivement, l'article 10 du titre VI spécifie qu'un homme libre qui aide un fugitif par la donation de lettres pouvant l'aider à s'échapper doit avoir la main coupée³⁵⁵. L'article 6 du titre LV traite d'un homme libre qui arrache ou brise une borne (*terminus*) doit avoir la main tranchée. Il s'agit également du seul cas où le coupable peut racheter sa main par la composition de la moitié de son propre *wergeld*. Enfin, la dernière référence est très intéressante. Elle concerne un juif qui lève la main sur un chrétien. Le coupable est condamné à perdre sa main. Toutefois, il peut la racheter pour 75 *solidi* en plus d'une amende de 12 *solidi*. La loi burgonde ne légifère pas seulement en fonction du statut de l'individu, mais également selon l'appartenance religieuse. Alors que les pratiques païennes sont rarement mises à l'amende, la législation discrimine un attentat commis par un juif. Par le biais de la loi, les autorités marginalisent les groupes dont les intérêts lui sont peu utiles, voire menaçants. Les Romains entrent-ils dans cette catégorie?

³⁵³ Titres VI : 10; XXVI : 4; LV : 6 et CII : 1, *Liber constitutionum*, op. cit..

³⁵⁴ Titre XXVI : 4, *Ibid.*, p. 63.

³⁵⁵ « *manus incisione* », Titre VI : 10, *ibid.*, p. 48.

La *Lex romana burgundionum*, quant à elle, n'emploie pas l'ablation d'une main comme châtiment. Il est difficile de parler de spécificités germaniques. Les nombreux châtiments corporels employés durant l'Empire romain semblent abonder dans ce sens³⁵⁶. Les juristes romains ont simplement cru impertinent d'insérer les châtiments corporels dans la législation romaine de la loi burgonde.

Avant de conclure cette section, un dernier exemple d'ablation d'un membre sera porté à l'étude. Le titre XCVIII de la loi burgonde traite du vol d'un faucon. Quiconque se rend coupable de cet acte est condamné à se faire manger six onces de chair de sa poitrine (*super testones*)³⁵⁷. Bien que cela ne soit pas un membre, il s'agit tout de même de l'ablation d'une partie du corps du coupable. Malgré tout, le supplicié peut racheter sa poitrine par une composition de 6 *solidi* en plus d'une amende de 2 *solidi*. Le rachat suppose un choix pour le coupable : celui de subir l'humiliation publiquement pour son crime ou de payer afin de l'éviter. Dans une société où l'honneur ponctue les dynamiques sociales, cette peine n'est pas aussi étrange qu'elle le laisse croire. L'aristocrate dont le capital d'honneur à défendre est plus important, paie sans problème sa composition, alors que celui qui n'a pas les moyens, a donc inévitablement un capital d'honneur moindre à défendre, doit se faire prélever six onces de chair de sa poitrine. Ultimement, ce titre nous renseigne sur l'utilisation des faucons durant cette période du haut Moyen Âge, minimalement chez les Burgondes. Le faucon doit jouir d'un caractère particulier puisqu'on lui accorde un titre entier en plus de lui attribuer une peine pécuniaire de 8 *solidi*. Il est assurément un animal hautement considéré chez ce peuple germanique.

Il est possible d'affirmer que les Burgondes utilisaient plus fréquemment l'ablation d'un membre comme peine que les Francs. De plus, si les Francs limitent cette peine aux esclaves, les Burgondes eux l'appliquent, selon le cas, à toutes les strates hiérarchiques de leur population germanique. Néanmoins, il est possible de remarquer une volonté de protéger la hiérarchie sociale. La majorité du temps, c'est la

³⁵⁶ François BOUGARD, « Le feu de la justice... », *loc. cit.*, p. 393.

³⁵⁷ Titre XCVIII, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 113.

transgression sociale de l'acte posé qui exige une peine exemplaire. Dans ce même ordre d'idée, les Burgondes vont beaucoup plus loin lorsqu'ils accentuent la césure religieuse par la condamnation violente d'une atteinte à un chrétien par un juif. Bien que cette peine aurait pu être incorporée à la présente section, la castration marque l'imaginaire d'une telle façon qu'elle mérite que l'on s'y attarde individuellement.

3.2.2.5. La castration

La peine de la castration frappe l'imaginaire. Son implication est directement reliée à la puissance virile des hommes, mais également à la capacité de reproduction de la famille. Ainsi, par cette peine, ce n'est pas seulement l'individu qui est lésée, mais toute sa lignée et sa parentèle. Sa répartition, mais également la victime de cette peine permettront de répondre à la question de savoir s'il est permis de catégoriser la castration comme la peine la plus humiliante?

La *Lex salica* compte au total cinq titres qui font référence à la castration (*castro*)³⁵⁸. Sur celles-ci, trois imposent directement une sentence corporelle de castration. Toutes ciblent un esclave reconnu coupable de vol ou de fornication. Cependant, l'émasculation n'est pas une obligation puisque la loi salique offre toujours l'opportunité au *servus* de racheter ses parties génitales par le biais d'une composition de 6 *solidi*. Cependant, l'article 11 du titre XL exige qu'on lui porte une attention particulière puisqu'il précise, pour une rare fois, que le méfait a été commis par une esclave (*ancilla*). Sa peine aurait été d'être castrée si elle avait été un homme. Évidemment, dans ce cas-ci, devant une impossibilité biologique, l'*ancilla* voit sa peine transmutée en 240 coups de fouets qu'elle peut racheter pour 6 *solidi*. Cela permet de formuler l'équation selon laquelle la castration vaut 6 *solidi* ou 240 coups de fouet. Dans le domaine du châtiment, la castration est une peine servile.

En ce qui concerne les deux autres références de castration, il s'agit du crime et non pas de la sentence. Ainsi, castrer un homme libre est punissable entre 100 et

³⁵⁸ Titres XII : 2; XXV : 5; XXIX : 17, 18; XL : 4, 11; LXXI : 1, 2; *Lex salica*, *op. cit.*

600 *solidi* selon son statut social. La castration devait être une pratique assez commune pour que quatre articles³⁵⁹ lui soit consacrés. La dureté des peines montre l'ampleur du crime. L'amputation des organes reproducteurs implique un déshonneur perpétuel, mais également l'impossibilité de se reproduire et d'assurer une pérennité à sa famille. La reproduction familiale est d'autant plus un enjeu social puisqu'elle permet la transmission des biens, mais également la préservation du statut. Les aristocrates francs avec leurs pratiques ostentatoires doivent accumuler de grandes quantités de richesses. Dès lors, la protection, mais également la transmission du patrimoine assure la survie de la parentèle et évidemment de son statut au sein de cette même société. L'émasculatation porte directement atteinte à ce patrimoine en plus d'humilier publiquement l'individu, voire la parentèle complète ciblée.

Enfin, il est curieux de remarquer que les deux codes burgondes ne font aucune référence à la castration. La prudence est toujours de mise quant à l'absence de mention d'une pratique. Néanmoins, il n'est pas trop hasardeux d'admettre que le châtiment de la castration soit une spécificité franque. D'ailleurs, il n'est pas anodin de la retrouver comme peine lorsque sa pratique est attestée envers des individus libres.

Malgré la diversité des peines corporelles, certaines tendances générales ont pu être établies. D'abord, sans trop de surprise, elles sont avant tout des peines serviles, bien que quelques exceptions apparaissent ponctuellement. Ainsi, c'est avant tout la transgression du statut hiérarchique et la menace de l'ordre social que l'on condamne. L'atteinte physique d'un libre par un esclave mérite une sanction grave, visant à éviter toute récidive potentielle.

³⁵⁹ Titres XII : 17, 18; LXXI : 1, 2, *ibid.*

Également, les sentences corporelles ne sont pas toutes réparties uniformément chez les Francs ou les Burgondes. À l'intérieur du *Regnum francorum*, c'est davantage la flagellation qui est omniprésente, alors que les Burgondes semblent préférer la fustigation. Les contrastes sont assez frappants. De plus, certaines pratiques sont absentes chez l'un ou l'autre. La castration est une pratique répertoriée uniquement chez les Francs.

Enfin, les peines corporelles semblent indiquer qu'elles servaient à créer une différenciation au niveau des confessions religieuses. La condamnation d'un juif qui frappe un chrétien à perdre sa main montre toute l'importance accordée aux appartenances religieuses. Non seulement, elle tente de hiérarchiser ces communautés en les discréditant par rapport à l'appartenance religieuse et confessionnelle des autorités. De ce fait, la loi offre une ambiguïté flagrante. La récente conversion au christianisme ne peut empêcher la survivance de pratiques, voire de croyances païennes : ces dernières sont tolérées. En même temps, les barbares sont le groupe émergeant et des mesures coercitives à leur endroit n'aideraient pas leur cause. À l'inverse, le choix du christianisme nicéen fait en sorte que toute autre confession religieuse, arienne ou juive, devient une menace à la cohésion du groupe qui justifie des législations à leur encontre lorsqu'un geste répréhensible est posé. Toutefois, il s'agit seulement d'une hypothèse puisqu'il s'agit d'un seul exemple.

Or la peine corporelle ultime demeure la peine de mort. Elle a volontairement été écartée puisque sa finalité est irrémédiable. La portée politique et sociale de cette peine est si grande qu'elle ne peut être traitée de la même manière que la flagellation ou la castration. C'est pourquoi elle est analysée distinctement dans la section suivante.

3.2.3 La peine de mort

La peine de mort incarne l'ultime peine que le système judiciaire puisse imposer. Le fait d'ôter la vie par le châtiment frappe l'imaginaire de manière féroce. Il s'agit de montrer en exemple des comportements répréhensibles par la société. Normalement,

les crimes qui en sont punissables devraient être également les comportements socialement les plus répréhensibles.

Certains indicateurs seront mis en lumière afin de montrer quelle place la peine capitale occupe dans les codes germaniques. Il sera ensuite question de la conceptualisation de la peine. Quels termes sont employés afin de valider les similitudes et les divergences entre les peuples? Plus important encore, quels sont les contextes jugés inacceptables justifiant une mise à mort du condamné? Finalement, qui sont ces gens exécutés?

3.2.3.1 La peine de mort en statistique

Comme premier indicateur, il semble approprié d'utiliser le ratio d'utilisation de la peine de mort par rapport au nombre total de titres violents. Par cet indice, il sera plus aisé d'analyser l'importance de cette sentence au sein des Francs et des Burgondes. Est-elle omniprésente ou utilisée seulement dans des circonstances extraordinaires?

Pour des fins pratiques, nous avons séparé la *Lex salica* en deux portions : le *Pactus legis salicae* original comptant les 65 premiers titres et la *Lex salica* qui comprend les additions plus tardives³⁶⁰. Cette dernière compte 45,5% de ces sentences violentes où l'accusé est condamné par la peine de mort. À l'inverse, le *Pactus legis salicae* obtient une proportion de loin inférieure avec seulement 7,10%. Il y a donc un écart considérable entre les deux segments. Ces chiffres montrent avant tout une radicalisation et/ou une volonté accrue d'éradiquer certains comportements par le durcissement de certaines peines judiciaires. François Bougard juge que cet affermissement de la loi est marqué par une influence vétérotestamentaire grandissante, alors qu'au départ, la loi salique est connue pour faire peu de cas de la

³⁶⁰ Cette division permet, entre autre chose, de mesurer l'évolution de la peine de mort à travers le temps. Nous considérons que le *Pactus legis salicae* a été rédigé vers 507 sous l'impulsion de Clovis. Les *Capitulaire* sont des additions ponctuelles à la demande des rois mérovingiens, notamment les fils de Clovis jusqu'à Childebart II qui règne de 575 à 595 dont il est l'initiateur du *Capitulaire VI*.

peine de mort³⁶¹. Si tel est le cas, il devrait être aisé de cibler les pratiques condamnées par l'Église.

Toutefois, un autre indicateur nuance les données : la possibilité de racheter sa peine. Ce facteur se chiffre à 36,40% des cas pour l'ensemble de la *Lex salica*. Comme pour venir renforcer la précédente analyse, le *Pactus legis salicae* indique un ratio de possibilité de rachat de sa vie grandement supérieur, 57,10%, à celui retrouvé dans les *Capitulare*, 21,10%. Le durcissement des peines est également accompagné par la disparition progressive de la possibilité de racheter sa vie.

Il est également important de comprendre que les *Capitulare* ne sont pas un bloc monolithique qui émerge instantanément. Ils représentent le rassemblement des législations ponctuelles par des rois distincts, mais surtout sur des territoires variés. Lorsque Childebart I^{er} (511-558) publie les *Capitulare II* de Paris, il ne s'agit pas des mêmes enjeux que ceux de Childebart II (575-595) avec les *Capitulare VI*, lui qui est roi d'Austrasie et de Bourgogne. Néanmoins, ces ajouts témoignent de la persistance de certains comportements et d'une volonté indéniable de la part des rois mérovingiens de légiférer à la manière de Clovis.

Ceci étant dit, il est primordial de comparer ces ratios avec les législations burgondes. Le *Liber constitutionum*, quant à lui, compte un pourcentage de 35,40% d'utilisation de la peine de mort. Contrairement à la loi salique, le ratio est supérieur dans la loi initiale dite de Gondebaud avec 37,70% d'utilisation par rapport à 27,70% dans les ajouts attribués à son fils Sigismond. Au vu de ces données, il est impossible d'attribuer un durcissement dans l'utilisation de la peine de mort. Il s'agit plutôt d'une constance dans son application, voire d'un léger amollissement. Possiblement que l'indice de rachat, s'il est présent, pourra confirmer la tendance.

La possibilité du rachat de la sentence est très révélatrice chez les Burgondes. La loi *Gombette* n'accorde tout simplement aucune possibilité de racheter sa vie par une composition. À l'inverse, la partie attribuée à Sigismond voit apparaître cette

³⁶¹ François BOUGARD, « Le feu de la justice... », *loc. cit.*, p. 398-399.

possibilité pour atteindre une proportion de 36,40% des cas. Ainsi, grâce à cet indice, il est clairement possible d'affirmer que la législation burgonde opère un assouplissement quant à l'application de la peine de mort. Reste maintenant à déterminer si le pendant romain de la Burgondie adopte les mêmes dispositifs.

La *Lex romana burgundionum* s'avère être la loi proportionnellement la plus sévère. Elle cumule un ratio de 58,80% de ces sentences violentes qui se terminent par une mise à mort. Il s'agit largement de la plus forte proportion, d'autant plus qu'il n'est jamais question d'une quelconque possibilité de racheter sa peine. Cette intransigeance montre une dureté pénale très marquée. La circonscription des crimes punis de la peine capitale permettra probablement d'expliquer cette législation aussi abrupte.

Ces quelques indices ont permis d'émettre des tendances, mais ils ont également soulevé des questionnements. Est-ce que l'importance de l'utilisation de la peine de mort est liée à son destinataire? Tout bonnement, quel sont les moyens employés pour la peine capitale? Toutes ces analyses doivent d'abord être abordées par une analyse conceptuelle. La prochaine section s'articulera autour du vocabulaire employé pour la désigner.

3.2.3.2 Désignations et contextes de la peine de mort

Il est indispensable de dresser une analyse conceptuelle de la peine de mort. Quels termes sont utilisés pour la désigner? Sont-ils partagés chez les Francs et les Burgondes en passant par la loi romaine? Toutes ces questions sont d'autant plus importantes maintenant que nous avons montré que sa présence est loin d'être sporadique ou ponctuelle. La peine de mort est bien présente dans les codes germaniques.

La peine de mort est désignée par une grande variété d'expressions au sein de la loi salique. En fait, elles sont pratiquement toutes codifiées différemment. Il n'y a donc pas de consensus dans la manière de l'exprimer. Avec trois dénominations,

l'expression « il doit composer par sa vie / *vita componat* » est la plus répandue³⁶². Les crimes punis sont disparates : enlèvement de jeune fille, viol de femme libre et vol d'objets gardés sous clés. L'analyse des autres termes montrera si ces thèmes sont récurrents. Il existe des variantes de cette expression. Notons « s'il commet le crime, il perd la vie / *uita pro ipso admittat*³⁶³ » pour avoir descendu un homme vivant d'un pieux ou d'une potence sans permission. La même terminologie est utilisée lorsqu'un juge est condamné à la mort pour s'être fait convaincre de relâcher un voleur détenu³⁶⁴. Une dernière déclinaison de cette forme peut être répertoriée par la formule « qu'il soit privé de sa vie / *uita careat*³⁶⁵ » s'il est condamné pour vol.

Ensuite, on retrouve dans le *Capitulaire VI* une expression différente pour désigner la mort. Effectivement, l'expression « que sa vie soit en danger / *uitae periculum feriat*³⁶⁶ » désigne autant un enlèvement (*raptus*) que l'homicide sans raison valable. Le dernier exemple de construction similaire offre la formule il « s'expose au danger de mort / *mortis periculum incurrat*³⁶⁷ » pour avoir épousé la veuve de son père.

La peine de mort est également construite par la codification de mettre un individu hors la loi. L'expression « qu'il puisse le tuer sans crainte / *ante pauido interficiat*³⁶⁸ » implique la mise à mort de celui qui se sauve en forêt alors qu'il est demandé à la cour. Il est également possible de retrouver la formulation « qu'il meurt sans loi / *sine lege moriatur*³⁶⁹ » qui extraie le coupable de la loi puisqu'il a agi (voleur ou malfaisant) hors de celle-ci.

Enfin, les quatre dernières références à la peine de mort ne répondent pas à une construction logique ou similaire. Il s'agit de cas singuliers et ponctuels. La

³⁶² Titres XIII : 7; LXXXV et CXXX : 3, *Lex salica*, op. cit.

³⁶³ Titre LXXV : 1, *ibid.*, p. 247.

³⁶⁴ *Capitulaire VI*, II : 5, *ibid.*, p. 268.

³⁶⁵ Titre LXXIX, *ibid.*, p. 250.

³⁶⁶ *Capitulaire VI*, II : 2, 3, *ibid.*, p. 268.

³⁶⁷ *Capitulaire VI*, I : 2, *ibid.*, p. 267.

³⁶⁸ Titre CXV, *ibid.*, p. 263.

³⁶⁹ *Capitulaire VI*, II : 5, *ibid.*, p. 268.

formule « qu'il soit pendu sur place / *in loco pendatur*³⁷⁰ » traite d'un individu accusé de vol. Indirectement, que l'on « donne l'esclave en vengeance / *seruum det ad uindictam*³⁷¹ » est une mise à mort du *servus*. Dans ce cas-ci, l'esclave est puni de la peine de mort pour avoir tué un homme libre. La vengeance de la famille lésée n'est pas automatiquement la mise à mort de l'esclave, mais elle demeure une possibilité fortement admissible. Les deux dernières références offrent une formulation différente. Pour avoir commis un crime grave et l'avoir avoué sous torture, un esclave « doit subir la peine capitale / *capitale sententia feriat*³⁷² ». Finalement, ceux qui enlèvent une jeune fille pour le mariage sans le consentement de sa parentèle « sont condamnés à mort / *morte damnentur*³⁷³ ».

Au vu de ces résultats, la peine de mort est infligée dans le monde franc autour de quelques thématiques spécifiques. Les enlèvements de jeunes filles et le vol figurent parmi les crimes qui comptent le plus d'articles. Le fait qu'ils soient punis de mort semble indiquer la gravité et l'importance de ces crimes aux yeux des autorités franques. Le viol des femmes libres, le meurtre et la désobéissance à la loi sont également des thèmes liés à la peine capitale. Concernant l'homicide, seuls ceux commis par un esclave sont punis de mort. Cette peine était-elle appliquée à tous les coups? Probablement que non, mais elle peut servir d'exemple pour éradiquer des comportements jugés socialement inacceptables. Le meilleur exemple de cela demeure l'interdiction, par Childebert II, d'épouser la veuve de son père. Il tente, par cet article, de limiter les mariages incestueux, lui qui est fortement imprégné du christianisme³⁷⁴. Pourquoi Childebert II criminalise-t-il une telle pratique? Le mariage de la veuve de son père assure la mainmise sur le patrimoine de la famille. De ce fait, les autres héritiers (les autres fils) ne reçoivent absolument rien. Cela crée

³⁷⁰ *Capitulare VI*, III : 1, *ibid.*, p. 268.

³⁷¹ Titre CXI, *ibid.*, p. 262.

³⁷² Titre XL : 5, *ibid.*, p. 148.

³⁷³ Titre LXLIX : 1, *ibid.*, p. 256.

³⁷⁴ Bruno DUMÉZIL, *Les racines chrétiennes...*, *op. cit.*, p. 232-233.

un déséquilibre au sein de la parentèle ce qui peut entraîner des compétitions internes pour mener à des vengeances fratricides afin d'obtenir sa juste part du patrimoine. Ainsi, en tentant de limiter cette pratique, Childebert II tente par le fait même de stabiliser les pratiques des héritages et les dynamiques de compétition interne entre les membres masculins des parentèles. La peine de mort semble donc revêtir une fonction de stigmatisation plutôt qu'une systématisation dans la contrainte des comportements ciblés. L'analyse des cas burgondes pourra appuyer ou disqualifier cette interprétation.

Le cas burgonde est tout aussi éclectique que celui des Francs. Les expressions employées divergent d'un cas à l'autre, même s'il demeure possible de construire des regroupements. Le plus simple d'entre eux, ainsi que la plus répandue est simplement l'utilisation du verbe *occidere*, « qu'il soit tué / *occidatur*³⁷⁵ ». Il est employé autant pour désigner la peine infligée à un esclave qu'à un homme libre. L'utilisation d'un verbe seul pour désigner une peine de mort n'est pas uniquement restreinte à l'utilisation du verbe *occidere*. Quelques autres cas emploient un verbe précis afin de spécifier la mise à mort. C'est le cas de l'expression « que soit détruit le criminel / *criminosum extingui*³⁷⁶ » qui spécifie que seul l'accusé doit être tué lors d'une vengeance. Pensons également à l'utilisation du verbe *caedere* dans la formulation « qu'il soit tué / *caedatur*³⁷⁷ ». Le principe demeure le même, seul le verbe change : « qu'il soit tué / *necetur*³⁷⁸ », « qu'on laisse mourir l'esclave / *servus intereat*³⁷⁹ » ou « qu'ils soient châtiés par la perte de leurs têtes / *capitis amissione plectantur*³⁸⁰ ».

³⁷⁵ Titres IV : 1; VII : 1; XXIX : 1; XXXV : 1, 2; LV : 6; LXVIII : 1, 2 et CIII : 4, *Liber constitutionum*, op. cit.

³⁷⁶ Titre II : 7, *ibid.*, p. 43.

³⁷⁷ Titre XXVII : 7, *ibid.*, p. 65.

³⁷⁸ Titre XXXIV : 1, *ibid.*, p. 68.

³⁷⁹ Titre L : 4, *ibid.*, p. 82.

³⁸⁰ Titre LII : 5, *ibid.*, p. 87.

L'expression « qu'il soit traduit à la mort / *tradatur ad mortem*³⁸¹ » est également autant répandue chez les esclaves que chez les hommes libres. Finalement, une dernière expression est utilisée pour illustrer la peine de mort chez les Burgondes. Deux articles utilisent la dénomination « il doit racheter sa faute par l'effusion de son sang / *sanguinis sui effusione debuerit expiari*³⁸² » ou « qu'il compose par l'effusion de son sang / *sanguinis sui effusione componat*³⁸³ ».

À partir de ces dénominations, est-il possible d'établir des contextes particuliers pour la sanction de la peine de mort chez les Burgondes? Malheureusement, à l'image de la multitude d'expressions possibles, les contextes sont tout aussi divergents l'un de l'autre. Ils traitent, tout comme chez les Francs, d'homicides, de vols, de violences faites aux femmes libres, d'adultère, de destruction de bornes territoriales que d'union avec un esclave. Évidemment, il s'agit de comportements dont les autorités législatives burgondes tentent de dissuader leurs sujets par une sanction de peine capitale. Hormis deux cas précis, il n'y a réellement pas de différences majeures entre les peines de mort burgonde ou franque.

L'article 6 du titre LV stipule qu'un esclave qui détruit ou déplace une borne territoriale doit être tué, alors que l'individu libre qui commet cet acte a la main tranchée. Cet article révèle un fléau bien réel : la difficulté d'intégration des nouveaux arrivants (Burgondes) au détriment des populations locales (Gallo-Romains). L'occupation des terres est un enjeu crucial dans l'enrichissement et l'accaparement du pouvoir. Bien que l'homme libre coupable de ce crime ne soit pas mis à mort, son intégrité physique est tout de même attaquée. De plus, pour un homme germanique dont la participation active dans les actions violentes (raid, guerre, combat) est essentielle au maintien de son statut, l'amputation d'une main revient pratiquement à une mort sociale.

³⁸¹ Titres II : 3, 4; IV : 2; L : 3 et CII : 3, *ibid.*

³⁸² Titre LII : 3, *ibid.*, p. 86.

³⁸³ Titre II : 1, *ibid.*, p. 42.

Enfin, le dernier cas est bien particulier. L'article 3 du titre CII traite d'un juif qui lève la main sur un prêtre chrétien. S'il est reconnu coupable, il est condamné à mort. Cette mesure réfère aux mêmes particularités qui ont été exposées dans la section de l'ablation d'un membre. La majorité gallo-romaine ne partage pas la religion juive, mais bien l'orthodoxie chrétienne. Cet article est donc clairement un ajout tardif fort probablement commandé par les autorités ecclésiastiques. Le *Liber constitutionum* s'emploie à créer une distinction réelle entre ses populations chrétiennes et juives. L'article 4 du titre XIX de la *Lex romana burgundionum* tend à appuyer cette interprétation, lui qui interdit toute union entre les juifs et les chrétiens³⁸⁴. Les législateurs s'appuient sur la loi du Code Théodosien du livre IX intitulée : *De adulteriis* (des adultères). La référence n'est certainement pas anodine.

La loi romaine burgonde diffère-t-elle de ses vis-à-vis germaniques? Au niveau des contextes visés, ce sont les mêmes thématiques qui reviennent : homicides, vols, enlèvements et viols. Le titre VIII de la *Lex romana burgundionum* est très intéressant. Il codifie les violences commises dans un mouvement collectif (*turba*), c'est-à-dire une émeute, voire des soulèvements. Il s'agit d'une singularité frappante qui s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un pouvoir politique. Ce genre de législation n'est pas présent dans les codes germaniques. Il s'agit d'un message clair porté à l'attention des populations locales qu'aucun soulèvement contre les autorités burgondes ne sera toléré sous peine de mort³⁸⁵. Cette initiative permet d'assurer un pouvoir accru sur les populations visées.

Ces peines de mort, comment sont-elles dénommées dans la législation romaine burgonde? Globalement, l'on reprend les mêmes termes que dans le *Liber constitutionum* et ce sans surprise. Ainsi, l'utilisation d'un verbe seul, comme *occidere*³⁸⁶ et *interfecere*³⁸⁷, est attestée. Toutefois, plusieurs expressions sont

³⁸⁴ Titre XIX : 4, *Lex romana burgundionum*, op. cit., p. 143.

³⁸⁵ Titre VIII : 1, *ibid.*, p. 131.

³⁸⁶ « *occidatur* », Titre XIX : 1, 3, *ibid.*, p. 142-143.

également utilisées afin de préciser la mise à mort. Parmi celles-ci, « qu'il soit soumis à la mort / *capite puniatur*³⁸⁸ » est la plus commune. Également, des expressions qui utilisent directement le terme mort (*mors*) sont répertoriées sous différentes formes : « condamner à mort / *morte damnari*³⁸⁹ » ou « *morte damnetur*³⁹⁰ ». Il existe des variations par la formulation « qu'ils soient mis à mort / *morti subdantur*³⁹¹ ». Étrangement, le *Liber constitutionum* ne reprenait aucune formulation de peine capitale ou de sentence capitale, alors qu'elle est présente chez les Francs. Il en est d'autant plus surprenant qu'il soit possible de retrouver une allusion à ce genre de formulation dans la loi romaine burgonde. L'article 1 du titre VIII condamne à la sentence capitale (*capitali sententia*) tout individu coupable de violences lors d'un mouvement collectif.

Contrairement aux peines corporelles, la peine de mort vise un tout autre destinataire. Évidemment, plusieurs esclaves y sont soumis, mais il est possible de calculer une large part de libres condamnés à la peine de mort. Cela s'explique par les crimes commis : viol, enlèvement, vol, homicide, tous des comportements qui mettent la paix publique en péril. Il n'est donc pas si anodin de les voir punir de la manière la plus dure. Dans 85% des cas, les législations franques utilisent la peine de mort contre leur population libre. La peine est davantage symbolique puisque dans la plupart des cas, ils ont l'opportunité de racheter leur vie. Le ratio chez les Burgondes est plus mitigé avec 56% des individus libres condamnés à mort. Dans le cas burgonde, malgré un ratio inférieur, il est important d'ajouter que la possibilité de rachat est grandement inférieure. Toutefois, les Gallo-Romains subissent la législation la plus unilatérale qui soit avec 80% des condamnations à mort visant les libres. Notons que ces derniers n'ont aucune possibilité de racheter leur vie. Globalement, la peine de mort est une sentence qui vise les libres.

³⁸⁷ « *interfecto raptore* », Titre IX : 2, *ibid.*, p. 132.

³⁸⁸ Titres IV : 1 et XVIII : 1, 2; *ibid.*

³⁸⁹ Titre II : 1, *ibid.*, p. 125.

³⁹⁰ Titre IV : 4, *ibid.*, p. 128.

³⁹¹ Titre VIII : 3, *ibid.*, p. 131.

En conclusion, la peine de mort révèle certains comportements, autant chez les populations germaniques que gallo-romaines, proscrits par les autorités. Le vol, le viol, les enlèvements et les homicides sont tous des crimes qui compromettent la paix publique. En eux se cache la possibilité latente de déclencher des actes vindicatifs qui peuvent rapidement devenir hors de contrôle. La peine de mort est donc un moyen de coercition afin d'éliminer, ou du moins stigmatiser ces comportements des plus répréhensibles. Il y a certes quelques spécificités propres à chacun des codes, mais dans l'ensemble la peine de mort vise un but unique: maintenir la paix au sein du royaume.

Les désignations multiples offrent un large éventail conceptuel pour la représentation de la peine de mort. Cela porte à croire qu'il s'agit d'une pratique qui n'est pas exceptionnelle ou désuète. Son application réelle demeure mitigée et il est rarement fait mention de la manière dont la mise à mort est effectuée. Certains sont pendus, d'autres donnés à la vengeance, mais majoritairement, la législation s'en tient à une condamnation générale. François Bougard n'écarte pas la possibilité que certains soient brûlés malgré que ce ne soit pas explicite³⁹². Pourtant, l'article 1 du titre XIX de la loi salique utilise la formulation « qu'il soit livré au feu / *aut certe ignem tradatur*³⁹³ ».

Plus important encore, il est surprenant de constater qui est l'objet de la peine de mort. Jusqu'ici, toutes les peines corporelles étaient généralement des sentences serviles. Or, la mise à mort est majoritairement appliquée aux populations libres chez les Francs et les Burgondes. Cela s'explique par la gravité des crimes. Ainsi, il apparaît primordial d'en faire une analyse approfondie. Le vol, dans certain cas, sera le premier de ces crimes à être traité.

³⁹² François BOUGARD, « Le feu de la justice... », *loc. cit.*, p. 401.

³⁹³ Titre XIX : 1, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 81.

3.3 Le vol

Le vol est l'une des catégories de la violence la plus représentée au sein des codes germaniques franc et burgonde. Les cas sont nombreux et fort diversifiés. Il peut s'agir d'un simple vol d'animaux, d'objets domestiques ou du dépouillement d'un mort. Leur grande représentation indique une préoccupation importante pour les législateurs de la loi salique et de la loi burgonde. Toutefois, la faible représentation au sein de la loi romaine semble indiquer tout le contraire.

En premier lieu, il sera important de s'attarder au vocabulaire employé pour représenter ces actions. Cela permettra de circonscrire des contextes particuliers selon le terme utilisé. De plus, la mise en place des différents contextes permettra de mieux cerner les individus reconnus coupable de vol, ainsi que les sanctions imposées : simples peines pécuniaires, corporelles ou la mort.

3.3.1 Le vocabulaire associé au vol

L'action de voler est désignée par trois verbes : *furari*, *involare* et *furtare*. Tous ne se retrouvent pas dans les trois codes de lois et leur fréquence d'utilisation varie. Leur étude permettra également de déterminer si des contextes précis peuvent être associés à une dénomination particulière. Comme ce fut le cas pour les vocables pour l'action de tuer, peut-être un terme est relié à un individu ou à un groupe d'individus précis. De plus, est-il permis de noter des variations dans l'utilisation des termes entre les législations franques et burgondes?

La loi salique inclut la dénomination des trois verbes. Le plus commun est *furari* avec une proportion de 66.6% des cas. Ainsi, probablement que *furari* représente la norme terminologique pour exprimer le vol. Quant à *involare*, il est utilisé à quelques reprises, alors que *furtare* ne compte qu'une référence unique. Malheureusement, il est difficile de circonscrire des contextes précis pour chacun des termes. Même que

certaines titres utilisent plus d'un verbe selon les articles³⁹⁴. Enfin, l'unique référence à *furtare* est intéressante puisqu'elle condamne le vol d'un bien d'autrui de manière générale³⁹⁵. Le vol n'implique aucune notion matérielle qui puisse engranger un dommage comme par exemple le larcin d'une ruche ou d'une chaloupe. La généralité de l'article vise la spoliation d'un homme envers son patrimoine, peu importe l'objet volé. La loi burgonde offre-t-elle les mêmes dispositifs?

La législation burgonde contient seulement deux verbes pour désigner l'action de voler : *furari* et *involare*. Toutefois, c'est *involare* qui est majoritairement utilisé dans une proportion de 80%. Les contextes sont disparates de manière qu'il est impossible de noter une tendance particulière. Toutefois, l'utilisation du verbe *furari* appartient à la plus ancienne partie du *Liber constitutionum* attribuable à Gondebaud. Cela marque donc une évolution linguistique dans la désignation du vol. Les Burgondes semblent avoir opéré un déplacement conceptuel du verbe *furari*, plus ancien, vers le verbe *involare*. Est-ce que l'élaboration de la *Lex romana burgundionum* peut avoir contribué à ce changement?

Malheureusement, la loi romaine burgonde ne comporte aucune mention d'un verbe pour désigner l'action de voler. Cela n'insinue pas qu'il n'y ait pas de vols chez la portion romaine de la Burgondie. En fait, c'est qu'il n'utilise aucun verbe, mais plutôt la dénomination du vol en soi : *furtum*. D'ailleurs, le terme *furtum* est présent dans les trois codes en plus de représenter le vocable majoritaire.

À partir de ces termes et malgré des contextes disparates, comment serait-il possible de comparer la gravité des vols entre eux? La peine appliquée au vol, ainsi que l'identité du voleur pourront certainement contribuer à cette entreprise. Les peines associées aux vols constituent la clé dans leur compréhension.

³⁹⁴ Par exemple le titre II : 1 et 20, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 20 et 28.

³⁹⁵ « *res alienas furtiuauerit* » dans *ibid.*, p. 266 et « *man's property* » dans Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 155.

3.3.2 Différenciation des peines

La peine associée au crime de voler peut être révélatrice de la gravité de ce dernier. Il serait logique d'énoncer qu'un vol mineur devrait être puni d'une peine moins sévère d'un vol majeur. Le même raisonnement devrait s'appliquer par rapport au sujet de la législation selon qu'il soit un homme libre, une femme ou un esclave. Dans cet ordre d'idée, il semble approprié de vérifier la proportion des peines violentes pour les vols. Est-ce un phénomène marginal ou la norme? Ainsi, la *Lex salica* impose une peine violente dans 12,8% des cas, de sorte que c'est davantage la composition pécuniaire qui prévaut. Le *Liber constitutionum*, quant à lui, compte 47,2% de peines violentes afin de sancionner le vol. La proportion est très supérieure comparativement à leur homologue franc. A priori, ce décalage révèle une tendance burgonde à punir violemment de manière plus généralisée ces crimes de larcins. Les Burgondes sont-ils moins tolérants? Pourtant, les Francs semblent davantage sensibles au vol avec un dénombrement de 125 articles concernant le vol contre seulement 36 pour les Burgondes.

Que dire de la *Lex romana burgundionum*? Elle légifère seulement sur trois cas concernant le vol et tous sont punis de manière violente. Est-ce une surprise de retrouver un tel ratio dans la législation romaine burgonde? Cela s'accorde d'ailleurs avec sa dureté quant à l'application de la peine de mort. Toutefois, dans la mesure où il s'agit d'un recueil sommaire, les articles ont fort probablement été choisis de manière à couvrir le plus largement possible les cas de vols chez la population gallo-romaine de Bourgogne. En somme, les trois articles couvrent les entrées par effraction chez autrui de jour comme de nuit, le vol d'animaux fermiers de grande valeur (chevaux et bœufs), le vol d'esclave et tous les vols violents³⁹⁶. De plus, le statut social du Gallo-romain est indifférencié. Il peut autant s'agir d'un Romain libre, semi-libre qu'un esclave, la peine demeure la même.

³⁹⁶ Titres IV : 4, VIII : 1 et XVIII : 1, *Lex romana burgundionum*, op. cit., p. 128, 131 et 142.

Le statut social du voleur est un aspect très important du crime, surtout si l'on compare la peine encourue. La loi salique compte 16 articles avec des peines violentes. De ces articles, 8 traitent exclusivement des vols commis par des esclaves. Les peines vont de 120 coups de fouet, en passant par la castration, jusqu'à la mise à mort. Ensuite, trois autres articles observent des formulations ouvertes comme « n'importe qui » ou « peu importe qui »³⁹⁷. Ces articles peuvent tout aussi bien faire référence à un esclave qu'à un homme libre et la peine est généralement la mort. Un seul article traite spécifiquement d'un Romain où il doit être soumis à l'épreuve judiciaire du sort. Enfin, les quatre derniers articles sont attachés à des Francs libres. La peine, lorsqu'applicable, est la mort. Ainsi, à première vue, les peines varient tout autant que le destinataire. La logique de la peine corporelle servile est respectée, bien que la peine de mort soit appliquée indépendamment du statut de l'individu.

En corrélation avec le statut de l'individu, un cas mérite que l'on s'y attarde plus longuement. L'article 5 du titre II du *Capitulaire VI* traite d'un juge qui a été convaincu de libérer un voleur. La particularité est qu'il n'y a pas véritablement d'acte de vol et le sujet visé par la loi n'est pas le criminel, mais le juge lui-même. Si le juge a été convaincu de libérer un voleur, probablement suite à des pressions ou des promesses de la parentèle du coupable, il doit absolument être condamné à mort à titre d'exemple³⁹⁸. Ce décret est assez révélateur. D'abord, la corruption est une inquiétude pour le pouvoir royal. Afin d'assurer une justice constante, la corruption est punissable de mort. Cela a pour effet de limiter l'action des familles puissantes auprès des magistrats. De plus, l'incorruptibilité permet d'établir une confiance dans le tribunal public et d'inciter son utilisation au détriment de la vengeance privée.

Finalement, la moitié des articles concernant le vol avec une peine violente ont été rédigés au sein des *Capitulaire*, c'est-à-dire des additions à la loi. Des huit articles originaux provenant du *Pactus legis salicae*, sept sont directement reliés à un

³⁹⁷ On retrouve la formulation en latin « *si quis* ».

³⁹⁸ « *Si quis iudex comprehenso latrone conuictus fuerit laxasse, uitam suam admittat, et disciplinam in populo modis omnibus obseruetur* », *Capitulaire VI*, titre II : 5, *Lex salica*, op. cit., p. 268.

statut d'esclave. Qu'est-ce que cela implique? Tous les articles portant sur le vol et liés à un homme libre ont été ajoutés dans des additions des fils de Clovis jusqu'à Childebert II : il est donc possible d'en déduire que le vol par des hommes libres est devenu une préoccupation majeure pour les rois successeurs à Clovis. Il est également permis de croire qu'à ce moment, ces rois législateurs avaient le pouvoir nécessaire pour émettre ces lois. De surcroît, la majorité des sentences de ces additions est la peine de mort. Elle n'était pas absente auparavant puisque l'article 5 du décret XL confirme qu'un esclave qui avoue sa faute (pour un vol) doit être condamné à mort³⁹⁹. Toutefois, la proportion augmente drastiquement d'une seule occurrence à sept. Cette augmentation traduit clairement une préoccupation et une volonté d'enrayer un crime dérangeant. De plus, le statut social de l'individu visé subit un décalage : il passe d'un statut servile à un statut libre. Par le durcissement des sentences, on tente de dissuader les individus de commettre le vol. Voyons s'il en est ainsi chez les Burgondes.

La différence est assez marquante puisqu'il est impossible de déceler un durcissement des sentences dans le temps. La loi initiale comporte déjà une grande part de peines capitales autant pour un individu libre que servile. Cependant, la représentation sociale des sentences est assez révélatrice : 14 des 17 sentences violentes sont associés à un vol commis par un esclave. Les Burgondes libres châtiés d'une peine violente pour vol ne représentent que cinq articles. Deux décrets mentionnent l'association d'un homme libre et d'un esclave⁴⁰⁰ lors d'un vol. Il s'agit d'un cas de figure qui n'est pas représenté dans la loi salique, bien que l'on puisse facilement imaginer sa plausibilité.

Quant au sujet, l'esclave, l'homme libre et le Romain sont tous mentionnés. Toutefois, il y a une grande oubliée : la femme! De tous les articles des trois codes de lois concernant le vol, aucun ne mentionne spécifiquement une femme, qu'elle soit esclave ou libre. Elle apparaît à quelques reprises comme victime du vol. Cela peut se

³⁹⁹ « *inter supplicia confessus fuerit, capitale sententia feriat* », titre XL : 5, *ibid.*, p. 148.

⁴⁰⁰ Titre LXX : 1 et XCI, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 96 et 110.

traduire par un bien volé ou carrément le vol d'une esclave⁴⁰¹. Dans le cas précis de l'esclave, il est difficile de faire la part des choses. Elle est davantage considérée comme un bien qu'une personne. Dans cette optique, il est malaisé de voir une présence féminine dans les jurisprudences contre le vol.

Bien que le cas de la loi romaine burgonde ait déjà été traité un peu plus haut, il convient d'ajouter quelques précisions. Il a été dit que l'entière des peines par rapport au vol était violente. Cependant, la peine imposée est la même dans les trois cas, soit la mort. Cela est assez révélateur. La législation romaine est beaucoup moins tolérante face aux voleurs. De surcroît, les législations romaines ont certainement influencé l'élaboration du *Liber constitutionum*. La romanisation accentuée des Burgondes, par rapport aux Francs, peut expliquer en partie la divergence au niveau des peines violentes par rapport au vol.

En somme, les Burgondes ont tendance à punir plus sévèrement le vol, autant chez les esclaves que chez les libres et ce, dès la première version du *Liber constitutionum* attribué à Gondebaud. Ensuite, il n'y a aucune mention de la population romaine dans cette partie de la loi burgonde. Cela est assez cohérent compte tenu de l'existence de la *Lex romana burgundionum* parallèlement. Toutefois, les Francs sont les seuls à prendre en considération la possibilité de la corruption des juges et légifèrent en ce sens. Au sujet des vols, le statut social ne peut garantir une atténuation de la peine. Comme il a été soulevé lors de l'analyse de la peine de mort, le vol est considéré comme un problème réel auquel des peines exemplaires et sévères doivent être instaurées. Cependant, un aspect important n'a pas encore été traité au sujet du vol : la notion d'intention.

3.3.3 Les notions de suspicion et d'intention

La majorité des cas de vol dans le droit germanique accuse un individu qui a commis un crime. L'accusateur doit prouver ses dires et démontrer la culpabilité de l'accusé.

⁴⁰¹ Titres XXVII : 34 et X : 4, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 109 et 53.

Or, il existe quelques exceptions où l'on accuse par suspicion, voire en se référant à l'intention d'un individu à commettre un méfait. Ces notions s'appliquent exclusivement aux cas de vol.

La notion d'intention est présente autant du côté burgonde que du côté franc. Chez les Mérovingiens, le concept, présent dès le *Pactus legis salicae*, se retrouve dans l'article 12 du titre XXVII. Il relate l'intention de voler des légumes dont le crime est passible d'une amende de trois *solidis*⁴⁰². À l'inverse, la notion d'intention chez les Burgondes doit attendre l'arrivée de Sigismond au pouvoir. Elle est donc plus tardive que chez les Francs. L'article 1 du titre CIII traite de l'intention de voler un vignoble en plein jour⁴⁰³. La peine est similaire avec une amende de trois *solidis* au voleur en plus d'une composition de deux *solidis* pour le tribunal. Ainsi, l'intention est traitée de manière très similaire, pour ne pas dire identique des deux côtés.

Il n'en est pas de même pour le concept de suspicion. D'abord, il n'est pas présent du côté burgonde et il s'agit d'un concept propre au domaine du vol. Deux références ont été trouvées : la première au sein du *Pactus legis salicae* dans le titre XXVII et la seconde au sein du *Capitulaire II* dans le titre LXXXVI. La première mention renvoie à un présumé vol de bois coupés. La suspicion renvoie au verbe *praesumpserit*⁴⁰⁴ qui désigne une supposition. La référence du décret LXXXVI fait état d'une accusation par suspicion au vol. Dans ce cas, le voleur doit se soumettre à une épreuve judiciaire pour prouver son innocence⁴⁰⁵. Ces décrets sont d'une importance majeure. Ils montrent que sur le seul fait d'une suspicion, il est possible dans le système judiciaire franc d'accuser un individu. Non seulement l'accusé doit se présenter devant le juge, mais il doit se soumettre à une épreuve judiciaire dont la réussite ou l'échec détermine la culpabilité ou l'innocence. Cependant, l'épreuve

⁴⁰² « <uel in his similibus> in furtum ingressus fuerit », titre XXVII, *Pactus legis salicae*, op. cit., p. 101.

⁴⁰³ « intrare praesumpserit [...] in furtis causa », titre CIII, *Liber constitutionum*, op. cit., p. 114.

⁴⁰⁴ Titre XXVII : 24, *Lex salica*, op. cit., p. 106.

⁴⁰⁵ Titre LXXXVI, *ibid.*, p. 251.

judiciaire est nécessaire puisque la seule suspicion n'apporte aucune preuve. L'ordalie palie à ce manque par la création d'une preuve divine.

Pour conclure, il est important de replacer tout ceci dans le contexte mérovingien. La lutte entre les familles, les parentés, est féroce. Si une famille puissante peut se permettre d'accuser de suspicion un membre d'une famille rivale, cela devient un outil de pouvoir très important. Certes, l'épreuve judiciaire devrait en théorie revêtir le rôle de garde-fou. Toutefois, il s'agit de l'épreuve du sort⁴⁰⁶ qui consiste à piger le bon lot pour témoigner de son innocence. En cas d'échec, l'accusé est mis à mort. Dans un cas de suspicion, le sort de l'accusé est réellement dans les mains de Dieu puisqu'il ne possède aucun autre moyen de se désinculper. Il n'y a pas de possibilités de présenter des co-jureurs. Toutefois, le simple fait de préparer et d'exiger une ordalie pouvait forcer les deux parties à négocier⁴⁰⁷. En ce sens, les notions d'intention et de suspicion pourraient probablement être comprises comme des moyens stratégiques d'affaiblir des groupes rivaux. L'ultimatum lancé par l'ordalie force l'un des groupes à agir plutôt que de se voir déshonoré par une défaite⁴⁰⁸. Stratégies ou pas, les accusations portaient-elles uniquement sur des actes de vol en période de paix? Puisque les sociétés germaniques sont guerrières, est-il permis de croire qu'il existe des articles légaux concernant le vol en période de guerre?

3.3.4 Le vol et la guerre

Les sociétés germaniques sont généralement très orientées vers l'activité militaire. De ce fait, il serait cohérent d'en retrouver des traces dans les codes de lois. Est-ce que le vol en période de guerre ou de campagne militaire relève d'un cas spécifique dans les lois? Si oui, quelles sont les différences entre les Francs et les Burgondes? Quels sont les termes employés? Toutes ces questions trouveront une réponse dans cette section.

⁴⁰⁶ « *ad sortem ueniat; et si malam sortem priserit, latro* »; Titre LXXXVI, *ibid.*, p. 251.

⁴⁰⁷ Thomas LIENHARD, « Ordalies et duels judiciaires... », *loc. cit.*, p. 216.

⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 217.

La présence du terme *spolium*⁴⁰⁹ qui se réfère à un butin pourrait indiquer la présence d'une législation spécifique pour temps de guerre. Or, le contexte réfère au dépouillement d'un cadavre d'esclave. Cependant, le titre du décret n'emploie pas l'un des verbes normalement associés au vol⁴¹⁰. Le législateur utilise plutôt le terme *exspoliationibus* qui représente l'action de dépouiller. Ainsi, que nous révèle l'analyse du verbe *exspoliare*? Aucun des décrets ne traite directement d'actions lors de campagnes militaires. Toutefois, quelques remarques s'imposent.

D'abord, au sein de la loi salique, sept titres utilisent le verbe *exspoliare* et tous concernent un vol effectué violemment lors d'une attaque⁴¹¹. Certes, les attaques ne sont pas portées contre un ennemi extérieur du royaume, mais elles révèlent une violence inhérente aux relations entre différentes personnes ou groupes. Le titre XIV explicite plusieurs cas dont certains mettent en scène des Romains⁴¹². Cela implique qu'il y avait des violences entre les nouveaux arrivants et les populations locales déjà présentes. De plus, l'utilisation des termes *superuenientes* et *exspoliationibus*⁴¹³ indique un niveau très élevé de violence dans certains cas de vol; violence qui atteint son paroxysme au titre LXII où ce sont des groupes armés qui mènent des attaques. L'article 5 mentionne la saisie d'une villa par un homme⁴¹⁴ (fort probablement aidé par une troupe armée d'où sa présence dans ce titre). Il y a donc des attaques menées dans le but d'accroître son patrimoine foncier au détriment d'autres.

Cela n'est pas si surprenant lorsque l'on sait que la richesse, c'est-à-dire la possession d'objets de valeur et de terres, est au centre du pouvoir des aristocrates. Plus un individu a la capacité à donner, plus il obtient un marqueur social « à haute valeur

⁴⁰⁹ Titre XXXV : 7, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 131.

⁴¹⁰ Ces derniers sont *involare*, *furari* ou *furtare*.

⁴¹¹ Titres XIV, XVII, XXXV, LXII, LV, LXI et CXXVII, *Lex salica*, *op. cit.*

⁴¹² Titre XIV : 2, 3, *ibid.*, p. 64-65.

⁴¹³ Ces termes sont traduits par « *waylaying* » et « *pillaging* » par Katherine FISCHER DREW, *The laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 79. Le terme francophone serait assaillir.

⁴¹⁴ Titre LXII : 5, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 164-165.

symbolique⁴¹⁵ ». La saisie d'une villa qui implique des terres entre entièrement dans cette logique. Par l'accaparement de terres, le seigneur s'assure d'un prélèvement puisque la terre est un revenu⁴¹⁶. Ainsi, les titres qui utilisent le verbe *exspoliare* sont en réalité l'expression de la lutte entre les différents aristocrates ou hommes libres pour rehausser leur statut hiérarchique et inévitablement leur pouvoir. Bien qu'il ne s'agisse pas d'actions en temps de guerre, la campagne militaire possède exactement les mêmes buts. L'accroissement du royaume implique de nouvelles terres à distribuer par le roi, mais surtout la distribution de nouveaux revenus. La possession d'un grand patrimoine, pour l'élite, est essentielle à la conversion des richesses en pouvoir. Autrement dit, l'aristocrate doit être en mesure de procéder à la valorisation sociale de son patrimoine. Ce pouvoir lui permet par la suite d'acquérir « davantage de richesses en pressurant les *pauperes*, en rivalisant avec les pairs, en usurpant les biens d'autrui, y compris le roi.⁴¹⁷ »

L'une des facettes les plus importantes des campagnes militaires est le butin. Or, ce dernier figure dans la loi salique et il fait l'objet de lois spécifiques. L'article 2 du titre LXI condamne toute personne qui prend par la force le butin d'autrui⁴¹⁸. Le terme utilisé pour le représenter est *spolium*. La caution royale quant au butin est nécessaire pour légiférer puisqu'elle est directement reliée à la démonstration de la force et du contrôle des forces magiques et chaotiques par le roi. Pour remplir sa fonction symbolique, le butin doit être vu, ce qui est « mis en œuvre par les pratiques ostentatoires⁴¹⁹ ». Le butin amassé lors des attaques issues d'initiatives personnelles ne peut pas entrer dans cette catégorie puisqu'elles ne sont pas sanctionnées par le pouvoir royal. Le fameux épisode du vase de Soissons tend à montrer que la distribution du butin se fait de manière équitable. Ainsi, la redistribution sert le roi

⁴¹⁵ Régine LE JAN, « Prendre, accumuler... », *loc. cit.*, p. 366.

⁴¹⁶ Laurent FELLER, « Enrichissement, accumulation... », *loc. cit.*, p. 19.

⁴¹⁷ François BOUGARD, Geneviève BÜHRER-THIERRY et Régine LE JAN, « Les élites... », *loc. cit.*, p. 1090.

⁴¹⁸ Titre LXI : 2, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 226.

⁴¹⁹ Rodolphe KELLER, « Pillages et butins dans la représentation du pouvoir à l'époque carolingienne », *Médiévales*, 62, printemps 2012, p. 142-143.

afin de légitimer le pouvoir royal, alors que pour l'aristocratie, la légitimité du butin est liée à sa redistribution dans le cadre de l'échange social qui doit favoriser l'obtention de charges ou autres avantages⁴²⁰. Cette circulation des biens est « le support matériel et symbolique des relations affectives, par lesquelles se construit le pouvoir, dans l'espace public comme dans l'espace privé⁴²¹. » Ainsi, tous les guerriers obtiennent une part de richesses acquises lors de la campagne annuelle. Enfin, le butin dont le titre LXI fait l'objet doit provenir d'une campagne militaire. Il est donc protégé par la loi.

Cependant, il n'y a aucune mention du verbe *exspoliare* ou du terme *spolium* dans les législations burgondes. Cela ne les exclut pas automatiquement de l'analyse ci-haut. Or, il est impossible, par les textes législatifs, d'en corroborer la véracité. Les campagnes annuelles sont imbriquées dans une culture guerrière germanique. Malgré cela, les législateurs ont préféré mettre de côté les notions entourant le butin ou les attaques violentes. Pourtant, le titre XXIX nommé *De superventoribus et effractoribus*⁴²² légifère sur les attaques et sanctionne les vols durant ces dernières. Dans ce cas, il ne peut s'agir d'attaques lors de campagnes militaires annuelles. Contrairement aux Francs, tout individu surpris à voler durant un assaut est condamné à mort. Cela est cohérent avec les sentences générales des Burgondes par rapport au vol. Toutefois, la loi romaine burgonde ne mentionne rien à ces sujets. À moins d'exception, peu de Gallo-romains devaient prendre part à ces attaques. D'abord, une attaque contre un barbare serait punissable. Ensuite, les campagnes militaires annuelles devaient être réservées aux libres.

Ainsi, le vol en temps de guerre fait l'objet de législation de manière indirecte. De surcroît, seules les lois franques s'attardent sur la question, alors que les Burgondes demeurent muets. Toutefois, les éléments de la loi, la distribution et l'acquisition de butins, montrent l'importance de la circulation des richesses chez les

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 145 et 149.

⁴²¹ Régine LE JAN, « Entre amour et haine du roi... », *loc. cit.*, p. 17.

⁴²² Titre XXIX, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 66.

Mérovingiens. Puisque les canaux d'obtention de richesses chez les Gallo-romains diffèrent de ceux des Germaniques, il n'est pas très surprenant de rencontrer un mutisme relatif au butin dans la loi romaine burgonde.

Le vol est clairement une action violente. Toutefois, il a été possible de voir que les Francs et les Burgondes ne légifèrent nullement sur l'action de voler de la même manière. En somme, les Burgondes sont beaucoup plus strictes dans les peines imposées. Il s'agit d'une influence possiblement romaine qui compte les peines les plus sévères à l'encontre du vol. Cependant, les peines violentes, contrairement aux supplices corporels, ne sont pas uniquement dirigées vers les esclaves des sociétés franque et burgonde. Au contraire, elles sont imposées aux libres reconnus coupables et souvent, il s'agit de la peine de mort. À ce sujet, les Francs montrent un durcissement dans le temps de leur législation par rapport à des Burgondes constants et des Gallo-Romains intransigeants.

L'acquisition de richesses est le moteur principal de la mobilité sociale. Qu'ils soient acquis par le vol ou le butin prélevé lors d'attaques d'initiative personnelle ou de la campagne annuelle, les richesses sont au centre des préoccupations des aristocrates. Il n'est donc pas surprenant de voir des lois rigoureuses et sévères à l'endroit de ce crime. Toutefois, lors d'un vol, l'honneur peut également être mis à mal. La prochaine section portera sur l'analyse de son implication au sein des codes de lois germaniques.

3.4 L'honneur

L'honneur est un concept difficile à saisir. Il ne s'agit pas d'une représentation facilement imaginable. Loin de là, l'honneur est une abstraction construite à partir d'un système de valeurs socialement accepté comme nous l'avons vu au premier chapitre. Ainsi, il apparaît difficile d'en saisir les limites et les contours dans un code juridique. Néanmoins, par association, il est possible de pressentir les champs d'étude susceptibles d'apporter des précisions quant au traitement de l'honneur dans les codes de lois.

Le traitement de la notion d'*amicitia* et de son contraire, l'*inimicitia*, devrait permettre d'aborder l'honneur germanique et gallo-romain. Si un coup de poing est physiquement reconnaissable comme une atteinte violente à l'honneur, les insultes n'en sont pas moins percutantes. L'honneur est au centre des pratiques socialement répréhensibles. Parmi celles-ci, le viol et l'adultère n'affectent pas seulement l'individu coupable ou la victime, ces actions ont une répercussion sur l'ensemble de la parentèle. C'est pour cette raison que leur traitement est incorporé dans cette section. Ainsi, est-ce l'action qui est passible d'une peine judiciaire ou la transgression qu'elle implique? Répondre à ces questions est l'objectif principal de cette section.

3.4.1 L'*inimicitia*

L'*amicitia* a été magistralement traitée dans l'ouvrage de Gerd Althoff⁴²³, sans toutefois aborder son contraire : l'*inimicitia*. Comment pouvons-nous définir ce concept? Le terme moderne anglais « *feud / faide* » désigne au haut Moyen Âge un ennemi, une vengeance légale. C'est d'ailleurs ce sens qui est retenu pour traduire le terme germanique *faida* vers *inimicitia*⁴²⁴ en latin. L'inimitié est donc intimement liée à la notion d'ennemi, mais également au concept de vengeance. Régine Le Jan

⁴²³ Gerd ALTHOFF, *Family, Friends...*, *op. cit.*, 195 p.

⁴²⁴ Jeppe BÜCHERT NETTERSTRØM, « Introduction. The Study... », *loc. cit.*, p. 38.

simplifie la relation entre amitié/haine par ceux à qui l'on désire du bien et ceux à qui l'on désire faire du mal⁴²⁵. Comme Nira Pancer le montre bien, la faide ne peut être dissociée de la notion d'honneur⁴²⁶. Les références présentes dans les codes de lois sont-elles en accord avec cette définition? Il devrait être assez aisé de relever dans les textes les notions d'honneur auxquelles le terme *inimicitia* renvoie. Ces termes utilisés varient-ils selon le contexte? L'analyse des codes législatifs devrait permettre de répondre à ces questions.

La *Lex romana burgundionum* offre une unique occurrence. Pourtant, il s'agit probablement de l'exemple le plus près de la définition présentée ci-haut. L'article décrit un incendie criminel dont la cause est l'inimitié⁴²⁷. Pour qu'elle entraîne une réaction aussi violente et puissante, il faut nécessairement que les implications morales et émotives du geste déclencheur soient importantes. L'incendie détruit entièrement les biens, la propriété, voire le patrimoine de l'individu visé. L'*amicitia* doit être comprise, selon Gerd Althoff, comme un traité entre deux individus qui entraîne des obligations⁴²⁸. L'inverse doit nécessairement être vrai, la déclaration de l'inimitié envers un individu revient pratiquement à lui déclarer la guerre. Du moins, cela le place dans une position précaire susceptible de subir des préjudices. L'inimitié prend-elle la même forme chez les Germaniques?

Le code burgonde ne contient tout simplement aucune référence directe à l'inimitié. Il est difficile de croire que la notion était étrangère à ce peuple. Toutefois, les législateurs n'ont pas cru bon de la codifier. Par contre, la situation diffère chez les Francs. Il est possible de dénombrer quatre références distinctes. La première se retrouve à l'article 9 du titre IX qui traite du cas de l'ouverture par inimitié ou par

⁴²⁵ Régine LE JAN, « *Timor, amicitia, odium* : les liens politiques à l'époque mérovingienne » dans *Der frümittelalterliche Staat – europäische Perspektiven* éd. Walter POHL et Veronika WIESER, Vienne, OAW, 2009, p. 218.

⁴²⁶ Nira PANCER, *Sans peur et sans vergogne...*, op. cit., 316 p.

⁴²⁷ « *inimicitiarum causa incendium* », Titre XVIII : 3, *Lex romana burgundionum*, op. cit., p. 142.

⁴²⁸ Gerd ALTHOFF, « *Amicitiae* [Friendship] as Relationships Between States and People » dans *Debating the Middle Ages : Issues and Readings* éd. Lester K. LITTLE et Barbara ROSENWEIN, Cornwall, Blackwell, 1998, p. 191-193.

arrogance de la clôture d'un enclos afin que les bêtes se sauvent⁴²⁹. L'action comme telle n'est pas violente, mais la teneur du message lancé est de la pure défiance. L'inimitié place son destinataire dans une position de défi où tous les coups semblent permis.

L'article 13 du titre XXXVIII montre également à quel point l'inimitié est intimement liée à l'honneur. Cette loi vise à punir tout homme qui, par inimitié ou arrogance, frappe ou blesse un cheval (*caballus* ou *jumentum*). Cette attaque vise les animaux les plus précieux qu'un paysan ou un homme puisse posséder. D'ailleurs, la peine de 30 *solidi* semble le confirmer. Ces *wergeld* élevés contre les champs, les vignes, les attaques des animaux, tous des composants d'une *villa*, trahissent l'importance de la nourriture et indirectement la difficulté de cultiver la terre⁴³⁰. De plus, pour Harald Siems, si l'on se fie à la construction de la loi salique, l'élevage de bétail constituerait la principale activité économique chez les Francs⁴³¹. Le statut social et le prestige d'un individu sont largement reliés au nombre de têtes de son troupeau⁴³². Il n'est donc pas très surprenant qu'on veuille s'y attaquer et que des représailles puissent être dirigées contre le coupable. Tout comme le vol, une action portée contre la propriété est une atteinte contre son propriétaire⁴³³. Ainsi, une attaque contre les biens meubles de cet individu est une attaque justifiée puisqu'un homme doit protéger son bien, donc son honneur envers et contre tous⁴³⁴. Le prestige est également fortement lié à la capacité d'accumuler des richesses afin de pouvoir les redistribuer, mais également les défendre. Dans une dynamique d'*inimicitia*, donner plus au rival qu'il ne peut rendre, c'est l'humilier et l'obliger à reconnaître son

⁴²⁹ Titre IX : 9, *Pactus Legis salicae*, *op. cit.*, p. 50.

⁴³⁰ Kathy PEARSON, « Salic Law and Barbarian Diet » dans *Law, Society, and Authority in Late Antiquity* éd. Ralph W. MATHISEN, Oxford, Oxford University Press, p. 281-283.

⁴³¹ Harald SIEMS, « La vie économique des Francs d'après la *lex salica* » dans *Clovis. Histoire et mémoire...*, *op. cit.*, p. 614.

⁴³² Patrick GEARY, *Naissance de la France...*, *op. cit.*, 2011, p. 64.

⁴³³ Marcelo CÂNDIDO DA SILVA, « Le vol de biens et la construction sociale dans le royaume des Francs (VIe-IXe siècle) » dans *La fabrique de la norme...*, *op. cit.*, p. 87.

⁴³⁴ Nira PANCER, « « L'honneur oblige ». Esquisse d'une cartographie des conduites et des stratégies de l'honneur aux Ve et VIe siècles », *Revue belge de philologie et d'histoire*, No 74, 2, 1996, p. 278.

infériorité⁴³⁵. L'incapacité à défendre ce patrimoine vient bafouer l'honneur du propriétaire.

Childebert II, dans le *Capitulaire VI*, utilise également le terme *inimicitia* à l'article 5 du titre II. Encore une fois, l'inimitié est connotée d'enjeux d'honneur. Il est question de serment par des hommes de bonne foi sans inimitié⁴³⁶. Le serment est une pratique des plus importantes servant à disculper les accusés. D'ailleurs, le manque à sa parole se rapproche du crime de lèse-majesté⁴³⁷, l'un des crimes les plus graves du monde franc, punissable par la coupe des mains et des pieds, ainsi qu'à l'agonie déshonorante dans cette condition⁴³⁸. Plus encore, ce même titre utilise également le terme d'*inimicus*, c'est-à-dire un ennemi. Ce dernier a laissé un individu gésir sur le bord de la route dans un état publiquement déshonorant⁴³⁹. L'ennemi, par cette disposition, montre à toute la communauté ce qu'il en coûte de s'attaquer à son groupe. Également, il s'agit d'un message puissant lancé à tous les rivaux potentiels que toutes attaques, offenses ou atteintes à l'honneur d'un individu de sa parentèle implique de s'exposer à des représailles sévères telles l'homme gisant sur le bord de la route. Cette peine explicite, à elle seule, l'ampleur et l'importance de l'honneur au sein des dynamiques sociales altimédiévales.

En conclusion, il ne fait aucun doute que les termes *inimicitia* et *inimicus* soient liés à la notion d'honneur. Les thèmes abordés diffèrent d'un titre à l'autre, mais tous joignent de loin ou de près la notion d'honneur, qu'il s'agisse d'atteindre le patrimoine d'un individu ou de mettre en cause la véracité de sa parole. L'absence totale des références dans le *Liber constitutionum* n'est pas compréhensible, puisque le concept semble bien ancré chez les Francs et tout de même attesté chez les Gallo-

⁴³⁵ Régine LE JAN, « Prendre, accumuler... », *loc. cit.*, p. 368.

⁴³⁶ « *fidei homines absque inimicitia [...] sacramentum [...] dixerint* », *Capitulaire VI*, II : 5, *Legis salicae*, *op. cit.*, p. 268.

⁴³⁷ Stefan ESDERS, « Les origines militaires du serment dans les royaumes barbares (Ve-VIIe siècles) » dans *Oralité et lien social au Moyen Âge (Occident, Byzance, Islam) : parole donnée, foi jurée, serment* dir. Marie-France AUZÉPY et Guillaume SAINT-GUILLAIN, Paris, AHCByz, 2008, p. 25.

⁴³⁸ Titre XLI : 11, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 158.

⁴³⁹ « *quem inimici demiserunt* », Titre XLI : 11, *ibid.*, p. 158.

romains. La codification légale de l'honneur burgonde passe probablement par d'autres avenues. Probablement que l'analyse de concepts différents permettra de distinguer quelques notions d'honneur chez les Burgondes. Les insultes pourront peut-être corroborer cette hypothèse.

3.4.2 Les insultes

Normalement, pour nous modernes vivant dans un monde où les insultes fusent de partout, il semble légitime de prétendre qu'elles devraient représenter une grande part des attaques contre l'honneur germanique où le langage est codifié. Le seul fait de s'attaquer verbalement à un individu peut certainement déclencher une dispute, voire une bataille. Si elles sont codifiées, quelles injures méritent une intervention légale? Quels sont les répertoires et les thématiques visés par ces interpellations? Est-ce que selon le genre de la victime, les implications légales diffèrent? Quels sont les termes employés? Cette section s'emploiera à répondre à ces interrogations.

Malheureusement, le *Liber constitutionum*, ainsi que la *Lex romana burgundionum* ne proposent aucune législation contre les insultes verbales. Il n'y a aucune référence directe ou indirecte à des invectives. C'est assez surprenant, mais ce fait semble s'accorder avec l'analyse précédente, concernant la présence du terme d'*inimicitia*. Il ne reste donc que la *Lex salica*. Contre toute attente, elle consacre un titre entier au traitement des insultes. S'agit-il de la norme chez les Francs ou d'un sursaut législatif ponctuel et singulier? L'espace réservé, non pas quelques articles, mais un titre complet, le titre XXX, tend à faire croire qu'il s'agissait d'une réelle préoccupation des législateurs. L'analyse de ces insultes pourra certainement aider à comprendre les dynamiques de l'honneur mérovingien.

D'abord, le titre est nommé « *De conuitiis*⁴⁴⁰ / *Des insultes* ». Il est intéressant que ce titre fasse partie du *Pactus* original de la loi salique. Cela montre un intérêt et une préoccupation très précoce envers les insultes. En somme, neuf

⁴⁴⁰ Titre XXX, *ibid.*, p. 118.

insultes sont répertoriées. Deux d'entre-elles renvoient à des connotations sexuelles : *cinitum*⁴⁴¹ (pédéraste) et *meretrix*⁴⁴² (prostituée). Cette traduction du terme de pédéraste (*pederast*) est donnée par Katherine Fischer Drew⁴⁴³. Il s'agit d'un terme très péjoratif, alors que le terme « homosexuel », plus neutre dans sa connotation, aurait peut-être été préférable. Les raisons de ce choix seront explicitées plus loin. D'ailleurs, les peines de ces insultes sont les plus élevées par des amendes de 15 et 45 *solidi* respectivement.

Cinitum renvoie à deux possibilités : un nom neutre ou masculin à l'accusatif, ou un adjectif neutre. La construction grammaticale de la phrase, *si quis alterum cinitum uocauerit*, s'accorde avec un nom masculin ou un adjectif à l'accusatif. Malheureusement, les termes *cinitus* ou *cenitus* ou *caenitus* sont difficilement repérables dans les dictionnaires latins. Seules des dénominations telles que *cinaedus*⁴⁴⁴ (homosexuel, efféminé) ou *caenosus*⁴⁴⁵ (bourbeux) peuvent s'en rapprocher. Il n'en demeure pas moins que deux avenues semblent possibles pour le traitement de ce terme : la pédérastie/homosexualité ou un être bourbeux/couvert de merde.

Le terme de pédéraste ne semble pas une interprétation unanime du mot latin *cinitum*. Effectivement, Guy Halsall défend plutôt l'idée que *cinitum* et *concacatum* devraient être juxtaposés dans leur interprétation, c'est-à-dire couvert de merde. Le sens de ces insultes serait davantage centré autour des notions guerrières et des valeurs martiales que la société franque du VI^e siècle impose. Dans cette optique, les deux insultes désigneraient que le groupe ou l'individu s'est souillé par la peur et s'est enfui. Ainsi, la considération de *cinitum* en tant que pédéraste serait une erreur puisqu'elle ne correspondrait pas à une insulte autour de la couardise⁴⁴⁶. Toutefois, il ne semble pas possible de mettre ces deux insultes sur le même plan. D'abord, si leur

⁴⁴¹ Titre XXX : 1, *ibid.*, p. 118.

⁴⁴² Titre XXX : 3, *ibid.*, p. 118.

⁴⁴³ « *pederast* », Katherine FISCHER DREW, *The Laws of the Salian...*, *op. cit.*, p. 94.

⁴⁴⁴ Félix GAFFIOT, *Le grand Gaffiot : dictionnaire latin-français*, Paris, Hachette, 2000, p. 306.

⁴⁴⁵ *Ibid.*, p. 242.

⁴⁴⁶ Guy HALSALL, *Warfare and Society...*, *op. cit.*, p. 11.

sens est le même, pourquoi les législateurs de la loi salique auraient mis à l'écrit deux articles distincts? D'ailleurs, le sens de bourbeux semble difficilement conciliable avec le contexte. *Caenosus* (bourbeux) est souvent associé à *caenum* (boue, ordure), lequel est lui-même souvent associé à l'obscène (*obscaneus*) les organes génitaux externes et aux excréments⁴⁴⁷. Si l'on considère *cinitum* dans sa dimension sexuelle, les deux ne peuvent pas être liés sémantiquement, hormis par des spéculations vagues⁴⁴⁸. Ensuite, si l'insulte est en bout de ligne la même dans les deux cas, elle devrait exiger une composition similaire. Or, c'est loin d'être le cas : traiter un individu de « couvert de merde », par l'entremise du terme *concagatum*, implique une amende de 3 *solidi*. Évidemment, la connotation est absolument péjorative, mais réfère à la souillure. Pour cette dernière, il est effectivement probable qu'elle renvoie à un contexte guerrier où le combattant a pris peur⁴⁴⁹. L'amende de trois *solidi* permet de croire qu'il s'agit avant tout d'une insulte mineure. Évidemment, lorsque nous commentons qu'il s'agit d'une insulte mineure, nous nous référons à la hiérarchisation donnée par la loi salique. À l'inverse, un individu appelé pédéraste/homosexuel (*cinitum*) exige une composition de 15 *solidi*. La différenciation pénale entre les deux termes ne s'explique que par le lien entre l'honneur et la sexualité que nous verrons plus loin. Puisqu'il s'agit des articles 1 et 2 du titre XXX, il est difficilement envisageable de considérer un décalage temporel entre la rédaction des deux. De plus, l'article 6 traite précisément d'un guerrier qui jette son bouclier au sol pour se sauver, mais n'exige que 3 *solidi* en composition.

Sylvie Joye a étudié les enlèvements (*raptus*) et le viol⁴⁵⁰. Pour elle, la société mérovingienne, en condamnant ces actes, ne les considère pas comme des tabous sexuels. C'est la transgression sociale qui est punie. Le violeur ou le ravisseur d'une jeune fille, par ces crimes, s'attaque à la figure masculine supposée être en mesure de

⁴⁴⁷ Peter G. W. GLARE, *Oxford Latin dictionary*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 253.

⁴⁴⁸ Il s'agit de l'argument tenu par Peter SCHRIJVER, *The Reflexes of the PIE laryngeals in latin*, Amsterdam, Rodopi, 1991 repris par Michiel DE VANN, *Etymological Dictionary of Latin and the Other Italic Languages*, Boston, Brill, 2008, p. 81.

⁴⁴⁹ Guy HALSALL, *Warfare and Society...*, op. cit., p. 11.

⁴⁵⁰ Sylvie JOYE, *La femme ravie...*, op. cit.

protéger les membres de sa famille ce qui met à jour une incapacité, une passivité et une atteinte directe à l'honneur du groupe entier⁴⁵¹.

Florence Dupont et Thierry Éloi, dans leur traitement de l'érotisme masculin durant l'Empire romain, notent que César se fait traiter d'enculé. Le terme employé est *cinaedus* (homosexuel, débauché ou efféminé) qui n'est pas sans rappeler *cinitum/caenitus*. L'avenue d'une erreur de transcription est possible, mais impossible à confirmer. Fort probablement, seul un retour aux manuscrits pourrait aider à résoudre l'énigme. Selon Florence Dupont et Thierry Éloi, l'insulte se situe dans la passivité que l'action suggère. La passivité sexuelle, attribuée à la sexualité féminine, est l'objet « de réprobation générale⁴⁵². » Jean-Pierre Poly, lorsqu'il traite de l'insulte, la qualifie en des termes sexuels par la dénomination *cenitus* (embourbé). Toutefois, il commente l'appellation germanique de la peine, le *mallberg*⁴⁵³, *quintuc/*cwéntuc* qu'il traduit par « cul de femme⁴⁵⁴ ». Une fois de plus, *quintuc* n'est pas loin de *cinitus*.

Il reste un dernier élément important dans le traitement de cette insulte. Dans tous les autres cas où une invective est lancée, les rédacteurs ont employé le verbe *clamare*/crier. Le cri tend à sous-entendre la spontanéité de l'insulte sur le vif d'un déclencheur. À l'inverse, *cinitum* est juxtaposé avec le verbe *vocare*/nommer. Il y a une différence entre crier une insulte à un individu lors d'un emportement et désigner, volontairement, une personne de pédéraste/homosexuel. Il y a là une atteinte directe à l'honneur de la victime. Malheureusement, il ne s'agit que d'une hypothèse puisque selon la famille de manuscrits utilisés (*A*, *C*, *H* ou *K*), les différentes insultes franques sont employées indistinctement avec l'un ou l'autre des deux verbes.

⁴⁵¹ Sylvie JOYE, *La femme ravie...*, op. cit., p. 147 et 156.

⁴⁵² Florence DUPONT et Thierry ÉLOI, *L'érotisme masculin dans la Rome antique*, Paris, Belin, 2001, p. 158-159.

⁴⁵³ Le Malberg (*mallebergo*) ne désigne pas un endroit, mais la peine à prononcer en regard des infractions. Christophe CAMBY, *Wergeld ou uueregildus...*, op. cit., p. 357.

⁴⁵⁴ Jean-Pierre POLY, *Le chemin des amours barbares. Genèse médiévale de la sexualité européenne*, Paris, Perrin, 2003, p. 222.

Au vu de ces différentes analyses, l'insulte *cinitum*/pédéraste/homosexuel semble prendre tout son sens. L'insulte sexuelle n'est pas à considérer au premier degré. Il s'agit davantage de dénoncer publiquement une passivité, une impuissance, une incapacité ou la couardise d'un individu. D'ailleurs, l'accusation d'homosexualité est souvent citée au même titre que l'impuissance⁴⁵⁵. C'est pourquoi l'insulte est jugée aussi grave, d'où les 15 *solidi* pour la composition, et qu'elle ne peut pas être jointe à *concagatum*. D'ailleurs, Nira Pancer conserve cette interprétation en la qualifiant « d'émasculation verbale⁴⁵⁶ ». Un homme, prince ou aristocrate, qui accepte de son plein gré de se faire dépouiller de son bien, potentiellement son honneur, ne peut pas être considéré comme un homme⁴⁵⁷. Il s'agit d'une atteinte directe à l'honneur de l'individu. Jean-Pierre Poly note que selon les auteurs antiques,

les Germains étaient très hostiles à l'homosexualité. [...] Si les lois barbares en disent peu de chose, c'est qu'il s'agit non d'un délit qu'on punit, mais d'une pratique honteuse dénoncée par une insulte si grave qu'elle entraînait une riposte violente relevant du vindicatoire⁴⁵⁸.

Guy Halsall construit son argumentaire autour des notions de guerre et de bravoure guerrière. Il semble donc normal que pour lui, l'insulte sexuelle ne fasse aucun sens. Pourtant, la dynamique d'honneur des Mérovingiens et des Germaniques en général explique bien la présence d'une telle insulte au sein de la loi salique. De plus, il semble être le seul tenant de cette hypothèse, alors que les auteurs adhérant à la traduction de pédéraste/homosexuel s'accumulent.

Les insultes peuvent également être associées à une connotation animalière. Ainsi, les articles 4 et 5 désignent un individu traité de renard (*vulpes*) ou de lièvre

⁴⁵⁵ Nicole GONTHIER, « *Sanglant Coupaul!* » « *Orde Ribaude!* ». *Les injures au Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 59.

⁴⁵⁶ Nira PANCER, *Sans peur et sans vergogne...*, op. cit., p. 114.

⁴⁵⁷ Nira PANCER, « L'honneur oblige... », loc. cit., p. 279.

⁴⁵⁸ Notamment Salvien et Ammien Marcellin. Jean-Pierre POLY, *Le chemin des amours...*, op. cit., p. 213.

(*lepos*)⁴⁵⁹. Le renard peut certainement être associé à la ruse d'une manière péjorative. Elle sert à prendre avantage sur ses adversaires de manière détournée, indirecte, par supercherie possiblement interprétée comme déshonorante. Dans le cas du lièvre, les législateurs font directement référence à la rapidité par laquelle le lièvre se sauve. C'est la lâcheté qui est ici mise en cause. Toutes deux sont admissibles à une peine de trois *solidi* qui insiste sur la gravité moindre de ces insultes. Néanmoins, la référence à ces animaux renvoie au manque de certaines valeurs liées à l'honneur.

Ensuite, les serments lors d'audience judiciaire font l'objet de plusieurs législations et mettent l'honneur des co-jureurs en jeu. L'article 7 du même titre vient étayer cette interprétation par la mise à l'amende quiconque traite un individu de dénonciateur (*delator*) ou de faux témoin (*falsator*)⁴⁶⁰. L'amende imposée s'élève à 15 *solidi*, ce qui dénote l'importance considérable de ces accusations. La dénonciation indique clairement que l'intégrité de la parentèle importe davantage que la justice individuelle. Il est très mal vu de dénoncer un individu.

Finalement, il est possible de répertorier deux insultes qui font référence à l'aspect guerrier du Franc libre. Il est difficile de déterminer si ces injures évoluent dans un contexte de guerre ou de duel, voire de vengeance. Néanmoins, elles touchent directement l'honneur du combattant. La première décrit un guerrier qui jette son bouclier (*scutum*)⁴⁶¹. L'honneur franc est directement lié à la participation active aux actions violentes. Le simple fait de déposer les armes est une marque de faiblesse et de soumission impensable pour une société guerrière. D'ailleurs, la seconde insulte qui suit directement celle du bouclier fait mention de prendre la fuite (*fuga lapsus fuisset*)⁴⁶². La fuite est évidemment l'acte de couardise par excellence. Toutefois, cette insulte n'est pas présente dans tous les manuscrits de la loi salique. Seule la famille *H* fait mention de cette insulte. Elle semble venir préciser l'action de jeter son bouclier pour fuir le combat. Dans tous les cas, ces deux insultes font références au

⁴⁵⁹ Titre XXX : 4, 5, *Pactus legis salicae*, *op. cit.*, p. 119.

⁴⁶⁰ Titre XXX : 7, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 120.

⁴⁶¹ « *scutum suum iactasset* », Titre XXX : 6, *Ibid.*, p. 119.

⁴⁶² « *fuga lapsus fuisset* », Titre XXX : 6, *Ibid.*, p. 119.

capital d'honneur du guerrier. L'amende de trois *solidi* paraît cependant faible pour une insulte aussi grave.

En conclusion, les connotations sexuelles et les allusions aux délateurs sont les insultes les plus durement punies par la loi salique. Dans les deux cas, il ne s'agit pas de législation ponctuelle et anodine, mais bien d'une volonté d'établir des balises sociales. La multiplicité des articles qui légifèrent sur les délits sexuels, ainsi que sur les faux serments semblent montrer qu'il s'agit réellement d'enjeux sociaux. Il est dommage de retrouver des codifications par rapport aux insultes uniquement dans le *Pactus legis salicae*. Il aurait été intéressant de les comparer aux insultes réprimandées chez les Burgondes. Il ne faut pas s'y méprendre, leurs absences dans le *Liber constitutionum* et la *Lex romana burgundionum* n'invitent aucunement à croire que cette société était dépourvue d'injures verbales. Les législateurs ont simplement considérés cet aspect inopportun pour les codes de lois burgondes.

3.4.3 L'adultère et le viol : une similitude conceptuelle chez les Germaniques?

L'adultère est-il présent dans les sociétés germaniques franques et burgondes qui permettent pourtant la vie en concubinage? Si oui, le châtement vise-t-il uniquement la femme et/ou l'homme? Du moins, la femme possède un capital d'honneur passif lié à la famille dont elle fait partie⁴⁶³. Normalement, une atteinte à ce capital d'honneur devrait susciter des réactions, voire déclencher une dispute. Est-ce que les termes employés renvoient spécifiquement à l'adultère? Toutes ces questions trouveront une réponse dans cette portion de l'analyse.

Le premier aspect à vérifier concerne le vocabulaire employé. Le *Pactus legis salicae* emploie une seule fois le verbe *adultero*⁴⁶⁴. Cependant, le contexte ne réfère aucunement à un adultère, mais plutôt à un vol. Les relations infidèles sont davantage désignées par le terme *moechor*⁴⁶⁵ qui signifie commettre un adultère. L'article 3 du

⁴⁶³ Sylvie JOYE, *La femme ravie...*, op. cit., p. 147.

⁴⁶⁴ Titre XI : 5, *Pactus legis salicae*, op. cit., p. 57.

⁴⁶⁵ Titres XIII : 14; XV : 2, 3; XXV : 5, *Ibid.*

titre XV désigne un adultère où la femme libre et l'homme sont consentants. La peine est de 45 *solidi* uniquement pour l'homme. Le titre XXV, quant à lui, régleme les relations sexuelles avec une esclave d'un autre seigneur. Selon le rang de l'homme, libre ou esclave, ainsi que l'appartenance de la femme esclave, à un simple seigneur ou au roi, la peine varie entre 15 *solidi* ou la castration, voire recevoir 300 coups de fouet. Ainsi, les logiques pénales sont maintenues puisque le libre paie une composition pécuniaire alors que l'esclave est puni corporellement.

Pourtant, les contextes semblent indiquer complètement autre chose dans certains cas. Il s'agit d'un acte sexuel perpétré par l'homme contre la volonté de la femme et souvent avec violence : c'est-à-dire un viol. Effectivement, l'article 14 du titre XIII précise que la fiancée fut assaillie (*adsalio*) et que l'assaillant a commis un adultère violent (*uiolenter moechatus*). Le coupable est soumis à une amende 200 *solidi*, ce qui indique la gravité du geste posé. L'article 2 du titre XV offre la même similarité. Celui qui commet un adultère avec une jeune fille libre (*ingenua puella*) est soumis à une peine de 62 ½ *solidi*. Sans être aussi élevée que la peine du titre XIII, elle demeure significativement imposante. D'ailleurs, Katherine Fischer Drew traduit cet article par celui qui viole (*rapes*).

Ainsi, selon les contextes, l'adultère chez les Francs semble s'apparenter au viol. Pourtant, le titre CXXX le contextualise également, mais cette fois par le biais du verbe *rapio*. Du moins, Katherine Fischer Drew traduit ce verbe par violer (*rape*). Ainsi, l'homme semi-libre qui viole une femme semi-libre est condamné à 20 *solidi* en plus d'une amende payable au comte de 10 *solidi*. Toutefois, s'il viole une femme libre (*ingenua*), seule sa vie peut racheter son crime.

À la lumière de cette analyse, les Francs n'ont pas de différence sémantique claire entre le viol et l'adultère. Seule une interprétation minutieuse du contexte permet de différencier l'un de l'autre. De plus, dans tous les cas, c'est uniquement l'homme qui est reconnu coupable. La femme, pour sa part, semble être une victime. Il est donc important de poursuivre cette analyse du côté burgonde afin de vérifier si ces tendances se maintiennent ou si le flou conceptuel est également présent.

L'on perçoit immédiatement que l'adultère est traité différemment chez les Burgondes. L'article 3 du titre XXXIV permet au mari de répudier sa femme s'il peut prouver qu'elle a commis un adultère (*adulterium*). La dynamique diffère puisque dans ce cas-ci, c'est l'homme qui est trompé et non la femme. De plus, les Burgondes ajoutent des précisions contextuelles à l'adultère. Celui qui s'unit par adultère (*adulterium*) à une femme de la parentèle ou à une sœur de son épouse doit payer le *wergeld* attaché au statut de cette femme en plus d'une amende de 20 *solidi*. D'ailleurs, le titre est nommé « *De incesti adulterio* » (des adultères incestueux). De surcroît, le titre utilise le verbe *adultero* dans son contexte d'adultère. Si la peine pécuniaire est ici attribuée à l'homme fautif, la femme n'est pas blanchie de châtement. Elle est condamnée à la servitude auprès du roi. Il y a donc une volonté de punir non seulement l'adultère, mais les deux personnes qui le pratiquent. Ajoutons qu'il n'y a aucune connotation violente dans les législations burgondes quant à l'adultère.

Les autorités burgondes vont même jusqu'à légiférer sur les adultères commis par les jeunes filles avant leur mariage ainsi que les veuves. Ainsi, le titre XLIV explique que la jeune fille d'un Burgonde qui s'unit secrètement (*occulte*) et par disgrâce (*foeditas*) est coupable de soutenir la disgrâce de sa perte de virginité. Quant à l'homme, il ne peut subir de préjudice. Dans le cas d'une veuve, si elle s'unit avec un homme dans l'adultère et qu'elle demande le mariage avec ce dernier, il doit lui être refusé puisqu'elle s'est conduite de manière disgracieuse. À ce sujet, Janet Nelson et Alice Rio donnent une définition beaucoup plus large du terme *adulterium*. Pour elles, le terme ne renvoie pas uniquement aux cas d'adultères, mais également à toutes les activités sexuelles non-sanctionnées pour les femmes, incluant les vierges, les veuves et les esclaves⁴⁶⁶. Ce titre renforce le fait que la femme n'est plus seulement victime d'adultère, mais peut le perpétrer de sa propre volonté. Dans ce cas, elle doit subir les conséquences de ses actes.

⁴⁶⁶ Janet NELSON et Alice RIO, « Women and Laws... », *op. cit.*, p. 109.

Par ailleurs, la législation burgonde exprime une politique plus virulente contre l'adultère. Le titre LXVIII nommé « *De adulteriis* » (des adultères) condamnent les deux fautifs, l'homme et la femme, à une peine de mort. L'article 2 prétend la possibilité de racheter la vie d'un des deux coupables par sa parentèle, alors que l'autre est tout de même condamné à mort. Il s'agit d'une législation sévère, mais toujours cohérente avec les précédentes. L'homme n'est pas exclu comme victime de l'adultère et la femme n'est pas automatiquement la victime. Indéniablement, les Burgondes ont légiféré de manière beaucoup plus cohérente la notion d'adultère qui n'est nullement apparentée à celle du viol.

Le viol est présent dans les législations burgondes. Il est associé à la notion de corruption, la femme violée est une femme corrompue. Ainsi, le titre XXX est nommé « *De corruptis mulieribus* » (des femmes corrompues). L'article 1 condamne tout homme libre qui commet des violences (*violentia*) sur une esclave de payer une composition de 12 *solidi*. Bien qu'il ne soit pas clairement question de viol, le titre correspond à cette catégorie. L'esclave qui commet le même crime est condamné à recevoir 150 coups de bâton. Il s'agit des deux seules références au viol dans le *Liber constitutionum*. Malgré le peu d'exemples, le viol est défini distinctement par rapport à l'adultère. Il ne peut y avoir de confusion dans la législation burgonde. Reste à savoir s'il en est ainsi également dans la loi romano-burgonde.

Cette dernière répertorie seulement deux références à l'adultère. Le titre XXV permet au mari qui trouve sa femme en plein délit d'adultère (*adulter*) de punir les deux coupables ou seulement l'un des deux. Cette législation renvoie à la *novelle* de Majorien. Malheureusement, la loi ne stipule aucunement de quelle manière doivent être punis les coupables. Évidemment, il est difficile d'établir la norme à partir d'un seul exemple. Toutefois, le terme utilisé s'apparente au vocabulaire pour le pendant germanique de la loi burgonde et ne permet aucune ambiguïté quant à son sens.

La seconde référence, l'article 4 du titre XIX, renvoie à un juif qui prend pour épouse une chrétienne ou même un chrétien qui prendrait une juive pour épouse. Ce mariage, interdit par la loi (*inhibeo*), considère juridiquement les deux individus

comme adultères. Encore une fois, la peine n'est pas explicitée puisque l'on renvoie au livre IX du Code Théodosien. Cette législation montre une interdiction totale des mariages mixtes entre chrétiens et juifs. Non seulement l'interdiction est codifiée légalement, mais elle est qualifiée d'adultère, un crime grave qui entache l'honneur des deux individus. Cette législation vient renforcer l'idée selon laquelle les codes de lois visent la marginalisation des confessions religieuses autre que le catholicisme.

Toutefois, ce qui est d'autant plus intéressant, c'est le titre XIX : « *De corruptis mulieribus* ». La formule est exactement reprise du titre XXX du *Liber constitutionum* et traite globalement du viol. Effectivement, les 3 premiers articles traitent de viol. L'article 1 utilise les verbes corrompre (*corrumpo*) et souiller (*stupro*) pour désigner l'action de violer une femme libre. La peine de mort est réservée à celui qui commet un tel geste. L'article 2 légifère sur le viol d'une esclave par un homme libre. Dans ce cas, ce dernier doit remplacer l'esclave au maître lésé. Enfin, l'article 3 traite du viol d'une femme libre par un esclave, auquel cas il sera livré à la mort. S'il s'agit d'une esclave, le coupable sera soumis à la bastonnade.

La *Lex romana burgundionum* traite donc du viol, mais place le mariage mixte entre juif et chrétien considéré comme adultère au sein de ce titre. Est-ce donc un exemple où viol et adultère sont confondus? Dans la mesure où les châtiments désignés comme viol sont plus durs, l'inclusion du mariage mixte judéo-chrétien dans ce titre, malgré le fait qu'il soit considéré comme simple adultère, renforce la dissuasion de le pratiquer. L'adultère est certainement une atteinte à l'honneur, mais le viol l'est encore davantage. Ainsi, il n'est pas anodin de voir placer le mariage mixte, considéré comme déshonorant, sur un pied d'égalité avec le viol.

Par ailleurs, Sylvie Joye a examiné les modalités des enlèvements au haut Moyen Âge. Elle soulève d'entrée de jeu l'indistinction entre le rapt et le viol dans les premières législations romaines. De sorte que le terme *raptus* désigne les deux délits⁴⁶⁷. Malheureusement, pour atteindre à l'honneur d'une famille, il peut y avoir

⁴⁶⁷ Sylvie JOYE, *La femme ravie...*, op. cit., p. 16.

des viols stratégiques. La publicité de l'acte atteint directement l'honneur de la famille. L'enlèvement reprend le même mécanisme. Un rapt, habituellement sans le consentement de la famille, revêt la signification d'une volonté de prendre possession d'un « bien » d'autrui par la force⁴⁶⁸. Dans tous les cas, ce n'est pas le tabou sexuel qui est châtié, mais la transgression sociale. Le viol et le rapt mettent en évidence l'incapacité du père de protéger sa famille⁴⁶⁹. De plus, la femme est souvent considérée comme le point faible dans la protection de l'honneur familial. Ainsi, la signification des attaques contre les femmes, enlèvements et viols, est avant tout une attaque contre la famille par son point le plus vulnérable⁴⁷⁰.

Lorsqu'il est question de l'assaut d'un cortège nuptial et du viol de la jeune fille dans le titre XIII de la loi salique, il s'agit bien plus d'un contexte de rapt que de viol. Il n'est pas impossible que les deux surviennent durant l'assaut. Toutefois, la seule satisfaction d'un désir impulsif ne correspond pas aux implications sociales décrites par les articles. La transgression sociale que Sylvie Joye analyse est beaucoup plus révélatrice. L'atteinte à l'honneur par de tels actes est une bombe à retardement dans le déclenchement d'une *faide*. Il semble donc légitime et normal de retrouver des législations qui les encadrent. Les trois codes étudiés comptent des références aux enlèvements.

La *Lex salica* exprime clairement ce flou conceptuel. Le titre XIII codifie les enlèvements de jeunes filles, alors que le titre CXXX, beaucoup plus tardif, utilise le terme *raptus* pour désigner le viol. Le titre le plus ancien punit le rapt par des peines pécuniaires. Toutefois, dans l'article II du *Capitulaire VI* de Childebert II, le même délit requiert que le coupable perde sa vie. D'ailleurs, le *raptus* est qualifié de *impiissimus*⁴⁷¹, de sacrilège. Ces exemples montrent donc toute l'importance de la notion de transgression de l'honneur chez les Mérovingiens. La notion n'est pas

⁴⁶⁸ *Ibid.*, p. 19.

⁴⁶⁹ *Ibid.*, p. 147 et 156.

⁴⁷⁰ Janet NELSON et Alice RIO, « Women and Laws... », *op. cit.*, p. 106.

⁴⁷¹ *Capitulaire VI*, titre II : 2, *Lex salica*, *op. cit.*, p. 268.

totale­ment claire au niveau du lexique, mais les contextes permettent l'identification des actions répréhensibles.

Chez les Burgondes, il n'y a qu'un seul titre qui traite des enlèvements. Le titre XII explicite les situations selon que la jeune fille soit rendue à ses parents intacte, qu'elle se marie avec son ravisseur ou bien qu'elle soit consentante. Effectivement, l'enlèvement peut déboucher sur le mariage des deux individus. Les valeurs guerrières qui y sont fortement associées subliment alors la violence exercée en courage du ravisseur⁴⁷². D'ailleurs, cette conclusion est souvent souhaitable afin de ne pas entacher le capital d'honneur de la famille victime d'un enlèvement.

Finalement, la *Lex romana burgundionum*, sans surprise, traite également des enlèvements dans son titre IX. Ce qui ressort le plus des articles, c'est l'absence du consentement des parents⁴⁷³. Encore une fois, il s'agit de la transgression sociale. Cependant, alors que les codes germaniques semblent tolérer l'enlèvement à travers son dénouement par un mariage, leur pendant romain refuse toute négociation entre le ravisseur et la famille; sinon le ravisseur doit être mis à mort⁴⁷⁴. Par cette loi, c'est le patrimoine qui est protégé. Le ravisseur ne peut obtenir le patrimoine de la famille victime, puisque son acte est déjà une offense en soi.

En conclusion, il semble qu'effectivement, chez les Francs, il y ait une confusion conceptuelle entre l'adultère et le viol. L'utilisation du vocabulaire à lui seul ne peut pas justifier une distinction entre les deux concepts. Il faut, dans tous les cas, se rapporter au contexte pour définir ce qui est un viol réel d'un simple adultère. Cette confusion conceptuelle n'est pas présente chez les Burgondes qui définissent clairement les deux notions avec un vocabulaire distinct. Sans surprise, la loi romaine burgonde suit l'exemple du *Liber constitutionem*. Cependant, les législateurs de l'article 4 du titre XIX utilisent une confusion dans sa répartition à travers les

⁴⁷² Sylvie JOYE, *La femme ravie...*, op. cit., p. 16.

⁴⁷³ « *cum parentibus nihil ante depectus* », titre IX : 1, *Lex romana burgundionum*, op. cit., p. 132.

⁴⁷⁴ « *interfecto raptore* », titre IX : 2, *ibid.*, p. 132.

différents titres. Alors qu'il traite de mariage mixte considéré comme un adultère, il est volontairement placé dans un titre qui renvoie au viol. Cette classification vise clairement à souligner le déshonneur d'une telle union qui doit soulever le dégoût.

Enfin, est-il possible de tirer une conclusion quant à la considération des genres par la législation sur l'adultère et le viol? D'abord, chez les Francs, c'est l'homme qui est avant tout déclaré coupable et qui se voit attribuer une peine. Il est assez clair que la législation tente d'atténuer, voire enrayer une situation probablement récurrente. À l'inverse, chez les Burgondes, souvent la femme est déclarée coupable. Il y a donc une compréhension différente chez les deux peuples de l'adultère qui n'est pas considéré uniquement comme un crime masculin. Les sentences sont d'autant plus sévères. La peine de mort peut être l'issue d'un adultère chez les Burgondes alors que les Francs se limitent à des peines pécuniaires. Il en ressort que les législations burgondes semblent avoir une considération plus égalitaire de l'adultère.

En somme, dans l'ensemble du traitement du concept d'adultère et de viol, les Francs et les Burgondes possèdent deux interprétations complètement différentes. La seule similitude réside dans le fait que les deux peuples germaniques encadrent l'adultère et le viol par la loi. De plus, l'analyse du rapt, longtemps assimilé au viol, permet de comprendre la nature répréhensible de l'acte. C'est la transgression sociale dirigée contre la famille victime qui est punissable. Sur ce point, les trois codes s'entendent et conceptualisent de la même manière. L'honneur est une notion sensible qui peut rapidement mener à un conflit vindicatif entre les deux groupes opposés. La prochaine section portera sur la vengeance.

3.5 La vengeance

La codification des lois germaniques est sans aucun doute une tentative de limiter, voire d'enrayer la pratique de la vengeance privée. Évidemment, il n'est pas aisé de restreindre un droit considéré comme distinctif basé sur des critères sociaux⁴⁷⁵. Guy Halsall n'accepte pas d'interpréter les vengeances répertoriées dans les sources comme des *faides*. Il plaide plutôt pour des vengeances légales liées à ce droit fondamental de l'aristocratie⁴⁷⁶. Ainsi, est-il permis de croire que l'apparition des tribunaux publics puisse mener à la disparition du système vindicatif? Il convient en premier lieu d'établir la présence possible du concept à l'intérieur du code de loi.

Comme François Bougard l'a bien montré, trois termes sont utilisés pour dénommer la vengeance : *ultio*, *vindicta* et *faida*⁴⁷⁷. La loi salique compte une seule référence, assez tardive, au titre CXI. Édité par le roi Chilpéric (561-584), le titre vise à punir un esclave coupable du meurtre d'un homme libre. Dans de telles circonstances, l'esclave est remis à la parentèle lésée pour assouvir sa vengeance⁴⁷⁸. L'unicité de ce titre tend à montrer deux intentions des rois et des législateurs. Tout d'abord, l'absence presque totale de références à la vengeance dans la *Lex salica* semble indiquer que ce droit était un acquis intouchable et qu'il était vain de tenter de légiférer à son sujet. Il s'agirait d'une pratique si ancrée dans le comportement des aristocrates qu'il deviendrait dangereux d'y porter atteinte.

À l'inverse, par le *Capitulaire* de Chilpéric, il y a clairement une volonté d'insérer un droit traditionnel, de manière somme toute assez timide, dans l'appareil juridique public. Le titre du capitulaire semble confirmer cette affirmation : « Décret du roi Chilpéric pour conserver la paix⁴⁷⁹ ». Par l'insertion de la pratique de la vengeance privée dans la loi, le roi peut intervenir dans les conflits entre parentèles et

⁴⁷⁵ Jeppe BÜCHERT NETTERSTRØM, « Introduction. The Study... », *op. cit.*, p. 45.

⁴⁷⁶ *Ibid.*, p. 63.

⁴⁷⁷ François BOUGARD, « Avant-propos. Les mots de la vengeance » dans *La vengeance 400-1200* dir. François BOUGARD, Régine LE JAN et Dominique BARTHÉLEMY, Rome, École française de Rome, 2006, p. 2.

⁴⁷⁸ « *seruum ipsum det ad uindictam* », Titre CXI, *Pactus Legis salicae*, *op. cit.*, p. 262.

⁴⁷⁹ « *Edict(us) domni (C)hilperici regis pro tenore pacis* », *Capitulaire IV*, *ibid.*, p. 261.

ainsi préserver la paix au sein de son royaume. Certes, il s'agit d'une exception chez les Francs, mais qui démontre une volonté du pouvoir royal de s'accaparer une légitimité juridique supplémentaire.

En somme, la *vindicta* est un châtement infligé par l'offensé qui trouve sa délivrance dans la peine⁴⁸⁰. L'insertion de ce châtement dans la loi publique signifie en quelque sorte un déplacement de l'*auctoritas* de l'offensé à la personne royale qui désormais sanctionne la peine. De cette manière, l'aristocratie ne peut plus obtenir un aussi grand gain de capital d'honneur dans la réalisation d'une vengeance privée puisqu'elle est approuvée par le roi. C'est ce dernier qui obtient le gain. Dans cette logique, il est tout à fait compréhensible de retrouver très peu de traces de la vengeance dans la loi publique. D'ailleurs, il n'est pas anodin que la seule référence traite d'un homicide commis par un esclave envers un homme libre et non l'inverse. Il y a peu, voire aucune implication sur le plan de l'honneur vis-à-vis d'un esclave. Ainsi, le roi n'affronte pas directement ni trop brusquement les aristocrates. Qu'en est-il du côté burgonde?

Le *Liber constitutionum* compte, lui aussi, une seule référence à la notion de vengeance (*vindicta*). L'article 5 du titre XXXIII traite d'une femme victime d'injures durant une vengeance. Dans ce cas, il n'est pas possible de porter l'affaire en cour contre ceux ayant commis les injures. L'article est tout autant intéressant et révélateur que celui de la *Lex salica*. D'abord, l'unique référence retrouvée nous incite à aborder l'analyse sous le même angle que chez les Francs. La vengeance privée est bel et bien représentée, mais elle n'est pas codifiée ni complètement insérée dans la loi publique. Toutefois, la particularité primordiale de l'article réside dans l'incapacité de poursuivre un individu en justice si les actions répréhensibles se déroulent durant une vengeance privée. Non seulement, les législateurs burgondes reconnaissent l'existence de la *vindicta*, mais ils la légitiment par le biais de la codification de la loi burgonde.

⁴⁸⁰ François BOUGARD, « Avant-propos. Les mots... », *loc. cit.*, p. 3.

Pourtant, nous pourrions en dire tout autant de la législation franque qui admet la possibilité de remettre un esclave fautif à la parentèle lésée pour assouvir sa vengeance. Or, la distinction majeure s'opère au niveau des statuts sociaux en cause. Chez les Francs, il s'agit d'un *servus* alors que dans la législation burgonde, il est clairement question d'une femme dont le statut peut varier de libre à simple esclave. Comme Nira Pancer l'a si bien montré, les femmes libres partagent la même conception de l'honneur que les hommes chez les Francs. Pourquoi en serait-il autrement chez les Burgondes?

Le titre XXXIII se positionne différemment par rapport à l'unique titre franc. Il ne légifère pas réellement sur la *vindicta*, mais se contente d'émettre l'impossibilité de représailles juridiques contre un individu ou un groupe pratiquant la vengeance privée. Cependant, la précision apportée quant au statut de la femme victime (esclave, semi-libre ou libre) sous-entend une distinction des genres complètement différente que chez les Francs. En est-il réellement ainsi? L'article précise la nature de l'acte répréhensible commis par la femme : « *se sponte miscuerit*⁴⁸¹ / s'accouple volontairement ». Cela implique que la femme libre qui commet l'adultère ou la fornication perd son honneur. Cet état permet donc au pouvoir royal de légiférer librement sans intervenir dans les démonstrations d'honneur par les libres. D'ailleurs, comme il a été souligné, l'article semble davantage indiquer une marche à suivre plutôt qu'une condamnation.

En somme, les deux articles, franc et burgonde, montrent clairement que les deux systèmes judiciaires sont parallèles, mais qu'ils sont incompatibles. Les législations germaniques semblent admettre qu'il y a un choix à faire en face d'une situation conflictuelle : si l'on est en position de force, il est possible d'utiliser les voies traditionnelles de la vengeance où le gain en capital d'honneur est supérieur; si l'on est en position de faiblesse, l'utilisation du tribunal public et de la loi codifiée avec les compositions est la meilleure option.

⁴⁸¹ Titre XXXIII, 5, *Liber constitutionum*, *op. cit.*, p. 67.

La situation est différente chez les Gallo-Romains. L'utilisation du terme *vindicta* ne correspond pas aux critères germaniques d'une vengeance privée. Deux références peuvent être répertoriées pour le terme *vindicta* : l'article 3 du titre IV et l'article 1 du titre V. Dans les deux cas, il est plutôt question de châtiment que de vengeance. Bien que la nature des articles soit différente, l'un pour vol, l'autre pour avoir causé des blessures, le sens n'en reste pas moins une punition. Pour avoir commis ces crimes, l'individu doit être mené devant le juge afin d'y recevoir une *vindicta* convenable à son statut social. Cette prescription fait en sorte qu'il est impossible d'associer le terme uniquement à un esclave ou à un libre. Dans tous les cas, la vengeance privée, telle qu'employée dans les sociétés germaniques, n'est pas utilisée dans la codification romaine de la loi burgonde.

Un seul article pourrait prétendre appartenir à une forme de vengeance au sein du titre XVIII. L'article 3 décrit la peine encourue pour avoir mis le feu par vengeance. Cependant, le terme utilisé est *inimicitia*. Le terme renvoie tout de même à la notion d'honneur qui est exprimée différemment que chez les Francs ou les Burgondes.

En conclusion, la vengeance est bel et bien présente dans les codifications législatives germaniques. Toutefois, son insertion porte une atteinte au gain en capital d'honneur perceptible par les familles puissantes. Certes, la mise à l'écrit de la vindicte semble montrer un intérêt du pouvoir royal à régler, même éventuellement, incorporer la vengeance à l'appareil juridique du *mallus*. Tout au plus, la loi sert à légitimer cette pratique, alors qu'elle est visiblement incapable de l'enrayer complètement⁴⁸². De plus, le pouvoir mérovingien, bien que proactif dans son renforcement, n'est pas assez centralisé pour permettre une réelle incorporation du système vindicatif au sein de sa loi écrite. Il est également important de garder à l'esprit que la décision d'un groupe de répondre à une injustice par la violence n'implique pas nécessairement des affrontements. L'utilisation des menaces

⁴⁸² Cette conclusion rejoint celle de J. M. WALLACE-HADRILL dans son article « Bloodfeud of the Franks » dans *The Long-haired Kings...*, *op. cit.*

guerrières sont largement utilisées sur une période de temps plus ou moins longue afin de forcer son adversaire à abdiquer⁴⁸³. Notons également la possibilité d'utiliser des moyens détournés pour obtenir une vengeance : la remise de rapports fiscaux au roi afin d'attirer l'attention sur des impôts impayés par exemple⁴⁸⁴.

Par ailleurs, le pendant romain de la loi burgonde a montré que la vengeance est loin de signifier la même chose. D'abord, le terme *vindicta* réfère littéralement à un châtiment plutôt qu'à une action vindicative. La seule allusion possible à une vengeance serait liée au terme *inimicitia*. Visiblement, le titre montre que l'atteinte à l'honneur gallo-romain pouvait engendrer des représailles. Cependant, il est difficile d'établir la pratique d'un quelconque système vindicatif pour les populations romaines de Bourgondie.

Globalement, la violence est traitée de manière similaire chez les Francs et chez les Burgondes. Par contre, il existe quelques divergences notables que nous reprendrons dans leurs grandes lignes en guise de conclusion. La violence est bel et bien conceptualisée au sein des différents codes malgré une différence marquée dans l'utilisation du lexique. Néanmoins, une conscience de la présence de la violence au sein de leurs royaumes ou territoires respectifs est tangible.

À partir de ce moment, il convient de traiter de la manière dont les agents royaux la traitent. Certes, la législation sanctionne plusieurs crimes violents, mais elle utilise également cette violence pour châtier le coupable. L'analyse de l'utilisation des peines violentes montre plusieurs divergences. D'abord, quant aux ordalies, celle du sort et de l'eau bouillante sont uniquement présentes chez les Francs. À l'inverse, les Burgondes pratiquent davantage le duel judiciaire, même si celui-ci est représenté

⁴⁸³ Gerd ALTHOFF, « The Rules of Conflict... », *loc. cit.*, p. 317.

⁴⁸⁴ Cette hypothèse est proposée par Shi-ichi SATO, « Texte de silence ou silence du texte. Essai de déconstruction des *Historiarum Libri decem* de Grégoire de Tours », *SITES. Journal of studies for the integrated text science*, 1, 2003, p. 13-29.

de manière timide au sein de la *Lex salica*. Cependant, les Gallo-romains n'utilisent aucune ordalie. De plus, il a été montré que si la flagellation et la fustigation sont présentes chez les deux peuples, la flagellation est davantage une peine franque, alors que la fustigation est un châtimement burgonde. Toutefois, la majorité des peines corporelles, autant franques que burgondes, visent la couche servile de leur population. Évidemment, les libres ne sont pas à l'abri des sévices physiques, comme la peine de mort par exemple.

L'analyse de la peine capitale a permis de circonscrire quelques catégories de crimes considérés socialement inacceptables par le pouvoir royal et plus largement la société germanique. De fait, le vol, mais plus largement, l'atteinte au patrimoine foncier des individus semble être une préoccupation des trois codes. La richesse est au centre de la mobilité sociale. Le vol est donc un comportement dont le pouvoir royal tente de limiter les effets néfastes. Il ne faut pas se leurrer, toute violence commise peut se traduire par une escalade de conflit et des violences perpétrées. La section sur l'honneur montre que le registre des préjudices peut être vaste et subtile. Qu'il s'agisse de la trahison d'une promesse d'*amicitia* ou d'insultes portées contre un individu, ces actes sont passibles d'une réponse afin de préserver, voire augmenter son capital d'honneur. Malheureusement, au niveau des insultes, seule la législation franque s'est attardée à sa codification. Évidemment, les silences des autres codes n'invitent aucunement à admettre que ces sociétés en étaient dépourvues.

Toutefois, la différence majeure dans le traitement de la violence réside au niveau de la confusion conceptuelle de l'adultère, du viol et du rapt. Chez les Francs, l'adultère et le viol sont différenciés uniquement par le contexte de l'article. D'autre part, les législations burgondes traitent de manière précise et distincte les deux crimes. Or, une autre tendance a été soulevée par cette analyse. Le genre n'est pas assimilé de la même manière chez les Burgondes que chez les Francs, de sorte qu'il est possible d'établir une différenciation sexuée au niveau des peines qui condamnent l'adultère. Les Francs ont tendance à émettre une sanction uniquement pour l'homme coupable d'un tel crime, alors que la femme est considérée, à bien des égards, comme

une victime. À l'inverse, le code burgonde semble beaucoup plus équitable au niveau de ses peines. Ainsi, la majorité du temps, l'homme et la femme sont reconnus coupables d'adultère et condamnés à une peine, violente ou pécuniaire selon le cas. D'ailleurs, le parallèle avec le crime d'enlèvement a permis d'éclairer cette confusion en précisant que dans tous les cas, c'est la transgression sociale contenu dans ce geste qui est davantage répréhensible. Les trois codes de lois traitent du rapt de manière similaire permettant un tel constat.

Finalement, la vengeance est bel et bien présente au sein des codes de lois germaniques. Toutefois, le système vindicatif y est simplement légitimé sans être condamné puisque le pouvoir royal ne réussit pas à imposer les tribunaux publics pour régler les différends. Cela affecterait directement les grands du royaume et feraient atteinte à des droits ancestraux. Ainsi, la limitation de la vengeance privée reviendrait à restreindre les droits des aristocrates et la possibilité pour eux d'engranger un gain en capital d'honneur. Malgré tout, il s'agit d'une avancée et d'une tentative de la part du pouvoir royal à établir sa domination. Le code romain de la loi burgonde est totalement dénué de la présence de la vengeance.

Pour terminer, la différenciation culturelle entre les deux peuples germaniques et la population gallo-romaine est indéniable. Cela a clairement un impact sur la manière de légiférer sur la violence. Il y a également des différences notables entre les Francs et les Burgondes dans leur manière de gérer et de punir la violence. Cela tient probablement aux influences et aux visées politiques des rois respectifs lors de la mise à l'écrit des codes. Du moins, l'analyse de la violence au sein des codes de lois germaniques offre davantage qu'une série de peines et de crimes. Elle permet de porter un regard sur des coutumes et des modes de vie jusqu'alors insoupçonné ou juger à torts comme « barbares ».

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objet principal de ce mémoire était l'analyse approfondie du traitement de la violence par deux codes de lois germaniques : la *Lex salica* et les *Leges burgundionum*. L'ambition derrière cette entreprise était avant tout de faire une comparaison entre la conception, la législation de la violence et son application chez les Francs et les Burgondes à l'époque mérovingienne à la toute fin du V^e siècle et au VI^e siècle.

La nature du sujet nous a obligés de réfléchir sur des notions historiographiques dorénavant perçues comme archaïques. Pensons, notamment, au concept d'invasion barbare, mais surtout à la théorie d'une violence déchaînée et pulsionnelle au Moyen Âge. Cela a permis de discuter plusieurs questions tout au long de ce mémoire. Comment les codes de lois germaniques légifèrent-ils à propos de la violence? Quelles en sont les implications légales entre le roi et ses sujets? Comment les échanges violents sont-ils structurés à l'intérieur des deux royaumes? Y a-t-il une divergence ou au contraire, peut-on parler d'un traitement législatif germanique de la violence?

Pour ce faire, deux grands axes de recherche ont été nécessaires. D'abord, il a été question de montrer dans quelle mesure la loi est réellement un instrument de pouvoir pour les rois germaniques. La conversion s'est révélée être un élément clé dans le développement du pouvoir royal barbare, surtout chez les Francs. Le partage de la confession religieuse avec les populations locales a permis une fusion symbolique, mais surtout une appropriation de l'image impériale du pouvoir par l'*imitatio imperii*. De par leur arianisme, les Burgondes n'ont jamais pu fusionner complètement avec les populations locales. C'est pourquoi les rois de Burgondie ont promulgué la *Lex romana burgundionum* qui a permis d'accroître la légitimité du roi barbare auprès de ces populations gallo-romaines nicéennes. Par l'intégration de ce principe, le roi législateur peut désormais utiliser la loi à son avantage sur l'ensemble des sujets de son royaume. Il protège l'office royal et sa suite des attaques et des

atteintes éventuelles par sa différenciation de statut juridique. Par le fait même, cela permet au roi de légiférer sur l'ensemble des actions violentes et ainsi maintenir la paix.

Le second axe principal de recherche visait à comparer tous les types de violence répertoriée au sein des trois codes de lois afin de retracer les différences et les ressemblances. Il en ressort que le traitement global de la violence demeure similaire chez les deux peuples germaniques. Pourtant, les thématiques traitées n'ont pas toujours été les mêmes chez les deux peuples. Pensons notamment aux cas des insultes, du traitement direct de la lèse-majesté ou bien encore de la colère royale. Au terme de cette analyse, les Burgondes se sont révélés être légèrement plus intransigeants dans les peines imposées que les Francs. Alors que les *Capitulare* mérovingiens affirment un durcissement pénal, il est possible de noter l'inverse chez les Burgondes, notamment par l'introduction de la possibilité de rachat de la peine. Les additions à la loi mérovingienne n'avaient qu'un seul but : celui d'assurer la paix et l'ordre social, de sorte que le seul moyen d'y parvenir passait par la sévérité des mesures répressives⁴⁸⁵. Sans nous attarder sur la reprise de l'ensemble des résultats, nous nous concentrerons sur les faits saillants.

Sans surprise, hormis dans le cas de la peine de mort, les peines corporelles sont réservées à la portion servile de la société. Or il apparaît que les deux peuples ne privilégient pas le même type de peine. Les Francs usent davantage de la flagellation pour châtier leurs esclaves, alors que les Burgondes optent plutôt pour la fustigation. Toutefois, pour châtier, il faut émettre un verdict de culpabilité. Dans le cas des esclaves, il est souvent question des ordalies puisqu'ils ne peuvent pas prêter de serments. Étrangement, les Burgondes ne font mention d'aucune épreuve judiciaire dans leur codification si ce n'est du duel judiciaire qui s'applique à la portion libre de sa population d'ailleurs. À l'inverse, les Francs, qui utilisent également le duel, mettent sur pied deux types d'épreuve : l'eau bouillante et le sort.

⁴⁸⁵ Jean GAUDEMET, *Les naissances du droit. Le temps, le pouvoir et la science au service du droit*, Paris, Montchrestien, 2006, p. 115.

Toutefois, la distinction majeure dans le traitement de la violence réside dans la conceptualisation de l'adultère et du viol. Chez les Francs, les deux crimes sont traités par les mêmes termes, ce qui mène à un flou conceptuel. Dans chacun des cas, il faut se référer au contexte afin de déterminer s'il s'agit d'un adultère ou d'un viol. Pour comprendre davantage ce phénomène, l'étude de Sylvie Joye sur les enlèvements fut une aide précieuse. Effectivement, le droit romain ne fait pas la distinction entre enlèvement et viol. Il s'agit du même principe chez les Francs. À l'inverse, les Burgondes codifient clairement les deux crimes. Pourtant, la rédaction des deux codes a dû avoir eu lieu sensiblement au même moment, c'est-à-dire au tournant du VI^e siècle.

D'ailleurs, bien que les distorsions soient moins nombreuses au sein des textes normatifs, ils possèdent leurs propres limites. Il y a eu peu, voire aucune référence à l'application de ces peines. Il serait ainsi intéressant, dans une recherche future, de fouiller les sources contemporaines afin de trouver des exemples de cas. Pensons notamment au fameux épisode des aventures de Sichaire considérées comme l'archétype d'une vengeance mérovingienne⁴⁸⁶. Cela permettrait d'approfondir nos connaissances sur les rouages législatifs du haut Moyen Âge, mais également sur l'implantation et le fonctionnement précis des tribunaux publics (*mallus*).

Ce mémoire s'est limité à la comparaison entre les Francs et les Burgondes. Toutefois, les Mérovingiens, au fil du temps et des conquêtes, incorporent et promulguent plusieurs autres codes législatifs. Dagobert I^{er} et la *Lex ribvaria*, la loi des Alamans, des Bavarois, des Thuringiens, ainsi que les pendants romains, le Code Théodosien, le Bréviaire d'Alaric II sont toutes des lois présentes au sein du *Regnum francorum* à une époque ou à une autre. Il serait intéressant, voire essentiel de les inclure dans une étude globale du traitement de la violence chez les Francs. Pour une approche générale du traitement de la violence chez les Barbares, la comparaison

⁴⁸⁶ Philippe DEPREUX, « Une faide exemplaire? À propos des aventures de Sichaire. Vengeance et pacification aux temps mérovingiens » dans *La vengeance 400-1200...*, *op. cit.*, p. 65-85.

avec plusieurs peuples germaniques serait également à considérer : les Wisigoths, les Ostrogoths italiens, les Saxons, les Lombards, voire les peuples slaves de l'est.

Finalement, la réflexion sur la violence, même au haut Moyen Âge, n'a-t-elle pas d'impacts sur le regard jeté sur nos propres institutions législatives et leur fonctionnement? Les dernières années ont été ponctuées de plusieurs attaques terroristes d'une violence brutale. Or, cette violence a volontairement été calculée de manière à excéder nos normes et, de ce fait même, notre compréhension, de sorte qu'il est difficile de savoir comment y réagir. Les règles sont alors brisées et une violence sans contrainte est libérée. Guy Halsall soutient sa théorie par l'exemple des premières attaques Vikings en Europe continentale⁴⁸⁷. Leurs actes dépassaient les paradigmes de compréhension des actes violents de l'époque et le même processus semble se profiler maintenant avec la montée du terrorisme. L'étude, même d'une société ancienne, peut avoir un impact sur la compréhension de notre propre société.

⁴⁸⁷ Guy HALSALL, « Violence and Society... », *loc. cit.*, p. 11-12.

BIBLIOGRAPHIE

Afin de simplifier l'utilisation et le survol des sources et études utilisées pour ce mémoire, deux rubriques ont été créées. La première est dédiée aux sources, notamment les codes de lois germaniques. Le classement est effectué par un ordre chronologique décroissant des éditions. Il est à noter que la *Lex romana burgundionum* est prise en considération dans toutes les éditions des *Leges burgundionum*. Ainsi, il n'y a pas de distinction entre les deux codes burgondes au sein des différentes éditions. La seconde rubrique regroupe toutes les études qui se sont révélées pertinentes à la construction de ce mémoire

1. Sources

I. *Pactus legis salicae*

ECKHARDT, Karl August (éd.), *Lex salica, Monumenta Germaniae historica, Legum section I, Legum nationum germanicarum, T4 pars 2*, Hannoverae, Impensis bibliopolii hahniani, 1969, p. 2 à 230.

ECKHARDT, Karl August (éd.), *Pactus legis salicae, Monumenta Germaniae historica, Legum section I, Legum nationum germanicarum*, Hannoverae, Impensis Bibliopolii Hahniani, 1962, p. 2 à 273.

BEHREND, Richard (éd.), *Lex Salica*, Weimar, Hermann Böhlhaus Nachfolger, 1897, p. 1 à 183.

HESSELS, Jan Hendrik et Hendrik KERN (éd.), *Lex Salica : the Ten Texts with the Glosses, and the Lex Emendata*, Londres, J. Murray, 1880, p. 1 à 419.

MERKEL, Paul Johannes (éd.), *Lex salica mit einer Vorrede von Jacob Grimm*, Berlin, 1850, 225 p.

PARDESSUS, Jean-Marie (éd.), *Loi salique, ou, Recueil contenant les anciennes rédactions de cette loi et le texte connu sous le nom de les emandata avec des notes et des dissertations*, Paris, Imprimerie royale, 1843, 829 p.

II. *Leges burgundionum*

SALIS, Ludwig Rudolf von (éd.), *Leges Burgundionum, Monumenta Germaniae historica, Legum sectio I, Legum nationum germanicarum T2 pars 1*, Hannoverae, Impensis Bibliopolii Hahniani, 1892, p. 29 à 167.

BOUQUET, Dom (éd.), *Lex burgundionum, Recueil des Historiens des Gaules et de la France, IV*, Paris, Delisle, 1869.

BLUHME, Friedrich (éd.), *Leges Burgundionum, Monumenta Germaniae historica, Legum T3*, Hannoverae, Impensis Bibliopolii Hahniani, 1863, p. 525 à 624.

III. *Autres sources*

---, *La Sainte Bible*, Paris, Éd. du Cerf, trad. sous la dir. de l'École biblique de Jérusalem, 43 vol., 1950.

GAUDEMET, Jean et Brigitte BASDEVANT, *Les Canons des conciles mérovingiens (VIe-VIIe siècles)* vol. 1, Paris, Éd. du Cerf, Sources Chrétiennes, 1989, 345 p.

GRÉGOIRE DE TOURS, *Historiae Francorum*, Paris, Belles Lettres, traduit du latin par Robert LATOUCHE, 2005, 354 p.

GRÉGOIRE DE TOURS, *Histoire des Francs. Livres I-VI : Texte du manuscrit de Corbie*, éd. Henri OMONT, Bibliothèque nationale, ms. Lat. 17655, 1886.

MARAVALL, Pierre, *Eusèbe de Césarée. La théologie politique de l'Empire chrétien. Louanges de Constantin (Triakontaeterikos), introduction, traduction et notes*, Paris, Éd. du Cerf, 2001, 216 p.

IV. *Traductions*

DESGRUGILLERS-BILLARD, Nathalie, *La loi burgonde : livre de loi de Gondebaud*, Paris, Paleo, 2011, p. 23 à 255.

FISCHER DREW, Katherine, *The Burgundian Code. Book of Constitutions or Law of Gundobad. Additional Enactments*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1996 (1ère éd. 1949), 106 p.

FISCHER DREW, Katherine, *The Laws of the Salian Franks*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1991, 256 p.

RIVERS, Theodore, *Laws of the Salian and Ripuarian Franks*, New York, AMS Press, 1986.

2. Études

Dictionnaires

---, *Trésor de la langue française informatisé*, <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>, En ligne.

DE VANN, Michiel, *Etymological Dictionary of Latin and the Other Italic Languages*, Boston, Brill, 2008, 820 p.

GAFFIOT, Félix, *Dictionnaire Gaffiot*, <http://www.lexilogos.com/latin/gaffiot.php>, En ligne.

GAFFIOT, Félix, *Le Gaffiot de poche* sous la dir. de Pierre FLOBERT, Paris, Hachette, 2001, 820 p.

GAFFIOT, Félix, *Le grand Gaffiot : dictionnaire latin-français* sous la dir. de Pierre FLOBERT, Paris, Hachette, 2000, 1766 p.

GLARE, Peter G. W., *Oxford Latin dictionary*, Oxford, Oxford University Press, 2012 (1^{ère} éd. 1982), 2344 p.

LE GOFF, Jacques et Jean-Claude SCHMITT (dir.), *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval*, Paris, Fayard, 1999, 1236 p.

NIERMEYER, Jan Frederik, *Mediae Latinitatis Lexicon Minus*, Leiden, Brill, 2002.

Monographies

ALTHOFF, Gerd, *Family, Friends and Followers. Political and Social Bonds in Early Medieval Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 195 p.

AUZÉPY, Marie-France et Guillaume SAINT-GUILLAIN, *Oralité et lien social au Moyen Âge : Occident, Byzance, islam : parole donnée, foi jurée, serment*, Paris, ACHCByz, 2008, 381 p.

BACHRACH, Bernard S., *Armies and Politics in the Early Medieval West*, Norfolk, Variorum, 1993.

BARAZ, Daniel, *Medieval Cruelty*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, 225 p.

BARBERO, Alessandro, *Barbares. Immigrés, réfugiés et déportés dans l'Empire romain*, Paris, Tallandier, 2006, 352 p.

BARBIER, Josiane, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA (dir.), *Amour et désamour du prince. Du haut Moyen Âge à la Révolution française*, Paris, Kimé, 2011, 164 p.

BART, Jean, *Histoire du droit privé de la chute de l'Empire romain au XIXe siècle*, Paris, Montchrestien, 2009, 477 p.

BENNETT, Judith M. et Ruth MAZO KARRAS (éd.), *The Oxford Handbook of Women and Gender in Medieval Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2013, 626 p.

BISSON, Thomas N., *Cultures of Power : Lordship, Status, and Process in Twelfth-Century Europe*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1995, 347 p.

BOQUET, Damien et Piroska NAGY, *Sensible Moyen Âge : une histoire des émotions dans l'Occident médiéval*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, 467 p.

BOUGARD, François, Régine LE JAN et Dominique BARTHÉLEMY (dir.), *La vengeance, 400-1200*, Rome, École française de Rome, 2006, 526 p.

BROWN, Peter, *Le monde de l'Antiquité tardive. De Marc Aurèle à Mahomet*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 (1^{ère} éd. 1971), 210 p.

BÜCHERT NETTERSTRØM, Jeppe et Bjørn POULSEN (éd.), *Feud in Medieval and Early Modern Europe*, Aarhus, Aarhus University Press, 2007, 206 p.

BÜHRER-THIERRY, Geneviève et Charles MÉRIAUX, *La France avant la France. 481-888*, dir. Joël Cornette, Paris, Belin, 2010, 687 p.

CAMBY, Christophe, *Wergeld ou uueregildus. Le rachat pécuniaire de l'offense entre continuités romaines et innovation germanique*, Genève, Librairie Droz, 2013, 576 p.

CLAUSTRE, Julie, Véronique BEAULANDE et Elsa MARMUSTEJNZ (dir.), *La fabrique de la norme : lieux et modes de production des normes au Moyen Âge et à l'époque moderne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, 264 p.

DEVROEY, Jean-Pierre, Laurent FELLER et Régine LE JAN (dir.), *Les élites et la richesse au haut Moyen Âge*, Turnhout, Brepols, 2010, 543 p.

DUCLOUX, Anne, *Ad ecclesiam confugere. Naissance du droit d'asile dans les églises (IV^e-milieu du V^e s.)*, Paris, De Boccard, 1994, 320 p.

DUMÉZIL, Bruno, *Les racines chrétiennes de l'Europe. Conversion et liberté dans les royaumes barbares Ve-VIIIe siècle*, Paris, Fayard, 2005, 804 p.

DUPONT, Florence et Thierry ÉLOI, *L'érotisme masculin dans la Rome antique*, Paris, Belin, 2001, 347 p.

ELIAS, Norbert, *La civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, 342 p.

ENDERS, Jody, *The Medieval Theater of Cruelty. Rhetoric, Memory, Violence*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, 268 p.

ESMARK, Kim, Lars HERMANSON et al. (éd.), *Disputing Strategies in Medieval Scandinavia*, Leiden, Brill, 2013, 371 p.

FELLER, Laurent et Chris WICKHAM (dir.), *Le marché de la terre au Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 2005, 670 p.

FLAMERIE DE LACHAPELLE, Guillaume, *Torture à l'Antique. Supplices, peines et châtiments en Grèce et à Rome*, Paris, Belles Lettres, 2013, 260 p.

GARIPZANOV, Ildar, Patrick GEARY et Przemyslaw URBANCZYK (dir.), *Franks, Northmen, and Slavs : Identities and State Formation in Early Medieval Europe*, Turnhout, 2008.

GAUDEMET, Jean, *Les naissances du droit. Le temps, le pouvoir et la science au service du droit*, Paris, Montchrestien, 2006 (1^{ère} éd. 1997), 389 p.

GEARY, Patrick, *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Flammarion, 2006 (1^{ère} éd. 2002), 242 p.

GEARY, Patrick, *Naissance de la France. Le monde mérovingien*, Paris, Flammarion, 2011 (1^{ère} éd. 1989), 292 p.

GIBBON, Edward, *The Decline and Fall of the Roman Empire* vol. 2, New York, Modern Library, 1932 (1^{ère} éd. 1776-88).

GOFFART, Walter, *The Narrators of Barbarian History (A.D. 550-800) : Jordanes, Gregory of Tours, Bede and Paul the Deacon*, Princeton, Princeton University Press, 1988, 491 p.

GONTHIER, Nicole, « *Sanglant Coupaul!* » « *Orde Ribaude!* ». *Les injures au Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 199 p.

HALSALL, Guy, *Warfare and Society in the Barbarian west. 450-900*, New York, Routledge, 2003, 320 p.

HALSALL, Guy (éd.), *Violence and Society in the Early Medieval West*, Rochester, Boydell Press, 1998, 230 p.

HARRIES, Jill et Ian WOOD (éd.), *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity*, Londres, Bristol Classic Press, 2010 (1ère éd. 1993), 261 p.

HEATHER, Peter, *Empires and Barbarians. The Fall of Rome and the Birth of Europe*, New York, Oxford University Press, 2009, 734 p.

HEINZELMANN, Martin, *Gregory of Tours. History and Society in the Sixth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, 235 p.

HUIZINGA, Johan, *The Autumn of the Middle Ages*, Chicago, University of Chicago Press, 1996 (1ère éd. 1924), 467 p.

JOYE, Sylvie, *La femme ravie. Le mariage par rapt dans les sociétés occidentales du haut Moyen Âge*, Turnhout, Brepols, 2012, 528 p.

LE JAN, Régine, *Les Mérovingiens*, Paris, PUF, 2006, 213 p.

MATHISEN, Ralph W., *Law, Society, and Authority in Late Antiquity*, Oxford, Oxford University Press, 324 p.

MEYERSON, Mark D., Daniel THIERY et Oren FALK (éd.), *A Great Effusion of blood? Interpreting Medieval Violence*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, 319 p.

MITCHELL, Kathleen et Ian WOOD (éd.), *The World of Gregory of Tours*, Leiden, Brill, 2002, 445 p.

PANCER, Nira, *Sans peur et sans vergogne. De l'honneur et des femmes aux premiers temps mérovingiens (VIe-VIIe siècles)*, Paris, Albin Michel, 2001, 316 p.

POHL, Walter, *Post Roman Transitions. Christians and Barbarians Identities in the Early Medieval West*, Turnhout, 2013.

POHL, Walter, *Strategies of Identification : Ethnicity and Religion in Early Medieval Europe*, Turnhout, 2013.

POHL, Walter, Clemence GANTNER et Richard E. PAYNE (éd.), *Visions of Community in the Post-Roman World : the West, Byzantium and the Islamic World 300-1100*, Farnham, Ashgate, 2012, 575 p.

POHL, Walter et Veronika WIESER (éd.), *Der frūmittelalterliche Staat – europäische Perspektiven*, Vienne, OAW, 2009.

POLY, Jean-Pierre, *Le chemin des amours barbares. Genèse médiévale de la sexualité européenne*, Paris, Perrin, 2003, 607 p.

RICHÉ, Pierre, *Éducation et culture dans l'Occident barbare VI^e-VIII^e siècle*, Paris, Seuil, 1962, 654 p.

ROSENWEIN, Barbara (éd.), *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, 256 p.

ROSENWEIN, Barbara et Lester K. LITTLE (éd.), *Debating the Middle Ages : Issues and Readings*, Malden, Blackwell Publisher, 1998, 396 p.

ROUCHE, Michel et Bruno DUMÉZIL (dir.), *Le Bréviaire d'Alaric. Aux origines du Code civil*, Paris, PUPS, 2008, 374 p.

ROUCHE, Michel (dir.), *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997.

ROUCHE, Michel, *Clovis, suivi de vingt et un documents traduits et commentés*, Fayard, Paris, 1996, 608 p.

SALIN, Édouard, *Civilisation mérovingienne d'après les sépultures, les textes et le laboratoire*, Paris, A. et J. Picard, 1949.

SASSIER, Yves, *Royauté et idéologie au Moyen Âge : Bas-empire, monde franc, France, IV^e-XII^e siècle*, Paris, A. Colin, 2002, 361 p.

SAWYER, Peter Hayes. et Ian WOOD (éd.), *Early Medieval Kingship*, Leeds, University of Leeds, 1977, 193 p.

SCHRIJVER, Peter, *The Reflexes of the PIE laryngeals in latin*, Amsterdam, Rodopi, 1991.

SÈRE, Bénédicte et Jörg WETTLAUFER (éd.), *La honte entre peine et pénitence. Les usages sociaux de la honte au Moyen Âge et au début de l'Époque*, Florence, Edizioni Del Galluzzo, 2013, 451 p.

THIERRY, Augustin, *Récits des temps mérovingiens*, Paris, Critérion, 1990 (1^{ère} éd. 1840), 268 p.

TUTEN, Belle S. et Tracey L. BILLADO (éd.), *Feud, Violence and Practice. Essays in Medieval Studies in Honor of Stephen D. White*, Farham, Ashgate, 2010, 336 p.

VILJAMAA, Toivo, Asko TIMONEN et Christian KRÖTZL (éd.), *Crudelitas. The Politics of Cruelty in the Ancient and Medieval World*, Krems, *Medium aevum quotidianum*, 1992, 188 p.

WALLACE-HADRILL, John M., *The Long-Haired Kings*, Toronto, University of Toronto Press, 1982, 261 p.

WARD-PERKINS, Bryan, *The Fall of Rome and the End of Civilization*, New York, Oxford University Press, 2005, 239 p.

WOOD, Ian, *The Merovingian Kingdoms. 450-751*, Longman, New York, 1994, 395 p.

Articles

ALTHOFF, Gerd, « The Rules of Conflict Among the Warrior Aristocracy of the High Middle Ages » dans *Disputing Strategies in Medieval Scandinavia* éd. Kim ESMARK, Lars HERMANSON et al., Leiden, Brill, 2013, p. 313-332.

ALTHOFF, Gerd, « *Amicitiae* [Friendship] as Relationships Between States and People » dans *Debating the Middle Ages : Issues and Readings* éd. Lester K. LITTLE et Barbara ROSENWEIN, Cornwall, Blackwell, 1998, p. 191-210.

ALTHOFF, Gerd, « *Ira Regis* : Prolegomena to a History of Royal Anger » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 59-74.

AMORY, Patrick, « The meaning and purpose of ethnic terminology in the Burgundian Laws », *Early Medieval Europe*, 2 (1), 1993, p. 1-28.

ARJAVA, Antti, « The Survival of Roman Family Law after the Barbarian Settlements » dans *Law, Society, and Authority in Late Antiquity* éd. Ralph W. MATHISEN, Oxford, Oxford University Press, p. 33-51.

BACHRACH, Bernard, « Procopius and the Chronology of Clovis's Reign » dans *Armies and Politics in the Early Medieval West* éd. Bernard BACHRACH, Norfolk, Variorum, 1993 (article 1970), p. 21-31.

BARAZ, Daniel, « Violence or Cruelty? An Intercultural Perspective » dans *A Great effusion of blood? Interpreting Medieval Violence* éd. Mark D. MEYERSON, Daniel THIERY et Oren FALK, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 164-189.

BARBIER, Josiane, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, « Introduction » dans *Amour et désamour du prince. Du haut Moyen Âge à la Révolution française* dir. Josiane BARBIER, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, Paris, Kimé, 2011, p. 7-13.

BASDEVANT-GAUDEMET, Brigitte, « L'évêque, d'après la législation de quelques conciles mérovingiens » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, dir. Michel ROUCHE, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 471-494.

BOUGARD, François, Geneviève BÜHRER-THIERRY et Régine LE JAN, « Les élites du haut Moyen Âge. Identités, stratégies, mobilité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2013/4 (68e année), p. 1079-1112.

BOUGARD, François, « Le feu de la justice et le feu de l'épreuve, Ive-XIIe siècle » dans *Il fuoco Nell'alto Medioevo. Spoleto, 12-17 aprile 2012*, Spoleto, 2013, p. 389-432.

BOUGARD, François, « Avant-propos. Les mots de la vengeance » dans *La vengeance 400-1200* dir. François BOUGARD, Régine LE JAN et Dominique BARTHÉLEMY, Rome, École française de Rome, 2006, p. 1-6.

BÜCHERT NETTERSTRØM, Jeppe, « Introduction. The Study of Feud in Medieval and Early Modern History » dans *Feud in Medieval and Early Modern Europe* éd. Jeppe BÜCHERT NETTERSTRØM et Bjørn POULSEN, Aarhus, Aarhus University Press, 2007, p. 9-67.

BÜHRER-THIERRY, Geneviève, « "Just Anger" or "Vengeful Anger"? The Punishment of Blinding in the Early Medieval West » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara Rosenwein, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 75-91.

CÂNDIDO DA SILVA, Marcelo, « Le vol de biens et la construction sociale dans le royaume des Francs (VIe-IXe siècle) » dans *La fabrique de la norme. Lieux et modes de production des normes au Moyen Âge et à l'époque moderne* dir. Julie CLAUSTRE, Véronique BEAULANDE-BARRAUD et Elsa MARMURSZTEJN, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 71-89.

CHIFFOLEAU, Jacques, « Droit(s) » dans *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval* dir. Jacques Le Goff et Jean-Claude Schmitt, Paris, Fayard, 1999, p. 290-308.

DEPREUX, Philippe, « Une faide exemplaire? À propos des aventures de Sichaire. Vengeance et pacification aux temps mérovingiens » dans *La vengeance 400-1200* dir. Dominique BARTHÉLEMY, François BOUGARD et Régine LE JAN, Rome, École française de Rome, 2006, p. 65-85.

DUMÉZIL, Bruno, « Faire honte dans les sources normatives du haut Moyen Âge (Ve-VIIe siècle) » dans *La honte entre peine et pénitence. Les usages sociaux de la honte au Moyen Âge et au début de l'Époque moderne* dir. Bénédicte SÈRE et Jörg WETTLAUFER, Florence, Edizioni Del Galluzzo, 2013, p. 49-64.

DUMÉZIL, Bruno, « Gogo et ses amis : écriture, échanges et ambitions dans un réseau aristocratique de la fin du VIe siècle », *Revue historique*, 2007/3 (n° 643), p. 553-593.

DUMÉZIL, Bruno, « La conversion comme facteur de crise des élites (Ve-VIIe siècle) » dans *Les élites au haut Moyen Âge. Crises et renouvellements* dir. François BOUGARD, Laurent FELLER et Régine LE JAN, Turnhout, Brepols, 2006, p. 45-67.

ESDERS, Stefan, « Les origines militaires du serment dans les royaumes barbares (Ve-VIIe siècles) » dans *Oralité et lien social au Moyen Âge (Occident, Byzance, Islam) : parole donnée, foi jurée, serment* dir. Marie-France AUZÉPY et Guillaume SAINT-GUILLAIN, Paris, ACHCByz, 2008, p. 19-26.

FELLER, Laurent, « Enrichissement, accumulation et circulation des biens. Quelques problèmes liés au marché de la terre » dans *Le marché de la terre au Moyen Âge* dir. Laurent FELLER et Chris WICKHAM, Rome, École française de Rome, 2005, p. 3-28.

FOURACRE, Paul, « Attitudes towards violence in seventh- and eighth-century Francia » dans *Violence and Society in the Early Medieval West* éd. Guy Halsall, Rochester, Boydell Press, 1998, p. 60-75.

GUILLOT, Olivier, « Clovis « Auguste », vecteur de conceptions romano-chrétiennes » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, dir. Michel ROUCHE, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 705-737.

HALSALL, Guy, « Reflections on Early Medieval Violence : the Example of the "Blood Feud" », *Memoria y Civilizacion*, vol 2 (1999), p. 7-29.

HALSALL, Guy, « Violence and society in the early medieval west : an introductory survey » dans *Violence and Society in the Early Medieval West* éd. Guy HALSALL, Rochester, Boydell Press, 1998, p. 1-45.

KELLER, Rodolphe, « Pillages et butins dans la représentation du pouvoir à l'époque carolingienne », *Médiévales*, 62, printemps 2012, p. 135-152.

LE GOFF, Jacques, « Roi » dans *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval* dir. Jacques LE GOFF et Jean-Claude SCHMITT, Paris, Fayard, 1999, p. 985-1003.

LE JAN, Régine, « Entre amour et haine du roi : quelques réflexions sur les émotions politiques à l'époque mérovingienne » dans *Amour et désamour du prince. Du haut Moyen Âge à la Révolution française* dir. Josiane BARBIER, Monique COTTRET et Lydwine SCORDIA, Paris, Kimé, 2011, p. 15-26.

LE JAN, Régine, « Prendre, accumuler, détruire les richesses dans les sociétés du haut Moyen Âge » dans *Les élites et la richesse au haut Moyen Âge* dir. Jean-Pierre DEVROEY, Laurent FELLER et Régine LE JAN, Turnhout, Brepols, 2010, p. 365-382.

LE JAN Régine, « *Timor, amicitia, odium* : les liens politiques à l'époque mérovingienne » dans *Der frūmittelalterliche Staat – europäische Perspektiven* éd. Walter POHL et Veronika WIESER, Vienne, OAW, 2009, p. 217-226.

LE JAN, Régine, « La sacralité de la royauté mérovingienne », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 58^e année, No 6 (nov.-déc. 2003), p. 1217-1241.

LEVELEUX-TEIXEIRA, Corinne, « Fabrique et réception de la norme. Brèves remarques sur l'efficacité en droit médiéval » dans *La fabrique de la norme. Lieux et modes de production des normes au Moyen Âge et à l'époque moderne* dir. Véronique BEAULANDE-BARRAUD, Julie CLAUSTRE et Elsa MARMURSZTEJN, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 17-30.

LIENHARD, Thomas, « Ordalies et duels judiciaires au haut Moyen Âge (Ve-XIIe siècle) : en quoi croyait-on? », *Bulletin d'information de la Mission historique française en Allemagne*, Vol. 44, 2008, p. 211-231.

LINTOTT, Andrew, « Cruelty in the Political Life of the Ancient World » dans *Crudelitas. The Politics of Cruelty in the Ancient and Medieval World* dir. Toivo VILJAMAA, Asko TIMONEN et Christian KRÖTZL, Krems, *Medium aevum quotidianum*, 1992, p. 9-27.

MATHISEN, Ralph, « Clovis, Anastase et Grégoire de Tours : consul, patrice et roi » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, sous la dir. Michel Ruche, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 395-407.

MILLER, William Ian, « Threat » dans *Feud, Violence and Practice. Essays in Medieval Studies in Honor of Stephen D. White* par Belle S. TUTEN et Tracey L. BILLADO (dir.), Farham, Ashgate, 2010, p. 9-27.

NELSON, Janet et Alice RIO, « Women and Laws in Early Medieval Europe » dans *The Oxford Handbook of Women and Gender in Medieval Europe* éd. Judith M. BENNETT et Ruth MAZO KARRAS, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 103-117.

PANCER, Nira, « De-gendering female violence : Merovingian female honour as an "exchange of violence" », *Early Medieval Europe*, II (I), 2002, p. 1-18.

PANCER, Nira, « « L'honneur oblige ». Esquisse d'une cartographie des conduites et des stratégies de l'honneur aux Ve et VIe siècles », *Revue belge de philologie et d'histoire*, No 74, 2, 1996, p. 273-293.

PEARSON, Kathy, « Salic Law and Barbarian Diet » dans *Law, Society, and Authority in Late Antiquity* éd. Ralph W. MATHISEN, Oxford, Oxford University Press, p. 272-285.

POLY, Jean-Pierre, « La corde autour du cou. Les Francs, la France et la loi salique » dans *Genèse de l'État moderne en Méditerranée. Approches historique et anthropologique des pratiques et des représentations. Actes des tables rondes internationales tenues à Paris les 24, 25 et 26 septembre 1987 et les 18 et 19 mars 1988*, Rome, École française de Rome, 1993, p. 287-320.

RIO, Alice, « Les formulaires et la pratique de l'écrit dans les actes de la vie quotidienne (VI^e-X^e siècle) », *Médiévales*, 56, 2009, p. 11-22.

ROSENWEIN, Barbara, « Pouvoir et passion. Communautés émotionnelles en Francie au VII^e siècle », *Annales*, No 6, nov.-déc. (2003), p. 1271-1292.

ROSENWEIN, Barbara, « Writing without fear about early medieval emotions », *Early Medieval Europe*, 10 (2), 2001, p. 229-234.

ROSENWEIN, Barbara, « Introduction » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 1-6.

ROSENWEIN, Barbara, « Controlling Paradigms » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 233-247.

ROUCHE, Michel, « Les royaumes barbares », *L'information historique*, 51, 1989, p. 26-36.

RUTENBERG, Jeanne et Arthur M. ECKSTEIN, « Review : The Return of the Fall of Rome », *The International History Review*, Vol. 29, No 1 (mar. 2007), p. 109-122.

SATO, Shi-ichi, « Texte de silence ou silence du texte. Essai de déconstruction des *Historiarum Libri decem* de Grégoire de Tours », *SITES. Journal of studies for the integrated text science*, 1, 2003, p. 13-29.

SIEMS, Harald, « La vie économique des Francs d'après la *lex salica* » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, dir. Michel ROUCHE, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 607-630.

STAAB, Franz, « Les royaumes francs au Ve siècle » dans *Clovis. Histoire et mémoire, Clovis et son temps, l'événement T1*, dir. Michel Rouche, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, p. 539-566.

WHITE, Stephen D., « The Feelings in the Feud : the Emotional Turn in the Study of Medieval Vengeance » dans *Disputing Strategies in Medieval Scandinavia* éd. Kim ESMARK, Lars HERMANSON et al., Leiden, Brill, 2013, p. 281-311.

WHITE, Stephen D., « The Politics of Anger » dans *Anger's Past. The Social Uses of an Emotion in the Middle Ages* éd. Barbara ROSENWEIN, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 127-152.

WHITE, Stephen, « Proposing the Ordeal and avoiding it. Strategy and Power in western French litigation. 1050-1100 » dans *Cultures and Power. Lordship Status and Process in Twelfth Century Europe* éd. Thomas N. BISSON, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1995, p. 89-123.

WOLFRAM, Herwig, « How Many People Are (in) a People » dans *Visions of Community in the Post-Roman World : the West, Byzantium and the Islamic World 300-1100* éd. Walter POHL, Clemens GANTNER et Richard PAYNE, Farnham, Ashgate, 2012, p. 101-108.

WOOD, Ian, « Le Bréviaire chez les Burgondes » dans *Le Bréviaire d'Alaric. Aux origines du Code civil* dir. Michel ROUCHE et Bruno DUMÉZIL, Paris, PUPS, 2008, p. 151- 160.

WOOD, Ian, « The Code in Merovingian Gaul » dans *The Theodosian Code. Studies in the Imperial Law of Late Antiquity* éd. Jill HARRIES et Ian WOOD, Londres, Bristol Classic Press, 2010 (1ère éd. 1993), p. 159-177.

WORMALD, Patrick, « *Lex Scripta* and *Verbum Regis* : Legislation and Germanic Kingship, from Euric to Cnut » dans *Early Medieval Kingship* éd. Peter Hayes SAWYER et Ian WOOD, Leeds, University of Leeds, 1977, p. 105-138.